N° : 18

By Lodj

13 15 25

DÉBATS

LES FAITES EN QUESTION, LES IDÉES EN RÉPONSE !



> Face à ces deux géants, l'Inde apparaît comme la pièce intermédiaire, celle qui pourrait empêcher le XXIe siècle de devenir un duel sino-américain. Washington le sait, Pékin aussi.

LE GRAND RÉALIGNEMENT

COMMENT ÉTATS-UNIS, CHINE, RUSSIE ET INDE REDESSINENT LE XXIe SIÈCLE

BILLET

Bientôt, les cliniques marocaines feront payer les visites aux malades

EXPERTS

La guerre des terres rares: le monde s'incline devant la Chine

CHRONIQUEURS

Le Maroc et ses voix d'ailleurs : pourquoi tant de bruit pour si peu de nouveauté ?

ROOM

Réforme du Code de procédure pénale : une avancée pour les droits de la défense

L'ODJ

L'OPINION DES JEUNES

L'ODJ WEB TV - EN DIRECT

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES

EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING



REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE

ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTES INFOS

SCAN ME!

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

ÉDITO D'OUVERTURE 04

CHRONIQUEURS INVITÉS 06

EXPERTS INVITÉS 22

QUARTIER LIBRE 38

ROOM 68

BILLET 80

IDÉBATS

LODJ

الرسالة ARRISSALA. SA

Imprimerie Arrissala

IDÉBATS 18 DÉC | 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR

NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSAID - MAMOUNE ACHARKI

KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY

INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma

EDITO

LE GRAND RÉALIGNEMENT : COMMENT ÉTATS-UNIS, CHINE, RUSSIE ET INDE REDESSINENT LE XXIe SIÈCLE

Il arrive des moments où l'histoire semble accélérer, où les plaques tectoniques du monde bougent à découvert, sans chercher à dissimuler leur grincement. Nous vivons précisément l'un de ces moments. Un basculement discret mais massif, où les lignes de force du XXIe siècle se redessinent devant nous : les États-Unis énoncent une nouvelle doctrine, la Chine avance ses pièces sans hésitation, la Russie joue sa survie dans le désordre, l'Inde s'arrime à son destin de grande puissance, et l'Afrique — longtemps reléguée au pied de la scène — devient soudain l'espace décisif de cette recomposition.

Ce dossier explore cette mutation. Il la décortique, la compare, l'éclaire.

La Stratégie de sécurité nationale américaine 2025, document cardinal qui inspire l'ensemble des articles qui suivent, agit comme une fenêtre ouverte sur la vision du monde que Washington entend imposer.

Non pas un monde de blocs idéologiques, comme au temps de la guerre froide, mais un monde où le commerce, la technologie, les ressources et les alliances redessinent la hiérarchie des puissances. L'Amérique y reconnaît enfin qu'elle n'est plus seule au centre du jeu. Elle n'est plus la fabrique automatique de la norme. Elle doit désormais affronter un adversaire total, la Chine, gérer un rival imprévisible, la Russie, courtiser un partenaire indispensable, l'Inde, et reconquérir un continent devenu l'objet de toutes les convoitises : l'Afrique.

L'Europe, elle, n'est plus le cœur stratégique de Washington. Elle est un chapitre, pas un projet. L'article qui lui est consacré dans ce dossier montre une réalité qu'elle peine à regarder en face : l'Amérique lui demande moins d'obéir que de se renforcer. Moins de suivre que de s'assumer. Face à la Chine et à la Russie, Washington ne peut plus porter le poids d'un continent qui a oublié le sens du risque et la valeur de la puissance. Ce constat, brutal mais lucide, sert de toile de fond à l'ensemble des repositionnements décrits dans les pages suivantes.

Mais c'est surtout la Chine qui domine ce dossier. Par son ambition, par sa méthode, par sa cohérence. Dans le document américain, Pékin apparaît non pas comme un rival parmi d'autres, mais comme le défi systémique, celui qui déplace la compétition vers les pays à faible et moyen revenu, celui qui restructure les chaînes industrielles, celui qui maîtrise les minéraux critiques, celui qui avance une vision du monde alternative.



Les États-Unis reconnaissent, presque avec amertume, avoir permis cette ascension en ouvrant trop largement leurs marchés, en croyant que la richesse engendrerait la convergence politique. Il n'en fut rien. L'article consacré à la Chine montre comment une idée — l'attention portée à tout, en même temps — a fait basculer la technologie mondiale, mais aussi comment une stratégie — exporter, prêter, construire, attacher — a redessiné la carte de la puissance.

La Russie, elle, occupe un statut plus trouble. Ni superpuissance, ni simple acteur régional, elle incarne la menace de l'imprévisible. Le document américain la décrit comme un acteur affaibli mais dangereux, capable de déstabiliser l'Europe, de redéfinir ses frontières, de s'allier sans conviction mais avec intérêt à Pékin. L'article qui lui est dédié restitue cette ambivalence : la Russie est trop forte pour être ignorée, trop faible pour être considérée comme un modèle, trop instable pour être laissée à elle-même. Elle est une ombre portée sur le continent européen, et un facteur de risque mondial.

Face à ces deux géants, l'Inde apparaît comme la pièce intermédiaire, celle qui pourrait empêcher le XXIe siècle de devenir un duel sino-américain. Washington le sait, Pékin aussi.

L'article de ce dossier consacré à New Delhi montre une puissance en ascension, prudente mais déterminée, courtisée pour son démantèlement lent du monopole chinois en Afrique, et pour sa capacité unique à proposer un partenariat doux, technologique et accepté. L'Inde devient, presque naturellement, le partenaire qui rassure, celui qui équilibre, celui qui refuse d'être une simple annexe de l'un ou l'autre bloc.

Mais c'est l'Afrique qui donne à ce dossier toute son importance. Non pas l'Afrique fantasmée des discours naïfs, mais l'Afrique réelle, stratégique, riche, disputée. Un continent où la Chine a déjà construit ses infrastructures, où la Russie vend la sécurité et influence les régimes, où l'Inde s'implante par la technologie et la diaspora, et où les États-Unis, enfin réveillés, cherchent à passer d'une logique d'aide à une logique d'investissement. Cet édito n'est pas le lieu des illusions : l'Afrique n'est pas convoitée pour sa beauté ou sa diversité, mais pour ses minéraux critiques, ses gisements énergétiques, ses marchés jeunes et dynamiques, et son poids géopolitique dans un monde multipolaire.

L'article comparatif qui clôt ce dossier montre avec une précision chirurgicale comment chacun des grands acteurs avance ses pions. La Chine construit, la Russie protège, l'Inde connecte, les États-Unis investissent. Aucun ne domine totalement, aucun ne repartira les mains vides. Et pour la première fois, l'Afrique n'est pas seulement objet de rivalité : elle devient sujet de choix. Elle peut arbitrer. Elle peut refuser. Elle peut accepter. Elle peut orienter.

Ce dossier raconte cela : un monde qui ne tourne plus autour d'un centre, mais autour de plusieurs. Une Afrique qui cesse d'être périphérique pour devenir nodale. Une Chine qui avance avec méthode. Une Russie qui résiste par instinct. Une Inde qui s'affirme. Des États-Unis qui se réinventent.
Bref, un XXIe siècle qui commence vraiment maintenant.



Rédigé par **Adnane Benchakroun**

Cliquez ici pour lire le dossier spécial en entier.

LE MAROC ET SES VOIX D'AILLEURS : POURQUOI TANT DE BRUIT POUR SI PEU DE NOUVEAUTÉ ?



Par **Adnan Debbarh**

Pourquoi un rapport venu de l'étranger, sans réelle nouveauté analytique, a-t-il suscité un tel engouement au Maroc ? En interrogeant la réception du document Maroc 2035 signé Yasmina Asrarguis, Adnan Debbarh met en lumière une vérité moins confortable : si le pays avance vite sur les infrastructures, il avance lentement sur la pensée.

Le vacarme médiatique révèle moins la force du rapport que le vide doctrinal national et ce besoin persistant de validation extérieure.

Il existe des pays qui doutent. Et d'autres qui doutent de leur propre voix.

Le Maroc appartient à cette deuxième catégorie, celle des nations qui avancent, bâtissent, se projettent, mais qui ne s'entendent qu'à travers les mots des autres.

Il suffit parfois qu'un texte venu de loin, ou d'un Marocain formé à l'étranger, propose une lecture élégante de notre trajectoire pour que la machine médiatique s'emballe, s'incline, se rassure.

Le dernier épisode en date s'appelle Maroc 2035 : De l'émergence économique à la puissance-pivot ?

Un rapport signé par Yasmina Asrarguis, Marocaine brillante, dotée d'un parcours académique et institutionnel impeccable : Sciences Po, Princeton, cellule diplomatique de l'Élysée, ONU.

Il ne manquait que l'emballage Choiseul (Think tank) pour transformer ce travail en « événement ».

Et naturellement, tout le monde a suivi : presse, débats télévisés, plateaux radios, influenceurs politiques, experts improvisés. Mais, après lecture attentive, une question simple s'impose : pourquoi un texte sans réelle nouveauté analytique a-t-il provoqué un tel tapage ?

Car il faut être honnête : le rapport Asrarguis est bien écrit, rigoureux, correctement sourcé.

Mais il n'apporte aucune idée nouvelle, aucune grille d'analyse inédite, aucun concept susceptible de faire bouger une seule brique de notre réflexion stratégique.

Ses grandes lignes sont connues : Tanger Med comme levier de projection ; la montée en gamme automobile ; la bascule vers l'électromobilité ; les défis hydriques ; les inégalités territoriales ; la diversification diplomatique ; la stratégie africaine du Maroc ; l'importance de la protection sociale.

Rien de tout cela n'est inconnu.

Rien n'est révolutionnaire.

Nous avons déjà lu ces éléments dans des dizaines de rapports, de notes, de discours, d'études publiques et privées. Alors, encore une fois : pourquoi ce vacarme ?

Parce que le Maroc continue d'aimer s'entendre dire par l'extérieur ce qu'il n'ose pas dire lui-même.

Le Maroc continue d'aimer s'entendre dire par l'extérieur ce qu'il n'ose pas dire lui-même Le phénomène est ancien : le Maroc écoute avec une attention particulière ce qui vient de l'étranger, surtout lorsque cela concerne… le Maroc

Le phénomène est ancien : le Maroc écoute avec une attention particulière ce qui vient de l'étranger, surtout lorsque cela concerne… le Maroc.

Cela vaut pour les analystes français comme pour les universités américaines, les think tanks européens ou les consultants de réputation globale.

Dans un pays où l'espace du débat stratégique reste étroit, où les doctrines nationales sont rares, où la réflexion politique est souvent capturée par la tactique immédiate, la parole extérieure devient une sorte de validation symbolique.

Ce rapport n'a pas fait sensation pour ce qu'il dit, mais pour qui le dit et d'où il le dit. Sciences Po, Princeton, Sorbonne-Nouvelle, cellule diplomatique de l'Élysée, Unesco, spécialiste des Accords d'Abraham… le sceau est prestigieux.

Le message est simple : « Une experte reconnue affirme que le Maroc est sur une trajectoire de puissance ». Et les médias marocains se sont empressés de répéter ce qu'ils savent que leurs lecteurs aiment entendre : le regard de l'étranger rassure toujours.

Le rapport Asrarguis est ainsi devenu un miroir flatteur : on s'y regarde, on s'y admire, on s'y reconnaît. Mais un miroir n'est pas une pensée. Parce qu'il n'y a presque plus d'écriture stratégique interne.

L'autre explication est encore plus profonde et plus inquiétante. Le Maroc n'a plus de grandes doctrines de développement. Plus de manifestes intellectuels. Plus de discours fondateurs. Plus d'espaces où penser le pays à l'horizon de vingt ou trente ans.

Depuis deux décennies, notre modernisation avance à un rythme soutenu, mais nos lieux de pensée restent figés.

Nous produisons des ports géants, des LGV futuristes, des zones industrielles admirées ; mais nous ne produisons plus de vision théorique de la modernité marocaine, de son État, de sa société., de ses contradictions, de ses promesses.

D'autres pays émergents ont su concilier : ambition économique et construction narrative.

La Corée du Sud, par exemple, a ancré sa réussite dans un récit national porté par ses élites et ses institutions, transformant ses défis en moteurs de cohésion.

Le Maroc, lui, reste en retrait sur ce terrain, comme s'il craignait d'assumer pleinement sa propre voix

Dans ce vide, le moindre texte structuré venu de l'extérieur apparaît comme une boussole. Ce n'est pas la force du rapport qui explique sa médiatisation. C'est notre désert doctrinal.

Le Maroc, aujourd'hui, importe ses récits comme il importait autrefois son industrie. Non par paresse intellectuelle, mais parce que la pensée stratégique a peu à peu quitté le cœur de l'appareil d'État et ne trouve plus de relais dans l'espace public.

On s'est habitué à administrer le réel plus qu'à le penser. Dès lors, un texte qui récapitule nos infrastructures, nos secteurs porteurs, nos alliances, nos défis hydriques ou énergétiques devient un substitut à ce que nous aurions dû produire nous-mêmes : un récit national de projection.

Voilà pourquoi le bruit médiatique autour du rapport dit davantage sur nous que sur son auteure. Parce que c'est un texte qui rassure et ne dérange personne.

Autre raison de son succès : le rapport ne touche pas aux zones sensibles. Il parle économie, diplomatie, industrialisation,



projection africaine, mais jamais : de la verticalité administrative, de la défaillance de la justice, de l'opacité institutionnelle, de la crise de la parole publique, ni des failles politiques profondes qui limitent notre modernité.

Il ne parle pas non plus du décalage systémique entre vision royale et exécution gouvernementale. Il ne parle pas de la lenteur, de l'imputabilité, du pilotage fragmenté.

Il évite ce qui dérange, ce qui blesse, ce qui oblige à une conversation nationale difficile.

Le rapport est donc un document confortable, qui alimente un optimisme raisonnable sans rappeler les fractures structurelles.

C'est précisément ce qui le rend médiatiquement acceptable.

Et peut-être est-ce là que s'ouvre un espace, non de reproche mais de construction : celui où l'on accepte enfin de discuter collectivement de ce que signifie penser le Maroc par nous-mêmes, avec nos propres mots, nos propres doutes et nos propres exigences.

Alors, que raconte vraiment ce tapage ?

Il raconte ceci : le Maroc adore ses réussites, mais craint encore de produire la théorie de ses réussites.

Le pays avance vite, mais sa pensée avance lentement. Nous sommes une puissance en devenir sur les ports, sur les routes, sur l'énergie, sur la diplomatie, mais pas encore une puissance sur le récit.

Un pays qui veut devenir « puissance-pivot », pour reprendre l'expression du rapport, doit d'abord devenir puissance-récit.

Sans récit, pas de doctrine. Sans doctrine, pas de stratégie. Sans stratégie, pas de souveraineté pleine. Le rapport Asrarguis est utile. Il est sérieux. Il mérite lecture. Mais ce qui mérite réflexion, c'est l'enthousiasme disproportionné qu'il a suscité.

Il révèle notre besoin de reconnaissance externe et notre difficulté, encore, à nous dire nous-mêmes.

Un pays qui s'écoute dans les mots des autres finit toujours par emprunter leurs chemins. Il est temps que le Maroc écrive enfin sa propre voix.

NON, SSI OUAHBI, UN MINISTRE DE LA JUSTICE NE DEVRAIT PAS DIRE ÇA...

Dans toute activité humaine, il existe des règles, et dans toutes les activités humaines, et surtout parlementaires, ces règles proscrivent l'insulte, l'injure, l'attaque ad hominem.

Les parlements sont généralement des espaces de discussion, de débat, d'antagonisme même, mais tout cela doit se produire dans le respect des autres.

Ce n'est pas ce qu'a fait Abdellatif Ouahbi, ministre de la Justice de son état et ancien patron du PAM, en début de semaine à l'égard d'une députée qui a eu le malheur de... lui poser une question !

En réalité, comme l'a souligné le ministre, l'intervention de Hind Bennani Rtel était davantage une charge politique contre le ministre qu'une proposition, et c'est ce qui l'a prodigieusement irrité.

Mais n'est-ce pas, aussi, le rôle d'un député que de faire de la politique ?
En tout état de cause, l'attaque du ministre est prohibée, éthiquement et politiquement. Aussi, parler comme il l'a fait, de « communiqué du conseil de commandement de la révolution », accuser l'élue de « ne pas avoir lu le texte qu'elle critique », et finir sa réponse par un très condescendant « bechouiya alik » (qu'on peut traduire par 'calme-toi'), est très déplacé.
Et pour tout dire, indigne... indigne du parlement, indigne du ministre de la Justice, indigne d'un Maroc que nous voulons un peu meilleur, si possible.
La scène s'est produite sous la présidence d'un vice-président USFP (on ne peut décemment pas dire socialiste) qui s'est surpassé pour enlaidir encore plus les choses.

Ricanant à la réponse du ministre, il a plusieurs fois outrepassé ou bafoué le règlement intérieur de la Chambre, en vitupérant, en accordant la parole au ministre plus qu'il ne devait et en la refusant au groupe PJD qui la réclamait, puis en demandant l'expulsion d'Abdessamad Haiker, député PJD, de l'hémicycle.
Ce président de séance appartient supposément à l'opposition, mais son obséquiosité et sa partialité à l'endroit du ministre dépassaient les limites convenues.



Par **Aziz Boucetta**

Il aura fallu l'intervention physique du ministre de l'Intérieur Abdelouafi Laftit pour extirper M. Ouahbi de l'algarade qui menaçait de basculer en empoignade !
Par la suite, le ministre Ouahbi, toujours en colère, s'est lâché contre M. Haiker, en lui lançant une injure particulièrement ignominieuse, pour laquelle il s'est promptement excusé, sans véritablement réparer le préjudice subi par le destinataire de l'insulte qui impliquait son père...

De quoi tout cela est-il le nom ?
D'un encanaillement progressif d'une partie de notre classe politique, et c'est hautement inquiétant !
Sur le plan politique, la confrontation des idées et la saine compétition entre formations politiques au Maroc sont de moins en moins de l'antagonisme et de plus en plus de l'aversion, voire de la haine.

Le PJD cristallise l'animosité et la véhémence de plusieurs autres formations, alors même qu'il n'est qu'un parti comme les autres ; mais ces mêmes autres l'accusent de tous les maux, à tort, car le PJD se « normalise », si tant est qu'il fut « différent » un jour.
Abdellatif Ouahbi, ancien secrétaire général du PAM, est le digne successeur d'un Ilyas El Omari qui avait fait de la lutte — de la guerre plutôt — contre le PJD son unique objectif.

L'actuel ministre de la Justice a repris le flambeau et semble ne jamais l'avoir lâché. C'est son droit, mais la forme est très importante, au parlement. Quand un ministre de la Justice s'en prend à une députée, PJD ou autre, sur une question législative, cela montre le degré auquel est arrivée notre classe politique ; et quand il le fait avec la solidarité et même la complicité agissante et hurlante d'un président de séance, les choses sont encore plus préoccupantes.

Après le scandale qui a récemment secoué le secteur de la presse et secoue encore la société, voilà aujourd'hui le ministre de la Justice qui confirme ce que les gens savent de lui : un tribun qui aurait pu, grâce à son verbe et à son expertise, faire bien plus et bien mieux que ce qu'il a réalisé s'il ne se laissait aller à ses démons langagiers et dominateurs.

Et comme toujours en notre bon royaume, personne ne réagit, personne ne sévit.

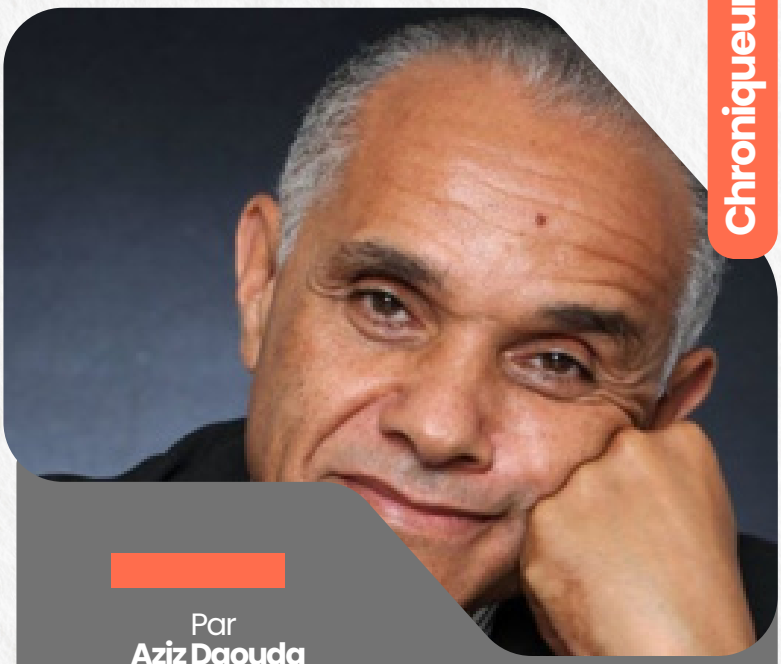
Et tout le monde se souvient des invectives croisées entre le président de la Chambre des représentants et l'ancien chef du gouvernement Abdelilah Benkirane, des attaques feutrées de l'actuel chef du gouvernement Aziz Akhannouch, toujours contre le PJD...

Comment ramener la population à la politique et réconcilier les jeunes avec ce milieu, selon l'expression tendance en ce moment, avec des députés qui s'invectivent, un ministre de la Justice coutumier de l'algarade et de la provocation, plus tous les autres problèmes que nous connaissons tous ? Cette situation de notre classe politique a induit de regrettables échauffourées lors des dernières élections, et cela n'augure rien de bon pour la campagne du scrutin à venir en 2026.

Devons-nous désespérer de cette classe politique et attendre une relève qui pourra se faire par et avec les nouvelles lois électorales ? Peut-être...



MONDIAL 2026 : RISQUE D'UN TOURNOI RÉSERVÉ AUX PLUS RICHES ? UNE INFLATION SANS PRÉCÉDENT.



Par
Aziz Daouda

La Coupe du monde 2026, organisée par les États-Unis, le Canada et le Mexique, s'annonce comme un événement hors normes : un format élargi à 48 équipes, 104 matchs, des installations de pointe et une couverture médiatique estimée comme la plus massive de l'histoire du sport.

Mais à mesure que les premières informations sur la billetterie et les coûts logistiques se dévoilent, une inquiétude grandiose parmi les passionnés : **le Mondial nord-américain pourrait devenir la Coupe du monde la plus chère jamais organisée, au point de remettre en cause l'accessibilité même de l'événement.**

Au cœur de cette inquiétude figure le modèle américain du *dynamic pricing*, un système où les prix ne sont jamais fixes.

Ils évoluent en fonction de la demande, du volume de requêtes en ligne, de la réputation de l'affiche, et même de paramètres algorithmiques sur lesquels le consommateur n'a aucune prise.

Ainsi, une chambre d'hôtel vendue normalement à environ 200 USD ne sera pas proposée à moins de 500, voire 600 USD, et probablement davantage pour les retardataires.

Ce mécanisme, courant dans le sport professionnel américain, pourrait transformer l'achat de billets pour le Mondial en une course effrénée, voire injuste. Certains billets pour la finale sont déjà annoncés entre 5 000 et 20 000 dollars, un niveau totalement inédit.

Les billets des matchs de poules pourraient connaître des fluctuations quotidiennes, rendant quasi impossible toute projection financière pour les fans étrangers.

Les supporters américains, déjà habitués aux prix très élevés en NBA, NFL ou MLB, semblent mieux armés pour naviguer dans ce système.

En revanche, pour le fan marocain, brésilien, sénégalais, égyptien ou indonésien, ce modèle représente un obstacle presque infranchissable.

À ce tableau déjà ombragé s'ajoute la question de la plateforme officielle de revente.**FIFA Official Ticket Resale Platform**. Dans l'idéal, elle permet d'éviter le marché noir et de sécuriser les transactions.

Mais dans un marché dominé par la logique spéculative, elle pourrait devenir le nouveau terrain de jeu d'acteurs cherchant à maximiser leurs profits, d'autant plus que la FIFA prend une commission au passage.

La FIFA n'a pas encore communiqué sur les garde-fous qu'elle compte mettre en place.
Sans réglementation stricte, la vente pourrait amplifier la préférence des prix, surtout pour les matchs les plus prisés : phases finales, rencontres impliquant des équipes à forte diaspora, ainsi que le match d'ouverture et la finale.
L'un des éléments les plus déconcertants de ce Mondial est la vente anticipée de billets sans affectation précise.

Aux USA, sur les 6 millions de billets prévus, près de 2 millions ont déjà trouvé preneur, alors que leurs détenteurs ne savent pas encore pour quels matchs ils ont payé.

Cela reflète plusieurs dynamiques :

- Une confiance totale du public américain dans l'organisation de l'événement ;
- Le pouvoir d'achat élevé d'un public prêt à investir massivement dans des expériences sportives ;
- Une asymétrie structurelle entre supporters américains et fans internationaux, ces derniers étant contraintes d'attendre les affectations pour planifier voyages et budgets.

Cette situation alimente la crainte que les stades soient massivement occupés par des spectateurs locaux, au détriment des supporters venant soutenir leurs équipes depuis l'étranger.

Les USA comptent parmi les marchés hôteliers les plus chers du monde, et les villes retenues ne dérogent pas à la règle : New York, Los Angeles, Miami, Seattle, Dallas ou encore San Francisco figurent régulièrement en tête des classements des destinations les plus coûteuses.

Une véritable inflation est attendue dans tout le secteur hôtelier. Lors d'événements sportifs d'envergure, les prix des chambres peuvent doubler ou tripler.
Pour une Coupe du monde étalée sur plus d'un mois, les projections sont encore plus alarmantes : certains opérateurs évoquent déjà des tarifs « jamais vus ».

Les fans devront anticiper :
des hausses massives des prix des hôtels ;
une saturation visible des logements alternatifs ;
des coûts de transport interne très élevés, puisque les distances entre villes hôtes exigent souvent le recours à l'avion.
L'ensemble de ces paramètres pose une question centrale : à qui s'adressera réellement à la Coupe du monde 2026 ?

Les 250 millions de licenciés du football dans le monde se sentiront quelque peu frustrés. Leur sport leur échappe.
Le modèle nord-américain, dominé par les logiques commerciales et les mécanismes spéculatifs, semble incompatible avec la tradition du football en tant que sport populaire.
On pourrait assister à l'émergence d'un Mondial à deux vitesses :
Une Coupe du monde premium , largement fréquentée par le public nord-américain et les supporters les plus aisés ;
Une Coupe du monde à distance pour des millions de fans internationaux qui se contenteront des retransmissions télévisées, faute de moyens suffisants pour se rendre sur place.
Pour les partisans venant de pays où le revenu médian est largement inférieur à celui des États-Unis, qu'il s'agisse de nations africaines, latino-américaines, asiatiques ou mêmes européennes, l'expérience pourrait devenir inaccessible.

La FIFA est visiblement confrontée à un dilemme. Elle devra tôt ou tard répondre à cette problématique.
Certes, le choix des États-Unis garantit des infrastructures de haut niveau, des recettes record, un marché publicitaire colossal et une organisation logistique d'une fiabilité rare.
Mais cette logique financière pourrait entrer en contradiction directe avec la mission sociale et symbolique du football : rassembler, fédérer, inclure .
Si le Mondial 2026 se transforme en événement élitiste, il risque de laisser une trace négative durable dans l'opinion publique.
Le football moderne, déjà envisagé pour sa dérive commerciale, pourrait faire face à une contestation accumulée venant des fans, ces mêmes fans qui font vivre ce sport, d'autant plus que les revenus de la FIFA vont passer de 7,5 à 13 milliards USD.

Le Mondial est ainsi sous tension. En 2026, il sera sans doute spectaculaire sur le plan sportif et organisationnel.
Mais il pourrait aussi devenir un tournant dans l'histoire de la Coupe du monde : celui où l'événement cesse d'être un rendez-vous populaire et accessible pour se transformer en produit premium destiné à un public privilégié.

Entre inflation des billets, explosion des prix hôteliers, distances logistiques et modèle économique américain, le risque est réel de voir cette édition entrer dans l'histoire comme la plus exclusive, la plus chère et la moins accessible .
La FIFA, les organisateurs et les villes hôtes trouveront les moyens d'atténuer cette dynamique pour ne pas sacrifier l'essence même du football : un sport universel, qui appartient à tous.

La proximité de Gianni Infantino avec Donald Trump, voire l'amitié qui lie les deux hommes, pourra-t-elle aider en quelque chose ?



LE TOURISME EN CLAIR OBSCUR...



Par **Mustapha SEHIMI**

Le tourisme marocain signe un retour spectaculaire après le choc occasionné par la pandémie, enchaînant records de fréquentation et hausse des recettes.

Mais derrière l'euphorie des chiffres se dessine une question plus décisive: le Royaume capte-t-il réellement toute la valeur de cette reprise?

Entre faible durée de séjour, rendement inégal de l'hôtellerie classée et expansion d'un hébergement «hors radar», l'heure n'est plus seulement à attirer, mais à restructurer, réguler et monter en gamme pour concilier performance, équité et durabilité.

Il faut relever, d'emblée, la résilience remarquable du tourisme après la pandémie de Covid-19.
Le rebond est net : plus de 11 millions de visiteurs en 2022, 14 millions en 2023, 16,6 millions en 2024, et des projections de l'ordre de 20 millions à fin 2025.

Autrement dit, une reprise désormais inscrite dans une trajectoire haussière, portée par des leviers d'attractivité clairement identifiables : modernisation des infrastructures (aéroports, ports, autoroutes, train à grande vitesse, etc.), programmes d'investissement dans les stations balnéaires et l'hôtellerie haut de gamme (Marrakech, Agadir, Essaouira, Casablanca), sans oublier la visibilité accrue du Royaume à la faveur de grands événements sportifs et culturels.
Que le tourisme soit, historiquement, l'un des piliers de l'économie nationale relève de l'évidence.
Il contribuerait aujourd'hui à plus de 7% du PIB, avec des recettes dépassant 113 milliards de dirhams sur les dix premiers mois de 2025.

Ce que l'on souligne moins, en revanche, c'est le solde de la balance touristique, qui ne s'élèverait qu'à 85,71 milliards de dirhams, compte tenu des dépenses des Marocains à l'étranger estimées à 27,54 milliards de dirhams (+11%).
Un poste loin d'être marginal, et pourtant rarement interrogé dans le débat public: qui s'en préoccupe réellement?

Au-delà des volumes, il devient indispensable d'intégrer des critères qualitatifs — performance, restructuration, durabilité — à la lecture d'un secteur aussi stratégique.

Car des risques se profilent : montée du tourisme de masse, pressions environnementales, saturation d'infrastructures, banalisation progressive de l'offre.
Les limites du modèle actuel apparaissent notamment dans le taux d'occupation des hôtels classés, autour de 50% seulement, même si Marrakech et Agadir peuvent atteindre 70% en haute saison.

C'est, au fond, une question de retour sur investissement, aggravée par une durée moyenne de séjour faible — moins de trois jours dans les hôtels classés — très en deçà de l'Égypte (environ dix jours) ou de l'Afrique du Sud (quatre nuits, avec un taux d'occupation proche de 60%).

Même logique du côté de la dépense touristique journalière : 93 dollars en Égypte, contre moins de 70 dollars au Maroc.
Mais il y a plus structurant encore : l'essor de ce que l'on pourrait qualifier d'hébergement «informel», ou segment «hors hôtels classés».

On y retrouve Airbnb et d'autres plateformes locatives (appartements, studios, maisons réservées en ligne), des maisons d'hôtes non classées, des gîtes ruraux non classés, des chambres chez l'habitant hors cadre réglementaire, ainsi que le tourisme itinérant (camping sauvage, vans aménagés, caravaning hors campings classés).

Or, ce segment est comptabilisé dans les arrivées aux frontières, au même titre que l'hébergement formel.

«Il s'agit de consolider un positionnement haut de gamme, culturel et hospitalier, de l'offre marocaine. Cela suppose une gouvernance territoriale renouvelée, une accélération de la transition numérique, et une coordination plus fine des acteurs, adaptée aux réalités régionales.»
La distinction est décisive. D'abord parce qu'une partie importante de l'hébergement «hors classé» échappe à la taxe de séjour et aux mécanismes de contrôle.

Ensuite, parce que la planification touristique continue, de fait, à s'appuyer surtout sur les visiteurs «visibles» captés par l'hôtellerie classée, alors même qu'une fraction croissante du flux se loge ailleurs.

Le pilotage devient alors approximatif, et l'équité concurrentielle se dégrade.
Pourtant, des axes de réforme existent. Sur le plan fiscal, l'enjeu est d'intégrer progressivement l'informel via un statut simplifié de «micro-acteur du tourisme», assorti d'un forfait lisible et d'incitations davantage que de sanctions.

Sur le plan juridique et réglementaire, il faut clarifier, simplifier et sécuriser les règles (licences, guides, transport touristique léger, etc.).

Un volet social s'impose également: protéger les personnes, valoriser les métiers, instaurer des filets sociaux minimaux pour les micro-acteurs, et organiser une professionnalisation par étapes.

Enfin, un levier numérique devient incontournable pour rendre l'offre visible, traçable et contrôlable: une plateforme nationale des micro-acteurs touristiques (guide, hébergeur, transporteur, artisan, animateur), adossée à des partenariats opérationnels avec les plateformes privées (Airbnb, Booking, etc.).
C'est, au total, un grand chantier qui appelle un paquet de réformes «clé en main», adossé à une loi-cadre sur l'intégration progressive du tourisme informel.

Une stratégie d'intégration et de régulation (2025-2030) permettrait d'aligner les objectifs d'augmentation des flux — jusqu'à 26 millions de visiteurs à l'horizon 2030 avec une meilleure captation de valeur et une concurrence plus saine.

Le manque à gagner fiscal se compterait, lui, en plusieurs milliards de dirhams par an, tout en accentuant la distorsion des marchés de l'hébergement et du transport.
L'enjeu dépasse la technique: il s'agit de consolider un positionnement haut de gamme, culturel et hospitalier, de l'offre marocaine.

Cela suppose une gouvernance territoriale renouvelée, une accélération de la transition numérique, et une coordination plus fine des acteurs, adaptée aux réalités régionales.

Qualité et durabilité : voilà les priorités complémentaires.

Un modèle plus qualitatif, durable et inclusif, à la hauteur d'un secteur qui devrait être pensé non seulement comme moteur économique, mais aussi comme vecteur de cohésion sociale, de rayonnement culturel et de réduction des disparités territoriales.



MD SAHARA, CINQ ANNÉES D'ENGAGEMENT ET UNE PAGE QUI SE TOURNE ...



Par **Souad Mekkaoui**

Il y a des aventures qui naissent d'une intuition, d'un souffle, d'une conviction intime, presque viscérale, parfois même d'un devoir silencieux.
Des aventures que l'on commence sans encore en connaître l'ampleur, mais avec la conviction intime qu'un geste juste est en train de naître. Notre Forum MD Sahara appartient à cette catégorie rare des projets qui dépassent très vite la simple idée d'un événement.

Il est né d'une certitude : le Maroc, et plus particulièrement ses Provinces du Sud, méritaient un espace stratégique où penser l'avenir avec lucidité, ambition et fidélité à la Vision Royale.
Lorsque nous avons imaginé ce Forum, en pleine pandémie, alors que le monde était suspendu et que les fractures géopolitiques s'aiguisaient, nous n'avions ni assurance ni prétention.

Nous avions simplement une responsabilité : mettre notre expertise, notre rigueur et notre sens du dialogue au service du pays. Le reste, nous l'avons construit pas à pas, porté par une volonté ferme mais humble.

Cinq éditions ... et la profonde satisfaction de l'accomplissement
Cinq éditions plus tard, la conviction est intacte, mais elle est désormais accompagnée d'une émotion rare : celle de l'accomplissement. Ce sentiment qui dit, avec douceur et force à la fois : Oui, ce que nous avons bâti a eu un sens, une utilité, un impact.
La cinquième édition, consacrée au thème hautement symbolique « 50 ans de la Marche Verte : Unité nationale et ambition continentale », a réaffirmé cette vérité : MD Sahara n'est plus seulement un forum. Il est devenu un moyen de rayonnement, une tribune où se dessine, année après année, le Maroc de demain.

Un Maroc sûr de ses fondamentaux, solide dans sa souveraineté, ouvert sur l'Afrique et fort d'une dynamique diplomatique incontestable. Oui, MD Sahara a pleinement joué son rôle. Il a ouvert des voies, rassemblé des intelligences, créé des ponts.

Au fil des interventions, des débats, des analyses et des témoignages, une vérité s'est imposée avec une évidence presque émouvante : notre Forum a, à sa manière, servi la cause nationale.

Modestement, mais sûrement. Sans jamais s'arroger un rôle institutionnel, mais en assumant pleinement celui d'un média responsable, aligné sur les principes, engagé dans la pédagogie et dans cette diplomatie d'influence que le Maroc mène avec exemplarité.
Nous n'avons jamais prétendu être un acteur politique ou institutionnel, ce n'est ni notre vocation ni notre cadre. Mais nous avons pleinement embrassé notre responsabilité d'acteur du débat public, d'observateur engagé, de plateforme capable de mettre en lumière les avancées du Royaume, notamment sur le dossier fondamental de la marocanité du Sahara et de l'intégrité territoriale.

Nous avons accompagné – et parfois anticipé – les mutations profondes qui transforment les Provinces du Sud en hub continental. Nous avons observé et mis en lumière les avancées diplomatiques majeures réalisées par le Royaume.

Nous avons donné la parole à ceux qui pensent, qui bâtissent, qui relient. Et surtout, nous avons contribué, ne serait-ce qu'un tant soit peu, à renforcer le récit marocain à l'international.
C'était notre mission. Nous l'avons accomplie avec humilité et conviction.

Dakhla, muse, message et moteur Dakhla...
Ce nom restera inscrit au cœur de l'histoire de MD Sahara, non pas comme un décor, mais comme un partenaire. Une muse. Une ville-puissance qui nous a accueillis, inspirés, révélés et que nous avons contribué à révéler davantage au monde.

Choisir Dakhla n'a jamais été un hasard. C'était un acte stratégique, un manifeste.
Oui, les Provinces du Sud sont le cœur battant des ambitions africaines du Maroc. La ville de Dakhla est devenue au fil des ans bien plus qu'un lieu d'accueil ; elle s'est imposée comme un symbole vivant de l'unité nationale et un phare tourné vers l'Afrique.
C'est depuis ces territoires que s'esquisse une nouvelle carte géopolitique, une dynamique économique inédite, un souffle diplomatique renouvelé.

Nous y avons vu la diplomatie prendre chair, les stratégies devenir tangibles, l'ambition nationale se conjuguer au futur. À Dakhla, cette année encore, nous avons vu briller l'unité nationale et l'ambition continentale. Et ce regard-là, celui d'un pays confiant, déterminé et résolument tourné vers son futur, restera pour nous la plus belle récompense de cette formidable aventure qui se termine là.
À chaque édition, cette ville nous a offert un visage différent du Maroc : un Maroc sûr de sa souveraineté, un Maroc ancré dans une Vision Royale claire, un Maroc acteur d'une Afrique qui s'assume et s'organise, un Maroc qui, par la voie de son Sahara, regarde loin et grand.

Dans ce décor lumineux et engagé, MD Sahara a trouvé sa place naturelle : celle d'un forum où les idées circulent, où les convictions s'affirment, où la diplomatie parallèle se tisse avec finesse. Et si MD Sahara a contribué, un tant soit peu, à porter son nom au-delà des océans, alors nous considérons que le travail accompli a trouvé sa raison d'être.

Le rôle assumé d'un média passeur
Parce que oui, à Maroc Diplomatique, nous avons toujours assumé notre rôle ; celui d'un passeur de sens, de perspectives, de nuances, de voix africaines et internationales.
Nous l'avons fait en remplissant toutes les cases, avec des panels prestigieux, des ministres et des diplomates de haut rang, des experts et des universitaires nationaux et internationaux, des investisseurs africains et européens ; avec cette communauté intellectuelle et stratégique qui s'est fédérée autour de nous, parfois sans que nous en prenions immédiatement la mesure.
MD Sahara a été la concrétisation la plus aboutie de cette mission. Il a permis d'expliquer, de contextualiser, de convaincre. Il a permis de montrer ce que les chiffres ne disent pas : la transformation réelle, profonde, irréversible des Provinces du Sud en pôles d'excellence.

Mais au-delà de l'apparat, ce qui nous a frappés, édition après édition, c'est la qualité humaine et intellectuelle des femmes et des hommes qui ont répondu présents.

Tous avaient compris que MD Sahara n'était pas un simple rendez-vous annuel, mais un espace d'intelligence collective, où se croisent des visions et où naissent parfois des décisions capables d'influer sur l'avenir régional, tout cela dans un cadre convivial qui marque les esprits.



Au fil des années, MD Sahara est devenu une tribune d'idées, un laboratoire de réflexion stratégique, un miroir du leadership marocain en Afrique, un vecteur de diplomatie douce, une plateforme de convergence pour ceux qui croient en une Afrique intégrée.

Un cycle entier... et la sensation juste de la maturité
La cinquième édition n'a pas seulement été un succès, elle a quelque chose de plus profond, elle ressemble à une conclusion. Pas une fin brutale, pas un arrêt décidé, mais plutôt la sensation, douce et rare, que le cycle est complet.

MD Sahara a été conçu pour répondre à un besoin, à un moment précis, dans un Maroc en pleine affirmation internationale. Aujourd'hui, ce Maroc est plus fort, plus sûr de lui, plus reconnu. Les Provinces du Sud ont franchi un cap stratégique et les idées que nous avons portées ont trouvé leur résonance.

Et lorsqu'un concept remplit ainsi son rôle, lorsqu'il trouve sa place dans le paysage stratégique du pays, il est parfois juste d'écouter le temps, de respecter son rythme, de lui laisser dessiner lui-même la suite.

L'avenir ? Nous n'avons jamais eu la prétention de le devancer. Nous savons simplement que, chez Maroc Diplomatique, la créativité est un mouvement permanent, et que les idées naissent souvent lorsque les cycles se complètent.

MD Sahara restera une expérience fondatrice, une source de fierté collective, une preuve que le journalisme peut être un acteur du rapprochement, du sens et de la vision. Aujourd'hui, il faut bien le dire, il y a, dans cette aventure, une part personnelle que j'ai toujours gardée pour moi.
MD Sahara n'a pas seulement été un projet professionnel, il a été un espace où je me suis autorisée à croire que le journalisme pouvait encore ouvrir des horizons, réunir ceux qui ne se rencontrent plus, transmettre une vérité nationale avec élégance et pédagogie, participer, même modestement, à la défense d'un dossier existentiel pour notre pays.
Alors oui, peut-être est-il temps de laisser la place au temps, à d'autres formats, à d'autres horizons. De tourner la page... car il y a des moments où l'achèvement n'est pas une fin ; où l'on sent que l'histoire a atteint son arc, son ampleur, sa justesse.

Cette cinquième édition en fait partie. Certes, toutes les grandes aventures ont une durée juste. Celle de MD Sahara aura été lumineuse, utile, structurante et profondément fidèle à notre ligne éditoriale. Je ne parlerai ni de clôture ni d'arrêt ... les mots ont parfois des angles trop vifs. Je dirai simplement que le cycle s'est refermé avec harmonie.

Mais une chose est évidente : les concepts passent, les formats évoluent, mais la mission, elle, reste immuable. Et elle continuera à nous guider, avec cette même conviction qui a fait naître MD Sahara un jour de 2020. Le Maroc a tant à dire au monde, et nous avons tant à faire pour servir notre pays.

Il ne faut donc pas avoir peur des mots : MD Sahara a rempli ce pourquoi il est né. Il a contribué à défendre notre première cause nationale à son niveau et avec ses moyens, modestement mais sincèrement. Il a contribué à inscrire Dakhla dans une cartographie internationale de l'influence.

Il a fédéré une communauté de pensée qui ne s'éteindra pas. Et quand un cycle s'accomplit, la sagesse veut qu'on écoute le silence qui suit. Peut-être annonce-t-il une métamorphose. Peut-être une pause.

Peut-être un nouveau concept, plus large, plus audacieux, plus en phase avec les réalités émergentes. Mais ce silence, nous l'accueillons avec respect. Car il dit que nous avons été au bout de ce que MD Sahara devait être.

Ce fut une étape. Une belle étape. Une étape féconde. Aujourd'hui, nous la regardons avec gratitude. Et nous nous tenons prêts pour ce que le temps – ou l'histoire – choisira d'écrire ensuite.



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...

www.pressplus.ma

DAKHLA, LE CHANTIER QUI REDESSINE UN HORIZON

Depuis l'esplanade qui domine le chantier du futur port de Dakhla Atlantique, le Maroc donne à voir une ambition qui dépasse la simple transformation urbaine. Naïm Kamal raconte ce qui se joue ici, dans le vent du large et la poussière du désert : la projection vers un horizon économique, logistique et géopolitique entièrement réinventé. Au cœur de cette dynamique, des figures comme Nisrine Iouzzi incarnent un Royaume qui construit à la fois ses infrastructures et sa confiance.



Par
Naïm Kamal

Une illusion d'optique

Samedi 16 novembre 2025. Du haut de l'esplanade qui surplombe le chantier du port de Dakhla, le tableau surprend. A l'heure où le soleil glissait lentement vers son lit, les contours du projet du siècle en construction ne matchent pas d'emblée avec l'idée que l'on s'en fait.

Nisrine Iouzzi, la boss du chantier, ingénieure d'État en hydraulique et en géotechnique, assure pourtant que près de la moitié de l'ouvrage est déjà réalisée. Sur le moment, une pointe de déception affleure. J'aurais le temps un peu plus tard de corriger "mon port fantasmé" pour me rendre compte combien cette première impression est une illusion d'optique.

Cette visite du chantier concluait deux journées d'échanges intenses lors de la 5e édition du Forum MD Sahara, que l'on doit au tandem de Maroc Diplomatique, Souad Mekkaoui/Hassan Alaoui. Une édition réussie, où se mêlaient débats de fond et retrouvailles.

On y croisait l'ancien Premier ministre Driss Jettou, fidèle à sa discrétion depuis son départ de la Cour des Comptes, l'infatigable Mohamed Mardji, Le photographe de trois rois, ou encore Mohand Laenser, dont l'expertise en gestion territoriale a donné un vrai relief au panel auquel il participait.

Également Neila Tazi, présidente à la 2ème Chambre de la Commission des AE et de la Défense nationale, et l'incontournable représentant du Maroc à l'ONU qui y évoluait en véritable vedette : selfies pour les uns, poignée de main pour les autres.

Même Seddik Maaninou, pourtant très sollicité, rivalisait à peine avec la popularité de Omar Hilale.

Un pur produit marocain

Nisrine Iouzzi, directrice de l'aménagement du port Dakhla Atlantique - Le Port Dakhla Atlantique n'est pas seulement pensé pour accueillir les navires. Il amarre une vision. Conçu pour domestiquer les turbulences de l'océan, il transforme la puissance de l'océan en dynamique économique.

Les ministres présents, eux, n'avaient pas seulement droit à leur quart d'heure de photos, mais à bien d'autres sollicitations : Nizar Baraka pour l'Équipement et l'Eau, Amal El Fallah Seghrouchni pour la Transition numérique, Leila Benali pour l'Énergie et le Développement durable, ont chacun exposé leur feuille de route pour le Sahara.

Le gotha technocratique, lui, a livré un plaidoyer structuré pour un modèle de développement fondé sur l'investissement, l'innovation et la durabilité.

C'est tout naturellement dans ce panel que Nisrine Iouzzi, pure produit de l'École Nationale supérieure des mines de Rabat, qui avait troqué sa tenue de chantier pour des talons assortis à un élégant tailleur blanc, a expliqué les fondements d'un projet qui conjugue économie, souveraineté et géopolitique.

Sous sa direction, un effectif de 1400 personnes, presque exclusivement des hommes, sur une superficie de 1 600 hectares qui commencent à accueillir des quais extensibles à volonté et des zones industrielles et de stockage assainies.

Sa maîtrise du dossier, son débit assuré, en disent long sur le Maroc qui se construit : un pays où les grands ouvrages sont désormais portés par des compétences locales, masculines aussi bien que féminines, mus par une vision d'ensemble.

Dans ce moment précis et dans ce décor grandeur nature, Nisrine Iouzzi offre à elle seule un condensé du Maroc de Mohammed VI.

Une vision qui s'amarre

Il faut quitter l'esplanade et descendre pour circuler au plus près des milliers de cubes massifs avec un décrochement pyramidal sur chaque face, entassés en enfilade pour se rendre compte de ce qui se fait de monumental.

Les cubes dépassent les quatre mètres. Chaque bloc usiné in situ, est un fragment de digue, une partie infime d'un rempart sur lequel viendront se briser les vagues de l'Atlantique.

Dans ce bout du désert, entre dalles et dédales, la scène est impressionnante : décharges des métaux, ballet des engins, grues géantes défiant les vents qui font le bonheur des kite-surfeurs, des cadres et des ouvriers à la tâche 24 sur 24, sept jours sur sept, donnent corps à l'ouvrage.

Le Port Atlantique de Dakhla n'est pas seulement pensé pour accueillir les navires. Il amarre une vision. Conçu pour domestiquer les turbulences de l'océan, il transforme la puissance de l'océan en dynamique économique.

Une fois le port achevé, Dakhla ne sera plus l'ultime étape avant Lagouira et la frontière mauritanienne, ou seulement un lieu de villégiature pour les randonneurs et les kite surfeurs.

Mais une jonction entre l'Afrique, l'Europe et les outres Atlantiques. Elle formera un corridor qui reliera les usines, les zones logistiques, les plateformes de transformation et un espace d'échanges pour le Sahel.

Dakhla, ville-monde en devenir

Autour du port, explique Nisrine Iouzzi, s'érige déjà « la zone industrielle qui comprendra la zone d'activité portuaire et la zone industrielle, divisée en différentes tranches pour accueillir des investissements industriels, logistiques et commerciaux. »

La ville elle-même qui pour l'instant aime s'animer le soir venu, s'inscrit déjà dans cet avenir.

Et déjà Dakhla n'est plus celle de mes souvenirs. Le dernier remonte à la fin des années 1990.

Autour de l'axe d'Al Ouala'e (à la fois allégeance et loyauté), long de quelque quatre km, nouvellement refait et élargi, la ville, s'est étendue et continue de s'agrandir, domptant sur son passage l'aridité du sol. Le prix du foncier et de l'immobilier anticipe sans complexe cet avenir.

Le littoral dans son ensemble est en chantier, et ici et là de nouveaux hôtels "écolos" surgissent du désert pour répondre à une demande de plus en plus importante.

Au port, les ingénieurs savent que l'ouvrage outrepasse sa fonction et inscrit désormais la région et Dakhla dans une autre échelle pour devenir une ville-monde et un grand carrefour non plus pour les vaisseaux du désert, mais pour les navires cargos et les industries qu'ils draineront dans leur sillage.



LA SINGULARITÉ 2045 : RÊVETRANSHUMANISTE OU BASCULE CIVILISATIONNELLE



Par
Lahcen Haddad

La promesse d'une révolution technologique totale fascine autant qu'elle inquiète. À mesure que l'intelligence artificielle progresse, certains annoncent l'avènement imminent d'une « singularité » — ce moment où les machines pourraient dépasser l'esprit humain et redéfinir la frontière entre l'homme et la technologie.

Utopie transhumaniste ou bascule dangereuse de notre civilisation ?

Entre visions futuristes et dilemmes éthiques, retour sur un débat qui façonnera le XXIe siècle.

Retrouvez l'intégralité de l'article en cliquant sur le lien suivant : Lire la suite



LODJ

خليك JEUNE





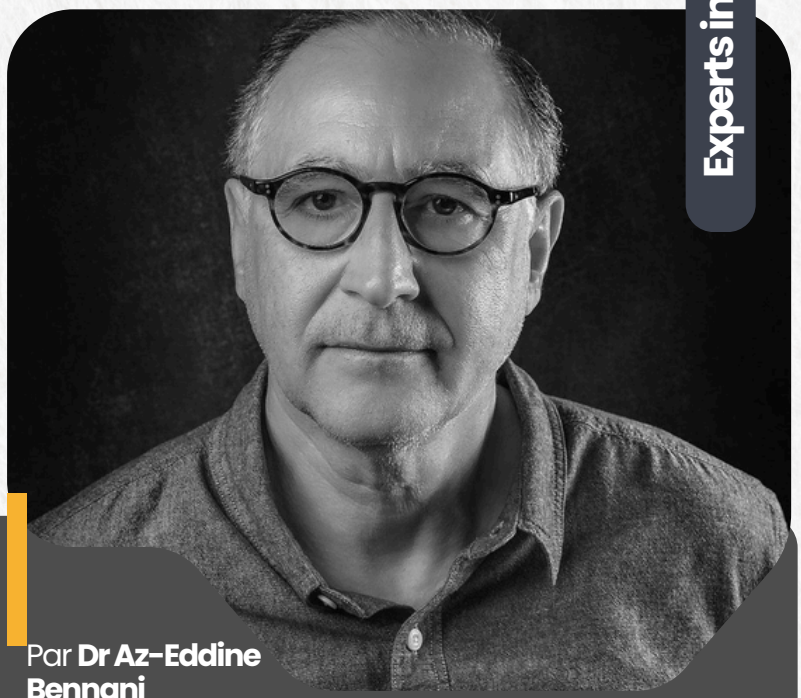
www.lodj.ma

SCAN ME

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO
ÉMISSION WEB TV, PODCASTS, REPORTAGE, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDEÉOS

QUAND LA RÉALITÉ ÉCONOMIQUE RATTRAPE L'IA : MA VISION FRUGALE ET SOUVERAINE POUR LE MAROC CONFIRMÉE



Par **Dr Az-Eddine Bennani**

Depuis deux ans, le monde court derrière un mirage technologique : celui d'une intelligence artificielle sans limites, capable de tout transformer, de tout accélérer, de remplacer le travail humain et même de définir l'avenir des nations.

Des promesses, des levées de fonds, des mégasystèmes toujours plus coûteux… et un discours global porté par la Silicon Valley qui, pendant un temps, a façonné l'imaginaire collectif.

Mais voilà que les dirigeants mêmes des multinationales — IBM, Google, NVIDIA — viennent de l'avouer : l'équation économique des modèles géants ne tient pas. Exactement ce que j'ai souligné depuis 2023 dans mes articles, mes tribunes et mes livres.
L'heure n'est ni au triomphalisme ni au "je l'avais dit", mais à la lucidité. Car c'est précisément dans ce virage que se joue l'avenir de pays comme le Maroc et, plus largement, de l'Afrique.

Le crash silencieux : quand la technique se heurte à l'économie
Depuis mes premiers écrits sur le paradoxe de la productivité appliqué à l'IA, j'ai rappelé une évidence économique que beaucoup ne voulaient pas entendre :
L'IA n'est pas seulement une prouesse technologique, c'est surtout une industrie extrêmement coûteuse énergétiquement, financièrement, matériellement.
Chaque itération de modèles géants demande : des milliards en serveurs et en puces de calcul, des data centers gigantesques, des infrastructures énergétiques dédiées, des coûts d'exploitation exponentiels.

Quand le PDG d'IBM affirme publiquement que « cette trajectoire n'est plus soutenable », il ne fait que confirmer ce que mes analyses annoncent depuis longtemps : la croissance infinie des modèles est une impasse macroéconomique.

Ce que j'ai écrit depuis trois ans : une IA frugale, locale et souveraine
Dans L'intelligence artificielle au Maroc, j'ai défendu une thèse simple et solide : Le Maroc n'a ni l'intérêt ni la capacité de courir derrière l'IA XXL.

Son destin se joue dans une IA frugale, sobre, éthique et souveraine.
Pourquoi le temps me donne raison
Ce que j'appelais le crash silencieux de l'IA commence à se matérialiser : les coûts deviennent insoutenables même pour les géants, les puces manquent, les infrastructures saturent, les États redoutent la dépendance stratégique, les entreprises ne voient pas encore la productivité annoncée.

Ma vision était en avance : lucidité avant fascination, réalisme avant démesure, stratégie avant spectacle.

Le Maroc, pays-pilote de la sobriété intelligente :
Le Maroc n'a pas besoin d'un méga-data center au coût astronomique. Il a besoin d'un écosystème d'IA frugale, capable de traiter des données locales, entraîner des modèles hybrides et spécialisés, développer des solutions en santé, éducation, agriculture, justice, emploi, garantir la souveraineté informationnelle, réduire la fracture numérique.

L'histoire de l'IA n'est pas celle de la puissance brute.
C'est celle d'un équilibre fragile entre ambition, économie, énergie, technologie et souveraineté. Et c'est précisément cet équilibre que j'appelle, depuis mes premiers articles, à construire.
Aujourd'hui, les plus grands patrons de la tech confirment une évidence : il faut revenir à la raison. Et cette raison, le Maroc la porte déjà.

LA GUERRE DES TERRES RARES: LE MONDE S'INCLINE DEVANT LA CHINE



Par
Lahcen Haddad

Chers amis, chères amies,

La nouvelle bataille du XXIe siècle ne se joue plus sur le pétrole... mais sur les terres rares.

J'ai analysé dans mon dernier article comment la Chine contrôle désormais les leviers technologiques mondiaux de l'électrique à la défense grâce à ces métaux indispensables (néodyme, terbium, dysprosium...).

Les métaux stratégiques sont devenus des armes de puissance.

Et Pékin tient aujourd'hui les clés du système.

Pendant que les États-Unis et l'Europe tentent de réagir, la souveraineté industrielle mondiale est en train de se redessiner et cela pourrait changer l'ordre géopolitique.

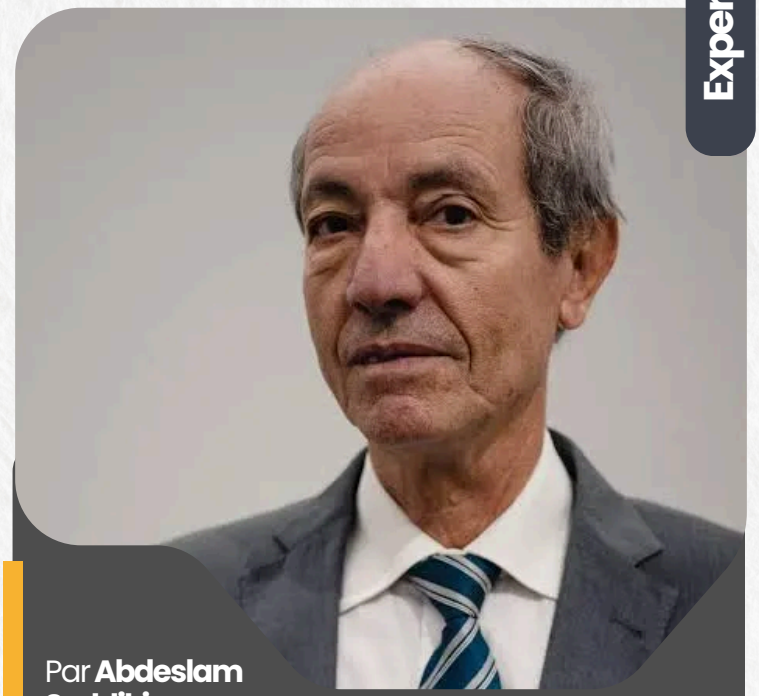
Je vous invite à le lire et à partager vos réflexions.

À lire en cliquant sur le lien suivant : **Lire la suite**



LE MAROC AUSCULTÉ PAR LA BANQUE MONDIALE : DU DOING-BUSINESS AU BUSINESS -READY

La Banque Mondiale vient de publier son « Rapport de suivi de la situation économique du Maroc » et prioriser les réformes pour améliorer le climat des affaires (hiver 2025). Ce rapport semestriel se distingue notamment par l'analyse du climat des affaires appréhendé par la nouvelle méthode B-Ready qui s'est substituée au fameux Doing-business dont le dernier rapport remonte à 2020.



Par **Abdeslam Seddiki**

Le classement « Doing Business » de la Banque mondiale, bien qu'influent pendant des années, a été critiqué sur plusieurs points et a finalement été abandonné en 2021 en raison de faiblesses méthodologiques et d'irrégularités sérieuses.

Au niveau méthodologique, l'indice se base sur la législation formelle, sans mesurer réellement l'application des lois sur le terrain, ce qui peut donner une vision déformée de la réalité économique et juridique des pays.
De même, Il privilégie un modèle anglo-saxon de régulation, négligeant les spécificités culturelles et institutionnelles d'autres régions, ce qui rend les comparaisons biaisées. L'entreprise type étudiée est toujours située dans la capitale ou la plus grande métropole, ce qui n'est pas représentatif des conditions dans les régions périphériques.
Au niveau des irrégularités, des enquêtes internes ont révélé que des données ont été manipulées pour favoriser certains pays, ce qui a remis en cause la crédibilité du classement.

La Banque mondiale a aussi été accusée d'avoir vendu des conseils payants pour améliorer le classement, ce qui a alimenté des conflits d'intérêts.
De nombreux pays, notamment en développement, ont réformé leurs lois uniquement pour améliorer leur position dans le classement, parfois au détriment d'autres priorités sociales ou économiques.
Comment se présente la situation du Maroc d'après le nouvel indice Business READY (B-READY) rentré en vigueur à partir de 2024 ? Avant d'y répondre, voyons, brièvement, en quoi consiste ce nouvel instrument de mesure du climat des affaires.

De nouveaux domaines étudiés.
Il examine le cadre réglementaire, la qualité des services publics et l'efficacité de leur mise en œuvre dans la pratique, organisés autour de thèmes jugés essentiels au développement du secteur privé.

Son objectif principal, d'après ses promoteurs, est de servir d'outil de référence pour les gouvernements et le secteur privé, en les orientant vers des réformes visant à stimuler l'investissement, développer l'esprit d'entreprise, créer des emplois et favoriser une croissance économique durable et inclusive.
Le projet examine dix domaines clés couvrant l'ensemble du cycle de vie d'une entreprise, de la création à l'insolvabilité de l'entreprise, en passant par l'accès aux services d'utilité publique, emploi, services financiers, commerce international, fiscalité, règlement des litiges et concurrence du marché.

Cette approche intégrée inclut également des dimensions transversales importantes telles que la durabilité environnementale, l'égalité des genres, et l'impact de la transformation numérique.
Sur une période de trois ans, B-READY étendra progressivement sa couverture géographique, évaluant 50 économies en 2024 (dont le Maroc), 108 en 2025, et 174 en 2026. En fournissant des données désagrégées et transparentes, le projet aide à identifier les atouts et les faiblesses de chaque pays, offrant ainsi une base solide pour des réformes ciblées.

B-READY étend la portée des études sur le climat des affaires. Il couvre désormais des domaines tels que l'emploi, les marchés publics, l'accès à l'eau et à l'internet pour les entreprises, la concurrence, et intègre des considérations environnementales et sociales, notamment les droits du travail et des femmes, la protection des consommateurs et la durabilité environnementale.
Cette approche plus globale permet de mieux comprendre la dynamique économique et les interactions entre les entreprises de toutes tailles, tout en fournissant des informations sur la dimension bien-être du climat des affaires.
Cette approche tient compte du fait qu'il peut y avoir des écarts importants entre les règles de jure et leur mise en œuvre de facto.
Le B-READY se distingue par la combinaison les données de 21 nouveaux questionnaires (contre 11 dans le modèle précédent) avec des enquêtes préexistantes au niveau des entreprises, telles que l'enquête auprès des entreprises de la Banque Mondiale (Enterprise Survey).
Il traite environ 1200 indicateurs et sous-indicateurs. Et pour éviter les écueils du passé, la transparence, la rigueur et l'évolutivité sont de règle.

Une position favorable ....

La première édition de B-READY place le Maroc dans une position favorable, dépassant à la fois les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (son propre groupe) et les pays à revenu intermédiaire supérieur (le groupe aspirationnel) dans deux des trois piliers : le cadre réglementaire et les services publics.
En revanche, le pays obtient de moins bons résultats dans la dimension de l'efficacité opérationnelle, légèrement en dessous de la moyenne des économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et de la tranche inférieure.

Le Maroc présente des avantages dans divers domaines abordés par B-Ready.

Il est à noter que le Maroc surpasse la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure en termes de création et d'implantation des entreprises, où le Maroc dépasse même les économies à revenu élevé, reflétant les progrès réalisés par l'initiative sur le climat des affaires au cours de la dernière décennie.
Il obtient également de meilleurs résultats que les pays à revenu élevé en matière de services d'utilité publique, garantissant un l'accès à l'électricité, à l'eau et à Internet.
Le Maroc surpasse également la plupart de ses pairs en matière de commerce international, bénéficiant d'un accès favorable aux marchés internationaux et de la numérisation des importations/exportations.

... Mais des faiblesses certaines.

En revanche, en comparaison à des pays pairs aspirants, le Maroc présente également certaines faiblesses qui méritent une attention particulière.

Les domaines clés dans lesquels le Maroc est en deçà par rapport à d'autres pays à revenu intermédiaire et à revenu élevé incluent l'emploi, la résolution des litiges et l'insolvabilité des entreprises.

Il est essentiel de noter que les faiblesses observées au Maroc dans ces domaines se concentrent principalement sur les services publics et l'efficacité opérationnelle, plutôt que sur le cadre réglementaire, qui performe généralement bien.



Bien que les scores globaux du Maroc soient proches de la moyenne des économies à revenu intermédiaire supérieur dans plusieurs domaines, tels que les services financiers ou la concurrence sur le marché, cette performance masque une divergence entre la performance du cadre réglementaire élevée et une performance relativement faible en termes de services publics ou d'efficacité opérationnelle.

Dans l'ensemble, cela suggère que, bien qu'il y existe une marge d'amélioration dans certains cadres réglementaires, le Maroc devrait prioriser le renforcement de sa capacité à mettre en œuvre efficacement des politiques visant à améliorer le climat des affaires.

Des améliorations souhaitables.
Le rapport s'est largement étendu sur la problématique de l'emploi en lien avec le manque de dynamisme du secteur privé.

Les tendances à long terme révèlent un défi structurel en matière de création d'emplois.
Au cours de la dernière décennie, la population active du Maroc a augmenté de près de 1,5 %, tandis que la population totale du pays et la population en âge de travailler ont augmenté respectivement de 8,8 et 11,4 % selon le recensement de 2024.

Dans ce contexte, la plupart des indicateurs du marché du travail sont en baisse depuis plusieurs années, en particulier le taux d'activité qui a diminué de près de 4,6 points de pourcentage au cours de la dernière décennie (2,3 points depuis 2019) et le taux de chômage, qui reste supérieur de plus de 4,1 points par rapport aux niveaux d'avant la pandémie.

Chemin faisant, le rapport a pointé du doigt le faible taux d'activité et d'emploi des femme. En effet, ce taux a considérablement diminué au cours des deux dernières décennies, passant de 30,4 % en 1999 à seulement 19,1 % en 2024, soit l'un des taux les plus bas au niveau mondial.

Sur la base de ce diagnostic, le rapport a identifié un certain nombre de domaines dans lesquels des améliorations seraient possibles et souhaitables :

La performance du système judiciaire, les services publics numériques et la transparence de l'information pour la création d'entreprises, les dysfonctionnements observés dans le cadre réglementaire, la gouvernance et la transparence de la distribution d'électricité, d'eau et d'internet, les infrastructures du commerce international, la fiscalité notamment la fiscalité environnementale, la transformation numérique, la durabilité environnementale et l'approche genre. Attendre et voir !!




By Lodj
LODJ
LODJ
Aimer
REJOIGNEZ
NOTRE CHAÎNE
WHATSAPP.
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !
www.lodj.ma

LE SAHARA DERNIÈRE COLONIE D'AFRIQUE, UNE ARNAQUE SÉMANTIQUE ENFIN RÉVÉLÉE À L'INTERNATIONAL

La charmante ville d'Oran a accueilli, fin novembre 2025, une conférence internationale dédiée aux méfaits criminels de la colonisation. Identifier les crimes et leurs responsables est une affaire d'historiens, exiger des réparations relève des politiques.

Après tant d'années, c'est probablement le moment d'aborder le sujet dans la sérénité et la responsabilité, sachant que les responsables directs des crimes sont, pour la plupart, disparus.

Cette rencontre, organisée sous l'égide de l'Union africaine (UA), est tombée à point nommé pour permettre à la diplomatie algérienne de sortir de la confusion dans laquelle elle s'est enfermée à la suite de son vote controversé en faveur de la résolution américaine sur Gaza.
Personne ne doute de la sincérité du soutien algérien à la cause palestinienne, mais le vote en faveur du désarmement du Hamas contredit le roman officiel algérien d'un soutien permanent et inconditionnel des mouvements de résistance.

Ce vote a pourtant une logique géopolitique, soulignée par la plupart des observateurs de la vie politique algérienne, celle d'une tentative d'un rapprochement spectaculaire avec les États-Unis de Donald Trump.
Si des liens avec la partie démocrate de l'échiquier politique américain semblent naturels, John Kennedy a été parmi les premiers, du monde occidental, à soutenir le FLN ; avec les républicains, la proximité est, a priori, moins évidente.
Ce n'est pas la première fois qu'un tel rapprochement est enregistré : sous George Bush junior, les relations entre Alger et Washington se sont considérablement améliorées grâce au lobbying de Christopher Ross et du défunt sénateur Jim Inhofe.

Ce rapprochement avait l'avantage de mettre en difficulté la diplomatie marocaine, en froid avec l'administration Bush Jr pour son refus de participer à la coalition contre Saddam Hussein lors de la deuxième guerre du Golfe.



Par
Bargach Larbi

Ces rapprochements avec l'Amérique, quasi contrenature, ont un seul objectif : entraver la dynamique positive dans laquelle s'est inscrite la diplomatie marocaine sur la question de l'intégrité territoriale du Maroc.

Cette dynamique, entamée en 2007 avec la proposition marocaine d'assurer l'autodétermination des populations sahraouies à travers une véritable autonomie sous souveraineté nationale, a été couronnée par la validation de la proposition du Maroc lors du vote de la résolution numéro 2797 du 31 octobre 2025, par le Conseil de sécurité de l'ONU.
Ce vote à l'ONU consacre un travail de fond considérable des affaires étrangères marocaines. La diplomatie a un statut spécial dans la gouvernance d'une nation.

Les ministres des Affaires étrangères sont, en général, des personnalités dont la notoriété est supérieure à celle de tous leurs collègues ministres, y compris les premiers d'entre eux.
C'est normal, ils incarnent la partie opérationnelle et visible de l'efficacité et du leadership de leurs pays respectifs. D'où l'importance des victoires diplomatiques.

Refusant d'acter un changement de trajectoire de la communauté internationale sur la question du Sahara, et de profiter du vote onusien pour s'offrir une sortie honorable, sous couvert du droit international, la diplomatie algérienne a cherché une victoire ailleurs.
Un retour vers l'Afrique et l'UA, seule institution internationale à reconnaître le Polisario et sa république fantoche, s'est imposé naturellement comme alternative.
La diplomatie algérienne pensait que la conférence qu'Alger vient d'organiser à Oran, officiellement consacrée aux crimes des pays colons, allait offrir une opportunité pour remettre le dossier du Sahara sur de nouvelles rails et avec de nouveaux acteurs.
Bien au contraire, cette initiative a brouillé les cartes, et la conférence s'est terminée en queue de poisson sans communiqué final, signe d'un désaveu sur la scène africaine.
Alger voulait imposer le rajout d'une résolution sur ce qu'elle appelle, avec un culot abusif, « la dernière colonie d'Afrique » ; cette tentative n'a, pour le moins, pas reçu l'adhésion des pays africains.

Cet échec diplomatique constitue un revers majeur pour l'Algérie qui a manqué une occasion de s'affirmer comme leader crédible sur la question des réparations dues aux anciens pays colonisateurs.
Il est doublé d'un autre : les pays africains commencent à intégrer l'idée qu'ils ont été embarqués, par la diplomatie algérienne, dans une des plus grosses arnaques des cinquante dernières années.
C'est encore une fois dommage, sachant que la diplomatie algérienne a longtemps été brillante grâce à des diplomates et des juristes de talent dont les plus célèbres sont :
•Abdelaziz Bouteflika, le défunt président de la République algérienne.
•Lakhdar Brahimi, connu pour son exceptionnelle carrière aux Nations Unies.
•Mohamed Sahnoun, fonctionnaire international longtemps incontournable au sein de l'OUA.
•Mohamed Bedjaoui, juge à la Cour internationale de justice, dont il deviendra le président entre 1994 et 1997. Ce monsieur a, en tant que juge, servi les intérêts de son pays dans l'affaire du Sahara comme personne avant et après lui.

Son rôle a été déterminant dans la rédaction de l'avis consultatif de la CIJ sur la question des liens entre le sultan de l'Empire chérifien marocain et les populations sahraouies avant la colonisation du territoire par l'Espagne.
Il a en effet réussi à introduire la confusion dans la réponse sur la confirmation des liens d'allégeance des populations concernées en suggérant l'organisation d'un référendum de confirmation de ces liens.

C'est finalement M. Bedjaoui, aujourd'hui en exil, qui a donné corps à cette arnaque qui, au final, est en train de plomber le régime algérien dans une spirale dont il peine à sortir.
Le Royaume du Maroc en a souffert aussi. Il a subi un chantage régulier des « Institutions Internationales », notamment l'Union européenne.

M. Bedjaoui a entraîné Alger dans une démarche diplomatique qui a fait de la question du Sahara l'alpha et l'oméga de toute la politique étrangère de l'Algérie.



Il est important de préciser que, pour défendre cette cause, Alger a fonctionnarisé un grand nombre de personnalités, pour la plupart des Mauritaniens, des renégats marocains de l'intérieur (l'ancien président de la RASD, Mohamed Abdelaziz, en fait partie) et des Sahraouis dont un grand nombre est retourné depuis, au Maroc dans le cadre d'une grâce royale générale émise par feu Sa Majesté Hassan II.

Le plus actif d'entre eux, Bachir Bouchraya, prétendument représentant du Polisario en Europe, est mauritanien.
Il a été recruté pour la qualité de ses interventions sur les chaînes internationales.
Il s'est récemment attaqué à LFI pour son abstention dans le vote de l'Union européenne sur la question des produits issus du Sahara.
Cette nouvelle déconvenue algérienne en Europe, après l'UA et l'ONU, a en effet été rendue possible par ce vote LFI. Mais l'attaque est malvenue et brouille encore plus l'image de la diplomatie algérienne et ceux qui sont à son service.

LFI est le seul parti, représenté au parlement en France, qui condamne fermement Israël génocidaire. C'est le seul parti ouvertement pro-Gaza, et ce pour des raisons historiques et politiques.
Gaza fait partie de la Palestine, telle qu'elle est reconnue par la communauté internationale, qui la place aux côtés d'Israël. Idem pour le Sahara qui a toujours été marocain.

C'est la colonisation qui a créé les frontières artificielles qui plombent Palestine et Maroc.
Les deux pays ont accepté la perte de territoire pour se conformer à la nouvelle donne géopolitique née de l'après-guerre, et les deux refusent leur démantèlement avec l'appui de cette même communauté internationale (voir les votes onusiens).

Sur ce registre, on peut dire qu'il est tout de même étrange de constater que l'Algérie, qui consacre des budgets énormes pour dénoncer la colonisation, se mobilise avec encore plus d'énergie pour défendre le tracé des frontières issues du colonialisme.



LODJ



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA **magazines, hebdomadaires & quotidiens...**

www.pressplus.ma

LE PARADOXE DU LEADERSHIP FACE À L'IA : ENTRE DISCOURS ET RETARD STRATÉGIQUE



Par **Dr Az-Eddine Bennani**

Du paradoxe de la productivité au paradoxe de l'intelligence artificielle

Dans les années 1990, malgré l'essor spectaculaire de l'informatique, la productivité ne progressait pas comme attendu. Robert Solow résumait ce paradoxe par une formule devenue célèbre : « On voit des ordinateurs partout, sauf dans les statistiques de la productivité. ».

Les entreprises étaient équipées, mais elles n'étaient pas encore transformées. L'outil était présent, mais les organisations, les modèles managériaux et les cultures de décision restaient inchangés.
Trente ans plus tard, avec l'intelligence artificielle, un paradoxe de même nature se reproduit à une échelle bien plus large.

Le rapport 2025 de McKinsey, intitulé « Superagency in the Workplace : Empowering People to Unlock AI's Full Potential at Work », montre que presque toutes les entreprises investissent dans l'IA, que 92 % prévoient d'augmenter leurs investissements au cours des trois prochaines années, mais que seulement 1 % des organisations se considèrent aujourd'hui comme réellement matures dans leur déploiement de l'IA, c'est-à-dire capables de l'intégrer de manière fluide, à l'échelle de l'entreprise, et d'en extraire une valeur business significative.
Ce décalage massif entre ambition et réalité traduit un paradoxe profond : l'IA est partout dans les intentions, mais presque absente dans la transformation réelle.

Un paradoxe non technologique, mais organisationnel et managérial

Ce paradoxe n'est plus d'abord technologique. La puissance des modèles, l'accessibilité des outils et la baisse des barrières techniques ne sont plus les principaux obstacles. Le frein est désormais systémique.
Il se situe dans la gouvernance, la qualité et la maîtrise des données, les compétences disponibles, les modes de décision, la culture interne et la capacité des organisations à se transformer elles-mêmes.
L'IA agit aujourd'hui comme un révélateur de la maturité réelle des organisations.

Là où la gouvernance est claire, les données maîtrisées, les responsabilités définies et la vision stratégique partagée, l'IA progresse.
Là où dominent l'improvisation, le cloisonnement et la peur de la remise en cause, l'IA stagne au stade des discours.

Ce que révèlent réellement les usages selon McKinsey :

Les données du rapport McKinsey sont particulièrement éclairantes sur l'écart entre dirigeants et réalité du terrain.
L'enquête menée fin 2024 aux États-Unis auprès de 3 613 employés et 238 dirigeants montre que 94 % des employés et 99 % des dirigeants déclarent connaître les outils d'IA générative.

Pourtant, lorsqu'on observe l'usage effectif, le fossé est considérable.
Les dirigeants estiment que seuls 4 % des employés utilisent l'IA pour au moins 30 % de leur travail quotidien, alors que les employés eux-mêmes sont environ 13 % à déclarer un tel niveau d'usage.
Plus frappant encore, 47 % des employés pensent qu'ils utiliseront l'IA pour plus de 30 % de leurs tâches quotidiennes d'ici un an, tandis que seuls 20 % des dirigeants partagent cette projection.

Cette divergence de perception révèle une désynchronisation profonde entre les leaders et la réalité des usages.

Pourquoi l'adoption réelle reste faible ?
Avant d'adopter réellement l'IA, les dirigeants évaluent plusieurs dimensions décisives : l'utilité concrète pour leurs métiers, l'effort d'intégration dans les systèmes existants, la capacité de l'organisation à absorber le changement, la fiabilité des modèles et l'impact de l'IA sur leur propre rôle et leur légitimité.

Dans la pratique, plusieurs freins structurants se cumulent. L'utilité perçue reste souvent floue. L'effort d'adoption est jugé coûteux, complexe et perturbateur.

L'exemplarité au sommet fait défaut. Les organisations sont mal préparées, avec des données fragmentées, une gouvernance faible et des compétences insuffisantes. La confiance dans les modèles reste limitée. Enfin, l'impact identitaire est souvent sous-estimé.

Résultat : dans de nombreuses entreprises, l'IA reste cantonnée à des projets pilotes ou à des vitrines d'innovation sans portée stratégique réelle.

Recommandations aux leaders marocains
Pour les leaders marocains, l'intelligence artificielle ne peut plus rester un sujet de discours ou d'expérimentations périphériques.

Elle doit devenir un projet stratégique de souveraineté, de compétitivité et de transformation organisationnelle.



Cela suppose de revoir en profondeur les organigrammes et les modes de gouvernance, en introduisant au plus haut niveau de décision des profils hybrides capables de comprendre à la fois l'informatique, les systèmes d'information, les métiers et le potentiel stratégique réel de l'IA.

Il est également urgent de sortir de la logique de surenchère de pseudo-experts, marocains ou étrangers, qui interviennent souvent sans connaître ni le système entreprise, ni son environnement économique, ni ses contraintes réelles.

La transformation passe aussi par un investissement massif dans la formation des dirigeants et des managers. L'IA est avant tout une transformation culturelle et cognitive.

Un défi de leadership plus que de technologie
Le Maroc ne manque ni de talents, ni de technologies, ni d'ambitions. Ce qui fait encore défaut, c'est la transformation profonde des représentations, des modes de gouvernance et des pratiques managériales.

Les dirigeants ne rejettent pas l'IA. Ils hésitent devant la transformation cognitive, organisationnelle et stratégique qu'elle impose. L'intelligence artificielle révèle moins les limites des machines que celles du leadership.

SACRÉ BOUALEM SANSAL



Par
Aziza Benkirane

« Les petites causes produisent les grands effets ».

Est-ce que les autorités algériennes, à la faveur de leur difficultés économiques, commencent à croire et craindre leur malédiction par feu le roi Hassan II ?. On raconte qu'il les aurait maudits dans un dernier souffle sur son lit de mort, eux et tous ceux qui leur prêteraient main forte, jusqu'à ce qu'ils rendent les terres marocaines.

Ma foi, est-ce un Hazard si tous ceux qui soutiennent mordicus les thèses et le proxi de l'Algérie se retrouvent aujourd'hui en grande difficulté, le Venezuela, l'Afrique du Sud, Cuba, l'Iran, ... et l'ancienne Syrie.

Ou bien est-ce Boualem Sansal, qui sans le vouloir, a réouvert l'épineux dossier des frontières algéro-marocaines ?
Cet écrivain a suscité un véritable mouvement de solidarité à l'international après son enlèvement rocambolesque à l'aéroport d'Alger.

Imaginez la scène : il arrive à 17H, le douanier lui demande le nom de son père et de sa mère, note les réponses, puis l'envoie attendre... sur un banc.

Et il y attendra 9 heures ! À 2H du matin, des civils lui passent les menottes, lui mettent une cagoule et l'éloignent vers un endroit inconnu, où il disparaît pendant 6 jours. Cette barbouzerie fait le tour du monde, et passionne.

Grâce à la pression de ses potes et leurs médias en France, les autorités algériennes finissent par l'emprisonner, et admettre officiellement son incarcération.
Ils lui reprochent des paroles prononcées sur le podcast « Frontières » 350.000 abonnés sur YouTube, où il affirme que tout l'ouest algérien appartenait historiquement au Maroc.
Ça ne s'arrête pas là ! Le président algérien y va de ses meilleures insultes : il le traite d'espion franco-marocco-sioniste, de bâtard, et même de fils de P... Enfin, vous voyez le genre, indigne des propos d'un président.

Les médias algériens, quant à eux, cherchent à illustrer les propos de leur président avec des vidéos de lieux désaffectés, qui auraient abrité selon eux un bordel tenu par la grand-mère maternelle de l'écrivain. Si seulement c'était vrai !

Suit ensuite un procès express, expédié en quelques minutes, où sa défense se trouve complètement entravée, puisque son avocat se voit refuser l'entrée du pays sous prétexte qu'il est juif.
Bingo, voilà la recette d'un fiasco diplomatique ! Le régime politico-militaire devient infréquentable.

Boualem Sansal devient devient un otage indexé au bras de fer lié à la tension qui règne autour de la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara Occidental par la France.

Les négociations pour sa libération se succèdent, impliquant des chefs d'état et même le Pape, mais toutes finissent comme un mauvais film de Noël : sans happy end !

À ce stade, le Maroc aurait pu débourser tout son PIB sans espérer obtenir le label “consensus international” par le Conseil de Sécurité de l’ONU, en date du 31/10/2025. Douloureuse pour les autorités algériennes, la résolution 2979, non ?

Finalement, Boualem Sansal obtient la grâce, dont il ne voulait pas. Il se fait exfiltrer de son propre pays par un détachement de l’armée allemande, ou comme il aime à le dire, il se fait « expulser » de son propre pays. Soins "humanitaires" allemands en faveur du président Tebboune obligent !

Boualem Sansal est enfin libre, ou presque. Il déclare limiter ses propos pour ne pas nuire à la libération d’autres prisonniers. Mais les grands médias se l’arrachent, (6,7 millions d’auditeurs + 25,2 millions de spectateurs + .2,7 millions de lecteurs = 34 600 000) et ce sont des bombes qui sortent de sa bouche.

Pour lui, pas de langue de bois : quand c’est blanc, je dis c’est blanc ! En Algérie, par contre, mieux vaut dire que ce n’est pas noir. En clair : on peut discuter des frontières héritées de la colonisation, mais il ne faut surtout pas affirmer que ces terres étaient marocaines !

Il pousse le bouchon encore plus loin en répondant aux arguties des autorités algériennes : "Si quelqu'un se bat pour une terre, cela ne signifie pas qu'elle lui appartient."

On dirait une série qui n'en finit pas, mais quitte à rester dans le jeu, ce héros des temps modernes n’est pas du genre à lâcher prise ! Il déclare vouloir retourner en Algérie, d’abord pour vérifier : qu’il a bien été gracié, et qu’il a récupéré tous ses droits ?

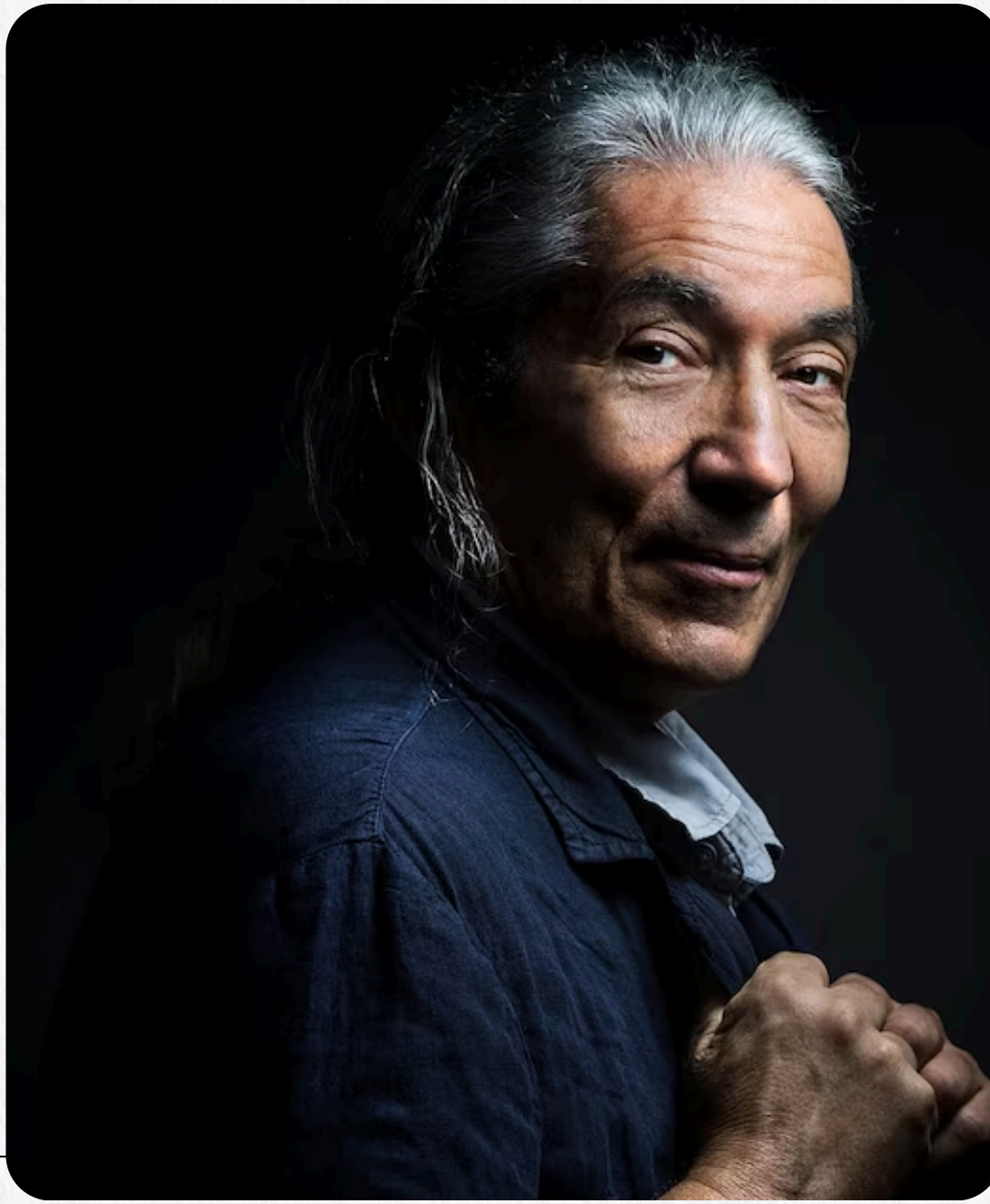
Puis pour récupérer son ordi, et son téléphone, les précieux trésors confisqués par le tribunal.

Enfin, plus important pour obtenir réparation à son injuste emprisonnement. Il a besoin pour se réparer de pouvoir entrer et sortir librement dans son pays.

Et là les autorités algériennes déclarent avoir désactivé son passeport biométrique algérien, puis donné 48H à sa famille pour quitter le pays.

Sans évoquer Elon Musc et ses révélations sur les tentatives algériennes de mobiliser la jeunesse marocaine avec des attaques sur X, ni les efforts algériens de création et financement d’une nouvelle dissidence au Rif, ni la politique des chèques en pétrodollars, comme dernièrement avec la Somalie, le fil d’Ariane de l’Algérie demeure l’obsession du Maroc, et échec après échec des nombreuses tentatives de lui nuire.

C’est peut-être la malédiction d’un Chérif.



AU CONGRÈS MONDIAL DE L'EAU, NIZAR BARAKA DÉVOILE LA STRATÉGIE D'UN MAROC QUI ANTICIPE



Par
Saïd Temsamani

Il' y a des moments où un pays décide de ne plus attendre que la crise passe. À Marrakech, à l'ouverture du 19e Congrès Mondial de l'Eau, le Maroc a donné le ton : la pénurie hydrique ne sera ni un prétexte à la résignation ni un fardeau subi, mais un moteur de transformation nationale.

Sous l'impulsion de la vision de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Royaume a engagé une réorientation majeure : passer d'une gestion fragmentée de la ressource à une stratégie intégrée, structurée, planifiée, anticipée. Une stratégie de puissance tranquille.

L'eau, nouveau territoire de souveraineté

Le ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka, l'a rappelé avec force : le Maroc aborde une nouvelle ère hydrique. L'équation n'est pas seulement technique, elle est politique.

Elle engage l'avenir agricole, énergétique, industriel et démographique du pays. En clair : l'eau n'est plus un secteur, c'est un pilier de souveraineté.

Le Royaume a donc embrassé un modèle où dessalement, barrages, réutilisation des eaux usées et recharge des nappes s'inscrivent dans une vision commune. Une vision qui refuse les demi-mesures.

Les chiffres traduisent ce choix :

- 17 stations de dessalement déjà opérationnelles,
- 4 nouvelles en construction,
- et 11 projets supplémentaires pour porter la capacité totale à 1,7 milliard de m³ d'ici 2030, majoritairement alimentés par des énergies renouvelables.

C'est plus qu'un programme d'infrastructures : c'est un pari technologique, écologique et économique.

Planifier jusqu'en 2050 : un pays qui refuse la myopie

Longtemps, le Maroc a composé avec une pluviométrie imprévisible en s'appuyant sur des politiques parfois sectorielles.

Désormais, le pays s'est doté d'un arsenal de planification rare dans la région : des plans directeurs pour chaque bassin hydraulique à l'horizon 2050 et un Plan national de l'eau qui impose cohérence et coordination entre l'État, les régions, les collectivités et le secteur privé.

Dans un monde où l'eau devient un déterminant stratégique comparable à l'énergie, cette capacité d'anticipation constitue une rupture majeure.

Innovation, sobriété, gouvernance : la nouvelle équation hydrique

La crise actuelle n'est pas l'effet d'un mauvais cycle. Elle marque une transition durable où l'ingéniosité est une obligation.



Le Maroc explore ainsi la réutilisation massive des eaux usées, la numérisation des réseaux, l'adaptation de l'agriculture, la maîtrise de la demande et la promotion de solutions hybrides.

Le triptyque "eau–énergie–alimentation", au cœur de la stratégie exposée, témoigne de cette approche systémique : l'eau n'est plus un isolat technique, mais une matrice reliant sécurité alimentaire, transition énergétique et développement territorial.
Marrakech, capitale mondiale d'un enjeu global
Le Congrès Mondial de l'Eau n'est pas un simple rendez-vous de spécialistes.

C'est une scène où se joue une part de la diplomatie de demain. Pendant plusieurs jours, experts, ministres, chercheurs, ONG et acteurs privés échangeront plus de 140 sessions techniques, panels ministériels et expositions dédiées aux technologies émergentes.

Au terme de ces travaux, la Déclaration de Marrakech cherchera à sceller un pacte mondial : rapprocher la science de la décision politique, accélérer la mobilisation internationale et faire de l'eau un domaine d'action, non de fatalité.



Un pays qui choisit l'audace
Face au changement climatique, l'hésitation est un luxe. Le Maroc a choisi l'audace, la cohérence et la projection. Un choix rare à l'heure où beaucoup de pays gèrent encore l'eau dans l'urgence.

Le Royaume trace une voie singulière : celle d'une nation qui transforme ses vulnérabilités en leviers, et ses contraintes en opportunités. Marrakech en est aujourd'hui la vitrine ; demain, peut-être, un modèle.

LES NOUVELLES ESCLAVES



Par **Rachid boufous**

À Errachidia, Aziz Akhannouch est venu distribuer des mots. Des mots vides, des mots creux, des mots qui s'évaporent dès qu'ils franchissent ses lèvres. Il a parlé « d'initiative personnelle » comme un médecin ivre qui prescrit de la camomille à un cancéreux.

Il a promis l'effort individuel à une région qui agonise. Il a souri, il a salué, il est reparti. Rien derrière lui. Rien devant eux.

Pas un seul projet. Pas un investissement important. Pas d'infrastructures nouvelles, pas d'autoroutes, pas de chemin de fer, pas d'usines, pas de plans d'urgence. Rien. Le vide. Le désert.

L'incurie devenue méthode de gouvernement… Et pendant que le chef du gouvernement joue à l'illusionniste dans une région où tout le monde connaît la réalité, une autre vérité s'affiche sur des murs administratifs : des horaires d'inscription pour envoyer les femmes de la région ramasser des fraises en Espagne.

Voilà l'unique politique publique concrète qui reste : exporter les mères, louer les femmes, monnayer la détresse. On parle de mobilité saisonnière. En réalité, c'est un marché d'esclaves moderne, réglementé par formulaire et cachet humide.

Car qu'est-ce que ce programme, sinon l'organisation méthodique d'un désastre social ? On prend les femmes les plus pauvres, on leur demande d'être mères, pour les tenir par le chantage affectif, on les entasse dans des bus, puis dans des serres, puis dans des dortoirs, et on appelle cela une opportunité.
Une opportunité de quoi ? D'endurer ? De courber l'échine ? De survivre un trimestre avant de replonger dans la même misère ? Pendant qu'à Rabat on parle d'égalité des chances, à Huelva on compte les cagettes ramassées à 60€ la dure journée de labeur.

Ce gouvernement n'a pas seulement abandonné Errachidia : il l'a livrée, offerte, sacrifiée au plus offrant. Il a jeté l'éponge. Il a déserté la bataille contre la pauvreté. Il a renoncé à sa mission fondamentale : protéger les siens.

Le Maroc officiel, celui qui parade devant les caméras, parle de vision, de réformes, de stratégie.
Le Maroc réel, celui des villages oubliés du Sud-Est, parle de visas temporaires, de dettes, de faim. L'un fabrique des discours ; l'autre fabrique des départs. À Errachidia, on ne rêve plus d'avenir. On rêve d'un contrat de trois mois pour aller ramasser des fruits et économiser durement les .

Et quand un pays ne propose plus à ses femmes que de devenir ouvrières agricoles à l'étranger, c'est que le pays a touché le fond, mais qu'il ne l'a pas encore admis. Akhannouch, lui, continue de sourire.

Il parle « d'initiative personnelle ». Bien sûr. Dans une région qui manque de tout, l'initiative personnelle est devenue le dernier refuge de l'État qui ne sait plus quoi dire ni quoi faire.

C'est tellement pratique : quand le gouvernement n'a aucune vision, il accuse les citoyens d'en manquer une. Quand le gouvernement ne crée rien, il exige que les pauvres inventent leur propre salut.

Quand le gouvernement échoue, il renvoie la faute à « l'individu »... Et c'est ainsi que la boucle se referme : les femmes de Goulmima, Tadighoust, Tinjdad, Mellaab et des environs, deviennent les petites mains invisibles des serres espagnoles, pendant que les responsables marocains assistent à des colloques sur « l'autonomisation économique des femmes ».

Ce pays marche sur la tête.
Il célèbre la femme marocaine, de préférence urbaine, dans les discours, mais il exporte la femme rurale pauvre et démunie, dans les faits.... Les nouveaux esclaves ne sont pas des silhouettes enchaînées dans un port lointain.

Ce sont des mères qui quittent leurs enfants pour un salaire journalier fumant à 60 euros, dont la moitié sera engloutie par les charges, par les dettes, par la survie. Ce sont des femmes sélectionnées pour leur docilité.

Elles ne créeront pas de problèmes aux planteurs espagnols, car elle ne cherchent que la survie de leurs familles. Ce sont des victimes d'un système qui ne leur laisse aucune échappatoire. Mais la honte ne tombe pas sur elles.

Elle tombe sur le gouvernement actuel, qui, incapable de créer des emplois dignes, a fait de l'exil féminin un programme économique.

La honte tombe sur ceux qui, au lieu de construire des usines à Errachidia, permettent à d'autres de construire des serres à Huelva. La honte tombe sur ceux qui, au lieu d'ouvrir des horizons, ouvrent des registres d'inscription pour des départs massifs.

La honte tombe sur ce gouvernement qui, chaque jour, prouve que son silence, son inaction, son absence d'initiatives économiques, sont devenus des politiques publiques.

Et pendant que les femmes s'en vont, que restera-t-il de la région du Tafilalet, berceau de la dynastie Alaouite ?
Des discours. Des ruines. Des statistiques mensongères. Et un chef du gouvernement qui reviendra peut-être un jour pour dire, encore et encore, que « tout dépend de l'initiative personnelle ».

Mais que vaut l'initiative personnelle d'un peuple abandonné ? Que vaut-elle face à un État absent, à un gouvernement étranger aux réalités, à une élite qui ne descend jamais de son piédestal ?

La vérité est simple, brutale, impossible à édulcorer : Le Maroc ne développe pas Errachidia. Il l'exporte. Femme après femme. Saison après saison.

Et tant que ce gouvernement restera en place, les nouvelles esclaves auront toujours du travail... Que Dieu Maudisse la Pauvreté et la Misère !



QUAND UN EX-MINISTRE DÉCOUVRE ENFIN LES COUPABLES... TOUT LE MONDE... SAUF LUI !!

Après des années passées au gouvernement à manier le stylo des décrets, l'ancien ministre revient jouer les lanceurs d'alerte tardifs, accusant l'État profond, la bureaucratie, les élus, les marchés publics, et peut-être même la météo... Une opération "mains propres" à retardement, qui ressemble surtout à une tentative de nettoyer son propre CV politique...



Par **Mohammed Yassir Mouline**

Il y a des come-back politiques plus subtils que celui de Mohamed Aujjar... Certains reviennent en héros, d'autres en technocrates repentis... et puis il y a Aujjar, l'homme qui, après des années à tenir les manettes, revient avec l'enthousiasme d'un joueur de foot éliminé qui accuse l'arbitre, la météo, la pelouse, et même le ballon d'être trop rond...

Sorti du gouvernement par la petite porte « celle qu'on lubrifie discrètement pour éviter qu'elle grince » voilà que l'ancien ministre nous sert un grand classique : « Ce n'est pas moi, ce sont les autres »...

À la Faculté de droit de Rabat, il a offert un numéro digne d'un one-man-show politique, expliquant doctement que la corruption locale, c'est peanuts : « les élus, vous comprenez, ne gèrent que 10 % des budgets »... montrant que le reste, c'est les autres qui l'ont mangé !!

Une performance qui donne envie de distribuer des mouchoirs aux étudiants présents... assister à un ex-ministre pleurant sur le sort du pouvoir qu'il n'a plus, c'est toujours un moment fort en émotion... et en acrobaties rhétoriques...

L'État profond, ce punching-ball préféré des ex-ministres
Comme tous ceux qui découvrent soudain que la démocratie n'est pas un parc d'attractions, Aujjar a sorti l'artillerie lourde... « l'État profond », « la bureaucratie héritée », « l'autonomie inégale »... Rien que ça... À l'écouter, on croirait qu'il a passé tout son mandat ligoté sur une chaise, bâillonné par un fonctionnaire en costume gris, l'empêchant « le pauvre » de lutter contre la corruption ou d'activer les mécanismes de contrôle de la Justice... alors qu'il était ministre de la Justice... Oui, la même Justice qui aurait pu, par exemple, poursuivre ceux qu'il accuse aujourd'hui... Mais comme dit le vieux proverbe de la politique : « Quand on n'a pas fait le ménage, mieux vaut accuser la poussière d'être trop collante. »...

Sélectivité politique façon buffet : on prend ce qui nous arrange

Et voilà que l'ancien ministre se découvre spécialiste des "quart de siècle de corruption", des marchés publics louches et des retards administratifs... Admirable réveil tardif, il fallait peut-être régler l'alarme des responsabilités à une heure plus raisonnable... au moment où il siégeait au gouvernement par exemple...

Quant à "l'autonomie inégale" et la "démocratie à deux vitesses", on lui rappellera gentiment que ces sujets existaient bien avant que son parti ne s'installe confortablement dans les fauteuils du pouvoir...

Et qu'ils n'ont pas vraiment disparu au moment où celui-ci a quitté les lieux… laissant quelques piles de dossiers non terminés en souvenir…

Le syndrome du ministre débranché : quand l'influence s'en va, la mémoire flanche
Il y a, chez certains anciens dirigeants, un réflexe pavlovien (1)… sitôt éloignés du pouvoir, ils deviennent plus lucides que jamais… Une lucidité qui, curieusement, ne se manifeste qu'une fois le salaire, la voiture de fonction et l'agenda ministériel disparus… « Hello Benki and his brothers !! »…

Aujjar n'échappe pas à la règle… Il se présente désormais comme le visionnaire incompris qui aurait tout réglé, tout nettoyé, tout modernisé… si seulement l'Administration, le climat, la bureaucratie, la tectonique des plaques et peut-être même la Lune ne s'étaient pas ligués contre lui…

Analyse politique ou opération cosmétique ?
En fin de compte, la question est moins académique qu'il n'y paraît… Aujjar s'est-il découvert une vocation tardive d'analyste politique… ou tente-t-il simplement de repeindre son blason à la peinture dorée après avoir perdu son influence ?

À défaut de réponse, on retiendra qu'au Maroc, il y a deux catégories d'hommes politiques… ceux qui agissent, et ceux qui expliquent après coup pourquoi ils n'ont pas pu agir… Devinez dans laquelle l'ancien ministre vient de s'inscrire…
Aujjar nous aura appris qu'au Maroc, certains politiciens quittent le pouvoir comme on quitte une maison en désordre… en laissant la pagaille derrière eux, puis en accusant le voisin d'avoir renversé les meubles… Mais le public, lui, n'est plus dupe, il sait très bien qui tenait les clés… et qui a laissé la lumière allumée… Wa Salam Aleykoum wa Rahmatou Allah.



(1) Réflexe pavlovien / Un réflexe pavlovien est une réponse apprise et automatique à un stimulus, appelé stimulus conditionnel, qui était auparavant neutre… L'expérience de Pavlov : Pour démontrer ce réflexe, le physiologiste russe Ivan Pavlov a d'abord associé le son d'une clochette au moment où il donnait de la nourriture à ses chiens. Après plusieurs répétitions, les chiens ont commencé à saliver dès qu'ils entendaient le son de la clochette, même en l'absence de nourriture.

BRAHIM OULD ERRACHID : UNE ANALYSE DU SOMMET HISTORIQUE DE MADRID

Un soutien espagnol irréversible à l'autonomie et 14 accords qui consolident l'intégration économique

La treizième Réunion de Haut Niveau (RAN) entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne s'est achevée à Madrid sous la présidence du chef du gouvernement marocain, Aziz Akhannouch, et de son homologue espagnol, Pedro Sánchez. Une rencontre fondée sur les principes de transparence et de respect mutuel, couronnée par la publication d'une déclaration conjointe de 119 points et la signature de 14 accords de coopération couvrant des secteurs stratégiques. Ces résultats s'inscrivent dans la continuité du partenariat stratégique lancé avec la déclaration conjointe du 7 avril 2022.

Dans une déclaration accordée au journal "Oyone Sahara", le cadre sahraoui Brahim Ould Errachid a livré une lecture analytique approfondie des conclusions du sommet, soulignant qu'il a dépassé le cadre classique de la coopération bilatérale pour inaugurer une phase d'intégration stratégique irréversible entre les deux pays.

Dans son analyse, Ould Errachid a insisté sur le fait que l'enjeu majeur de cette rencontre réside dans la consolidation et le renouvellement de la position espagnole concernant la question du Sahara marocain. Il a expliqué :
« Le point le plus marquant et le plus déterminant de la déclaration conjointe est la réaffirmation explicite par l'Espagne de son soutien à l'initiative marocaine d'autonomie, qu'elle considère comme la solution la plus réaliste et la plus crédible dans le cadre des Nations unies. Cette position n'est plus une annonce ponctuelle : elle est désormais inscrite dans un ensemble d'accords et dans un processus de partenariat de long terme. En saluant la résolution 2797 du Conseil de sécurité, l'Espagne confirme que la stabilité de la région et la préservation de ses intérêts stratégiques passent nécessairement par l'appui à la position marocaine, ce qui constitue une victoire pour la diplomatie royale et pour sa vision pragmatique et réaliste. »



Par
Brahim Ould Errachid

S'agissant des aspects économiques, Ould Errachid a indiqué que les 14 accords signés renforcent la coopération dans les secteurs d'avenir, notamment ceux qui soutiennent le développement des provinces du Sud. Il a ajouté :

« Nous sommes fiers que l'Espagne soit le premier partenaire commercial du Maroc et que les échanges aient atteint un niveau record de 22,693 milliards d'euros en 2024. Mais l'essentiel demeure la création d'une Haute Instance de Coopération Industrielle, appelée à transformer ces échanges en un véritable tissu d'intégration industrielle et productive au service de nos intérêts communs. »

Au sujet des énergies propres, Ibrahim Ould Errachid a déclaré :
« L'accord de coopération dans les domaines de l'hydrogène vert et des énergies renouvelables ouvre une perspective exceptionnelle pour faire du Maroc et de l'Espagne une force régionale de premier plan dans l'énergie propre. Les provinces du Sud disposent, à ce titre, de tous les atouts pour devenir un pôle majeur pour ces projets structurants. »

Sur la question des infrastructures et de l'eau, il a ajouté :
« Nous saluons l'engagement de l'Espagne à financer les projets prioritaires, en particulier dans le domaine des infrastructures hydriques,

comme le dessalement et les transferts de bassins. Ce dossier est essentiel pour faire face aux défis de la sécheresse et garantir la sécurité hydrique du Maroc dans son ensemble. »

Il a également souligné que le sommet n'a pas seulement porté sur la politique et l'économie, mais a aussi renforcé les aspects liés à la sécurité et à la stabilité régionales. Il a précisé :
« La coopération sécuritaire entre les deux pays est exemplaire, et le sommet a mis en avant son rôle dans la lutte contre le terrorisme et la traite des êtres humains. Le lancement d'une initiative conjointe sur la réponse aux menaces liées aux armes de destruction massive (CBRN) constitue un renforcement notable de la sécurité régionale. »

Concernant la Coupe du monde 2030 et la question migratoire, le cadre sahraoui a ajouté :

« L'examen des avancées dans l'organisation du Mondial 2030 renforce la confiance mutuelle et confirme que le partenariat maroco-espagnol dépasse aujourd'hui le cadre politique et économique pour englober les dimensions sociale, culturelle et sportive. L'Espagne a, par ailleurs, salué l'approche exemplaire du Maroc en matière de gestion migratoire. Les accords signés dans les domaines de la protection sociale et de la sécurité sociale témoignent d'une coopération qui bénéficie directement aux citoyens des deux pays. »

Ould Errachid a conclu sa déclaration au journal "Oyone Sahara" en affirmant que les résultats historiques du sommet de Madrid traduisent la volonté royale de bâtir des partenariats stratégiques solides, capables de servir les intérêts supérieurs du Maroc et de renforcer son rôle en tant qu'acteur central dans la stabilité de son environnement régional.



AKDITAL : UN PAS EN ARRIÈRE... POUR MIEUX SAUTER.



Par
Anwar CHERKAOUI

Le retrait soudain du dossier des centres médicaux de proximité, annoncé par Akdital dans une correspondance datée du 20 novembre 2025, semble faire l'effet d'un coup de frein spectaculaire.

Beaucoup y ont vu un renoncement, une volte-face.

En réalité, le texte dit tout autre chose : Akdital ne recule pas, il se repositionne.

Derrière le ton apaisant de la lettre, où le président du groupe évoque les inquiétudes de certains médecins et la nécessité de préserver la sérénité du secteur, aucun passage n'évoque l'abandon de l'idée de centres de proximité.

Le retrait concerne la procédure déposée au Conseil de la Concurrence, pas le projet lui-même. La nuance est essentielle : on suspend la bataille administrative, pas la stratégie globale. Un indice clé se glisse dans la seconde page. Le groupe annonce vouloir "réorienter ses investissements vers d'autres centres d'intérêt, notamment à l'international".

Dans le langage de la gestion, réorienter ne signifie pas renoncer. Cela signifie déplacer les pions, détourner l'attention, protéger une image mise sous pression.

Akdital choisit d'éviter l'affrontement frontal sans renoncer à ses ambitions.
La lettre s'attarde ensuite sur la relation de confiance avec les médecins libéraux, un passage inhabituellement long pour un simple communiqué technique. Ce registre montre que le groupe cherche à éteindre un feu, à rassurer une profession irritée, à reprendre la main sur une communication devenue sensible.

Lorsqu'on insiste autant sur la collaboration et l'amitié professionnelles, c'est que la fracture n'est pas imaginaire. Un autre passage révèle la nature du retrait : Akdital parle "d'incompréhension des objectifs" de la part de certains confrères.

En communication de crise, cette formulation classique permet de se retirer sans perdre la face, tout en gardant la voie ouverte pour un retour.

Le groupe accepte la critique, ajuste son tempo, mais ne lâche pas l'idée directrice.
Les remerciements appuyés adressés aux médecins confirment l'existence d'une manœuvre plus globale : reconstruire un climat de confiance avant de relancer, sous une forme plus acceptable, l'expansion territoriale.

Un repositionnement, pas une reddition. Enfin, le rappel de la "primauté du patient" scelle la stratégie : en plaçant le malade au centre du discours, Akdital prépare déjà l'argument moral qui lui servira demain à revenir avec un projet remanié. Ce retrait n'est donc ni une défaite ni une rupture.

C'est un temps mort, une respiration stratégique. Akdital se retire aujourd'hui pour mieux revenir demain, avec un autre calendrier, un autre discours, peut-être d'autres partenaires.

Un pas en arrière, certes. Mais pour mieux sauter.

LODJ

WEB RADIO

By Lodj

R212

La web Radio des marocains du monde



WWW.LODJ.MA

LE GRAND RÉALIGNEMENT : COMMENT ÉTATS-UNIS, CHINE, RUSSIE ET INDE REDESSINENT LE XXIe SIÈCLE

Dossier spécial

Il arrive des moments où l'histoire semble accélérer, où les plaques tectoniques du monde bougent à découvert, sans chercher à dissimuler leur grincement. Nous vivons précisément l'un de ces moments. Un basculement discret mais massif, où les lignes de force du XXIe siècle se redessinent devant nous : les États-Unis énoncent une nouvelle doctrine, la Chine avance ses pièces sans hésitation, la Russie joue sa survie dans le désordre, l'Inde s'arrime à son destin de grande puissance, et l'Afrique — longtemps reléguée au pied de la scène — devient soudain l'espace décisif de cette recomposition.

Ce dossier explore cette mutation. Il la décortique, la compare, l'éclaire.

La Stratégie de sécurité nationale américaine 2025, document cardinal qui inspire l'ensemble des articles qui suivent, agit comme une fenêtre ouverte sur la vision du monde que Washington entend imposer.

Non pas un monde de blocs idéologiques, comme au temps de la guerre froide, mais un monde où le commerce, la technologie, les ressources et les alliances redessinent la hiérarchie des puissances. L'Amérique y reconnaît enfin qu'elle n'est plus seule au centre du jeu. Elle n'est plus la fabrique automatique de la norme. Elle doit désormais affronter un adversaire total, la Chine, gérer un rival imprévisible, la Russie, courtiser un partenaire indispensable, l'Inde, et reconquérir un continent devenu l'objet de toutes les convoitises : l'Afrique.

L'Europe, elle, n'est plus le cœur stratégique de Washington. Elle est un chapitre, pas un projet. L'article qui lui est consacré dans ce dossier montre une réalité qu'elle peine à regarder en face : l'Amérique lui demande moins d'obéir que de se renforcer. Moins de suivre que de s'assumer. Face à la Chine et à la Russie, Washington ne peut plus porter le poids d'un continent qui a oublié le sens du risque et la valeur de la puissance. Ce constat, brutal mais lucide, sert de toile de fond à l'ensemble des repositionnements décrits dans les pages suivantes.

Mais c'est surtout la Chine qui domine ce dossier. Par son ambition, par sa méthode, par sa cohérence. Dans le document américain, Pékin apparaît non pas comme un rival parmi d'autres, mais comme le défi systémique, celui qui déplace la compétition vers les pays à faible et moyen revenu, celui qui restructure les chaînes industrielles, celui qui maîtrise les minéraux critiques, celui qui avance une vision du monde alternative.



Les États-Unis reconnaissent, presque avec amertume, avoir permis cette ascension en ouvrant trop largement leurs marchés, en croyant que la richesse engendrerait la convergence politique. Il n'en fut rien. L'article consacré à la Chine montre comment une idée — l'attention portée à tout, en même temps — a fait basculer la technologie mondiale, mais aussi comment une stratégie — exporter, prêter, construire, attacher — a redessiné la carte de la puissance.

La Russie, elle, occupe un statut plus trouble. Ni superpuissance, ni simple acteur régional, elle incarne la menace de l'imprévisible. Le document américain la décrit comme un acteur affaibli mais dangereux, capable de déstabiliser l'Europe, de redéfinir ses frontières, de s'allier sans conviction mais avec intérêt à Pékin. L'article qui lui est dédié restitue cette ambivalence : la Russie est trop forte pour être ignorée, trop faible pour être considérée comme un modèle, trop instable pour être laissée à elle-même. Elle est une ombre portée sur le continent européen, et un facteur de risque mondial.

Face à ces deux géants, l'Inde apparaît comme la pièce intermédiaire, celle qui pourrait empêcher le XXIe siècle de devenir un duel sino-américain. Washington le sait, Pékin aussi.

L'article de ce dossier consacré à New Delhi montre une puissance en ascension, prudente mais déterminée, courtisée pour son démantèlement lent du monopole chinois en Afrique, et pour sa capacité unique à proposer un partenariat doux, technologique et accepté. L'Inde devient, presque naturellement, le partenaire qui rassure, celui qui équilibre, celui qui refuse d'être une simple annexe de l'un ou l'autre bloc.

Mais c'est l'Afrique qui donne à ce dossier toute son importance. Non pas l'Afrique fantasmée des discours naïfs, mais l'Afrique réelle, stratégique, riche, disputée. Un continent où la Chine a déjà construit ses infrastructures, où la Russie vend la sécurité et influence les régimes, où l'Inde s'implante par la technologie et la diaspora, et où les États-Unis, enfin réveillés, cherchent à passer d'une logique d'aide à une logique d'investissement. Cet édito n'est pas le lieu des illusions : l'Afrique n'est pas convoitée pour sa beauté ou sa diversité, mais pour ses minéraux critiques, ses gisements énergétiques, ses marchés jeunes et dynamiques, et son poids géopolitique dans un monde multipolaire.

L'article comparatif qui clôt ce dossier montre avec une précision chirurgicale comment chacun des grands acteurs avance ses pions. La Chine construit, la Russie protège, l'Inde connecte, les États-Unis investissent. Aucun ne domine totalement, aucun ne repartira les mains vides. Et pour la première fois, l'Afrique n'est pas seulement objet de rivalité : elle devient sujet de choix. Elle peut arbitrer. Elle peut refuser. Elle peut accepter. Elle peut orienter.

Ce dossier raconte cela : un monde qui ne tourne plus autour d'un centre, mais autour de plusieurs. Une Afrique qui cesse d'être périphérique pour devenir nodale. Une Chine qui avance avec méthode. Une Russie qui résiste par instinct. Une Inde qui s'affirme. Des États-Unis qui se réinventent.
Bref, un XXIe siècle qui commence vraiment maintenant.



Rédigé par **Adnane Benchakroun**

AFRIQUE : LE NOUVEAU CHAMP DE BATAILLE MONDIAL ENTRE CHINE, RUSSIE, INDE ET ÉTATS-UNIS

Dossier spécial

Si un continent cristallise aujourd'hui les rivalités du XXIe siècle, c'est bien l'Afrique. Longtemps pensée comme périphérique dans les équations stratégiques des grandes puissances, elle est devenue en quelques années le pivot d'un affrontement silencieux mais décisif : celui des ressources critiques, des marchés émergents, de la sécurité énergétique, des alliances géopolitiques et de la technologie.

La Chine, la Russie, l'Inde et les États-Unis livrent une bataille à plusieurs couches : économiques, militaires, numériques, diplomatiques. Chaque acteur avance ses forces, ses récits, ses promesses. L'Afrique n'est plus un champ passif : elle est convoitée, courtisée, disputée.

Le document Stratégie de sécurité nationale américaine 2025 dévoile une vision explicite : Washington veut rattraper son retard et reprendre la main. Mais face à lui, Pékin, Moscou et New Delhi ont déjà avancé leurs pions.

Voici le panorama complet de cette lutte globale.

1. Chine : la puissance tentaculaire qui a pris de l'avance

Aucune puissance ne domine autant le continent africain aujourd'hui que la Chine. Pékin n'a pas seulement investi ; elle a construit, prêté, financé, connecté, numérisé, équipé. Dans le document américain, une donnée résume l'ampleur du phénomène : la Chine a recyclé près de 1 300 milliards de dollars d'excédents commerciaux en prêts et investissements auprès de ses partenaires du Sud global, dont une large partie en Afrique.

Cette stratégie repose sur quatre leviers majeurs :

a) L'infrastructure comme arme géopolitique

Routes, ports, barrages, chemins de fer, réseaux numériques : la Chine a enveloppé l'Afrique dans une architecture logistique et technologique qui dépend de ses entreprises.

Le Kenya, l'Éthiopie, le Nigeria ou la Guinée équatoriale sont devenus des vitrines du "modèle chinois", financé souvent à crédit, mais avec une efficacité opérationnelle redoutable.

b) Le contrôle des minéraux critiques

Cobalt en RDC, cuivre en Zambie, terres rares en Tanzanie, lithium au Zimbabwe : Pékin a sécurisé plus de la moitié de la chaîne de valeur mondiale de plusieurs métaux stratégiques.

Dans la stratégie américaine, la Chine apparaît comme l'acteur à contenir absolument dans ce domaine, car sans ces minéraux, aucune transition énergétique ou numérique occidentale n'est viable.

c) Une diplomatie de long terme

Pékin investit dans les élites, les infrastructures politiques, les universités, les ONG, les médias. C'est une diplomatie subtile, patiente, continue.

d) Une présence sécuritaire inavouée mais réelle

Bases logistiques (Djibouti), coopération militaire, ventes d'armes.

La Chine se positionne comme une alternative aux puissances occidentales, sans condition politique.

Verdict : La Chine a une longueur d'avance, structurée et difficile à défaire.



2. Russie : la puissance opportuniste et militarisée

La Russie, contrairement à la Chine, ne propose pas un modèle économique global. Elle propose la force. Son influence est avant tout sécuritaire, fondée sur :

les groupes de mercenaires (Wagner, Africa Corps),
les contrats militaires,
le soutien aux régimes isolés,
la lutte contre les insurrections locales.

Moscou se positionne comme un partenaire anti-occidental, protecteur, sans exigences démocratiques.

Le document américain n'insiste pas sur la Russie dans son volet africain, mais ses priorités sécuritaires montrent que Washington observe avec attention les zones où Moscou avance :
RDC, Mali, Centrafrique, Soudan.

Pourquoi la Russie progresse ?

Elle vend une sécurité "clef en main".
Elle soutient les régimes en difficulté.
Elle capitalise sur les frustrations anti-occidentales.
Elle propose un narratif puissant : la souveraineté contre l'Occident.
Pourquoi la Russie inquiète Washington ?

Parce qu'elle installe des régimes alliés, redéfinit les flux miniers et offre à Moscou :

de l'or,
du diamant,
du manganèse,
du charbon,
et de l'influence géopolitique.

Verdict : La Russie n'a pas l'argent de la Chine ni les technologies des USA, mais elle dispose d'un outil redoutable : la coercition rentable.

3. Inde : un partenaire discret mais stratégique

L'Inde avance en Afrique avec une méthode très différente : soft power, diaspora, éducation, technologie, commerce.
Si le document américain cite explicitement l'Inde, c'est pour souligner son rôle crucial dans les alliances visant à sécuriser « les minéraux critiques en Afrique ».

Cela révèle deux éléments essentiels :

a) L'Inde devient un contrepoids asiatique à la Chine
New Delhi n'a pas la capacité financière de Pékin, mais elle bénéficie d'une relation douce, moins intrusive, mieux acceptée.

b) L'Afrique est un partenaire économique naturel pour l'Inde
achats énergétiques,
coopération pharmaceutique,
infrastructures numériques,
formation universitaire,
projets technologiques.

L'Inde voit l'Afrique comme :

un relais de croissance,
un allié diplomatique,
un fournisseur de ressources,
un partenaire naturel dans le Sud global.

New Delhi investit dans la durée, avec un positionnement plus subtil que celui des États-Unis ou de la Chine.
Verdict : L'Inde n'est pas le premier acteur africain, mais elle est le plus légitime dans un rôle d'équilibriste.

4. États-Unis : le retour tardif mais déterminé

La Stratégie US 2025 marque un tournant majeur : Washington veut revenir en Afrique, mais avec une doctrine totalement révisée.
Finie l'aide humanitaire sans stratégie ; place à un paradigme économique, fondé sur le commerce, l'investissement, et la sécurisation des ressources.

Le document affirme que les États-Unis doivent passer d'une relation basée sur l'aide à une relation basée sur le commerce et l'investissement.

Les priorités américaines sont claires :

a) Les minéraux critiques
C'est l'enjeu numéro un.
Sans l'Afrique, la réindustrialisation américaine est impossible.
Les États-Unis veulent coaliser Europe + Japon + Inde pour concurrencer la Chine.

b) L'énergie
Le rapport insiste sur l'importance des investissements américains dans :
le nucléaire civil,
le GNL et le GPL,
les technologies énergétiques d'exportation.

c) Les partenariats politiques "fiables"
Washington veut travailler avec des États africains capables d'ouvrir leurs marchés aux entreprises américaines.

d) Les conflits régionaux
Les États-Unis veulent intervenir diplomatiquement dans des crises "stratégiques" — RDC/Rwanda, Soudan, Éthiopie — tout en évitant toute présence militaire prolongée.
Verdict : L'Amérique revient en Afrique avec une stratégie assumée : contenir la Chine, sécuriser les ressources, verrouiller l'énergie et réaffirmer son leadership.

L'Afrique, cœur du nouvel ordre mondial

Jamais dans l'histoire récente l'Afrique n'avait été autant courtisée.
Chine, Russie, Inde et États-Unis ne s'y affrontent pas frontalement ; ils se superposent, se neutralisent, se contournent.
Mais une constante domine : l'Afrique a cessé d'être un objet ; elle devient le sujet du siècle.

Ressources, diplomatie, sécurité, énergie, technologie : tout converge vers elle.
Et dans ce jeu mondial où quatre géants se disputent son avenir, l'Afrique détient désormais un pouvoir inédit : choisir.

La question n'est plus "qui gagnera l'Afrique ?"
La question devient : quelle Afrique choisira quel monde ?



Dossier spécial

L'AFRIQUE DANS LA DOCTRINE AMÉRICAINE 2025 : DU CONTINENT ASSISTÉ AU CONTINENT STRATÉGIQUE

Dans la nouvelle Stratégie de sécurité nationale de 2025, l'Afrique n'est plus un territoire périphérique, ni un espace humanitaire, ni un simple champ d'influence parmi d'autres. Le continent apparaît comme un territoire clé dans le grand jeu de puissance du XXIe siècle — un espace décisif pour les minéraux critiques, l'énergie, la stabilité politique et la compétition avec la Chine.

Washington entend y mener une politique profondément révisée : fin de l'ère de l'aide, place à une relation articulée autour du commerce, de l'investissement et des partenariats stratégiques. Une rupture assumée, formulée explicitement dans le texte : les États-Unis doivent « passer d'une relation avec l'Afrique axée sur l'aide à une relation axée sur le commerce et l'investissement ».

L'Afrique est donc intégrée dans un projet beaucoup plus large : reconstruire l'influence américaine dans le Sud global, affirmer la supériorité technologique et énergétique des États-Unis, sécuriser les ressources indispensables à la transition industrielle occidentale et réduire la dépendance mondiale vis-à-vis de la Chine.

1. La fin du paternalisme américain : un repositionnement idéologique

Ce qui frappe d'abord dans le rapport, c'est le ton. On y décèle une volonté de rompre avec une vision "caritative" des relations avec l'Afrique.

Le document appelle à « un paradigme d'investissement et de croissance capable d'exploiter les abondantes ressources naturelles et le potentiel économique latent de l'Afrique ».

Il s'agit moins d'un hommage au dynamisme africain que d'une reconnaissance pragmatique : le continent est désormais indispensable pour les industries américaines, pour la sécurité énergétique des alliés et pour la compétition technologique mondiale.

Le repositionnement tient en trois piliers :

remplacer l'aide par le commerce,
sécuriser l'accès aux minéraux critiques,
investir dans l'énergie et les infrastructures de nouvelle génération.

Cette vision assume ouvertement une logique d'intérêt mutuel mais prioritairement américaine. Elle transforme l'Afrique en plateforme stratégique, non plus en espace de solidarité.

2. Les minéraux critiques : l'Afrique comme théâtre central du duel sino-américain

Le passage le plus important du rapport est sans ambiguïté : l'Afrique est un pivot essentiel dans la bataille pour les minéraux critiques. Le document place ce dossier au cœur des alliances futures. Les États-Unis veulent rassembler leurs partenaires européens et asiatiques — « y compris l'Inde » — pour consolider leurs positions « en ce qui concerne les minéraux critiques, en Afrique ».



Ce simple passage résume la stratégie : l'Afrique est la clé de la souveraineté industrielle du bloc occidental.

Lithium, cobalt, nickel, terres rares, cuivre : ces ressources africaines conditionnent la fabrication des batteries, des véhicules électriques, des technologies numériques, des armes de nouvelle génération et des systèmes d'énergie renouvelable.

Or, le rapport constate que la Chine a pris une avance considérable : des milliards d'investissements, un contrôle massif des chaînes de valeur, un maillage diplomatique serré. Pour Washington, la reconquête de l'Afrique est indispensable pour endiguer l'expansion chinoise.

Le texte ne s'en cache pas. Les États-Unis veulent :

former des coalitions financières et technologiques,
offrir des alternatives aux investissements chinois,
sécuriser les approvisionnements en minéraux essentiels,
bâtir des partenariats de long terme avec les pays africains "compétents et fiables".

En clair : l'Afrique n'est plus un terrain secondaire, mais un front économique majeur.

3. L'énergie : nouveau front stratégique américain en Afrique

L'autre chapitre crucial du rapport concerne l'énergie. L'Afrique y est citée comme un espace propice aux investissements américains dans des secteurs hautement stratégiques :

nucléaire civil,
gaz naturel liquéfié (GNL),
gaz de pétrole liquéfié (GPL),
énergie pour l'exportation vers l'Europe et l'Asie,
infrastructures liées aux minéraux critiques.

Le document explique que ces technologies soutenues par les États-Unis peuvent « générer des profits pour les entreprises américaines » et contribuer à la compétition mondiale pour les ressources stratégiques.
Cette formulation est importante. L'objectif n'est pas seulement de favoriser le développement africain, mais :
de renforcer les industries américaines,
d'assurer l'indépendance énergétique occidentale,
et de limiter le poids géostratégique de la Russie et de la Chine sur le continent.

Pour Washington, l'Afrique devient une extension de la sécurité énergétique américaine.

4. Stabilisation et diplomatie : une approche sélective et pragmatique

Le rapport évoque aussi la nécessité d'engager l'Afrique dans une logique de stabilisation régionale. Mais la stratégie se veut très sélective, loin des interventions militaires du passé. Le texte parle de « négocier des accords pour régler les conflits en cours (RDC-Rwanda, Soudan) » et « prévenir de nouveaux conflits (Éthiopie–Érythrée–Somalie) ».
Cette liste de pays n'est pas neutre.
Elle correspond exactement aux zones où :
des ressources stratégiques sont présentes,
la Chine investit massivement,
ou des routes commerciales critiques passent.
La doctrine américaine s'articule autour d'un principe : stabiliser là où les intérêts américains sont engagés.

Washington précise également qu'il faut éviter « toute présence américaine à long terme ».
Un message clair : l'Amérique n'a plus l'intention de s'enliser militairement en Afrique comme au temps de la lutte contre le terrorisme.
Mais elle « doit rester vigilante » face à la résurgence de groupes terroristes islamistes.
La posture devient donc minimaliste : frapper ou intervenir ponctuellement, mais éviter toute implication durable.

5. Un tournant économique majeur : ouverture des marchés africains aux entreprises américaines

Le rapport indique que les États-Unis doivent privilégier les partenariats avec des États africains « compétents et fiables » qui acceptent « d'ouvrir leurs marchés aux biens et services américains ».
La condition posée est explicite : l'ouverture des marchés africains sera la clé des futurs partenariats.
La vision américaine repose sur l'idée que :
les entreprises américaines doivent être mieux positionnées,
la concurrence chinoise doit être contenue,
et les investissements américains doivent être sécurisés par des gouvernements alignés.



Cette approche s'inscrit dans un mouvement mondial plus large : les États-Unis veulent maintenant que leurs alliances reposent sur un « alignement stratégique », y compris économique. L'Afrique ne fait pas exception.

6. L'Afrique dans le "Sud global" : un espace à reconquérir
Le rapport reconnaît que la Chine domine largement l'Afrique et le Sud global.
Les États-Unis et leurs alliés n'ont « pas encore élaboré de plan commun » pour concurrencer Pékin dans ces régions stratégiques.

Cette admission souligne l'urgence : l'Afrique est devenue un terrain où l'Amérique accuse un retard qu'elle doit rattraper rapidement.

Le document met en avant un fait massif : La Chine a utilisé près de 1 300 milliards de dollars de ses excédents commerciaux pour offrir des prêts — donc de l'influence — à ses partenaires africains et asiatiques.

Washington veut désormais opposer à cette stratégie :
la puissance financière occidentale (7 000 milliards d'actifs européens, japonais, coréens),
la réforme des banques multilatérales de développement (1 500 milliards d'actifs),
la supériorité technologique américaine.

Le message est clair : l'Afrique est une bataille géoéconomique et géopolitique que l'Amérique refuse désormais de perdre.

L'Afrique, nouvel épicentre discret de la stratégie américaine

Dans cette Stratégie de sécurité nationale 2025, l'Afrique n'est pas un chapitre annexe. Elle est un champ d'action central pour reconstruire l'influence américaine, rééquilibrer le Sud global et sécuriser l'avenir industriel, énergétique et technologique du bloc occidental.

Washington y voit :

un réservoir de ressources critiques,
un marché en expansion,
un espace stratégique pour contenir la Chine,
une zone de stabilisation diplomatique,
une opportunité d'investissement massif,
un terrain où l'Amérique doit redevenir un acteur incontournable.

La rupture est profonde : l'Afrique n'est plus "aidée", elle est convoitée.

Et dans la compétition mondiale qui s'ouvre, Washington entend y revenir non comme un protecteur, mais comme un partenaire stratégique exigeant, décidé à reprendre l'initiative.




By Lodj
WEB TV
LODj
NOUS SOMMES
DEJA DEMAIN
@rolodimaroc - prekuloe.ma
THANK YOU
1.2 Million
Followers
LODJ24
100% digitale
100% Made in Morroco
WWW.LODJ.MA

L'INDE DANS LE VISEUR STRATÉGIQUE DE WASHINGTON : LE GRAND PARTENAIRE DU XXIe SIÈCLE

Dans la Stratégie de sécurité nationale américaine 2025, l'Inde n'apparaît pas comme un simple acteur régional, ni comme une puissance émergente parmi d'autres. Elle y figure comme un pivot stratégique dans la reconfiguration du monde post-globalisation. Sa présence, bien que concise dans le document, est placée au cœur d'une dynamique centrale : rassembler les démocraties asiatiques et européennes autour d'une architecture économique, technologique et géopolitique capable de contenir la Chine et de stabiliser les rapports de force en Asie.

L'Inde comme alliée économique : cap vers une coalition des marchés émergents

Washington ne tourne pas autour du pot : l'Inde doit être un pilier de la nouvelle coalition qui « ralliera les alliés et partenaires européens et asiatiques, y compris l'Inde » afin de consolider leurs positions communes dans le monde, notamment dans l'hémisphère occidental et en Afrique, en particulier sur les minéraux critiques.

Cette unique mention explicite suffit à comprendre l'essentiel :
l'Inde est une pièce maîtresse du système stratégique américain, à la fois pour son poids démographique, son économie en expansion, sa rivalité historique avec Pékin et sa capacité à s'ériger en champion d'un ordre multipolaire où la Chine ne serait plus l'unique alternative.

Dans le document, Washington propose que les États-Unis et leurs alliés créent des coalitions « exploitant leurs avantages comparatifs en matière de finance et de technologie » pour développer des marchés d'exportation avec des pays coopérants, dont l'Inde.
Autrement dit, l'Inde est intégrée dans une stratégie visant à :

Réduire l'influence chinoise dans les pays à faible et moyen revenus.
Encourager la montée en puissance de champions économiques capables de rivaliser avec Pékin.
Créer un réseau techno-financier mondial dont l'Inde serait un interlocuteur central.
L'Inde est l'un des rares pays capables de se projeter à la fois en Afrique, en Asie du Sud-Est et dans l'océan Indien. La vision de Washington s'appuie sur cette polyvalence : l'Inde peut devenir un vecteur de stabilité économique, mais surtout un contre-poids aux stratégies chinoises de surcapacités industrielles et d'endettement massif.

Le document souligne que les États-Unis offrent à leurs partenaires « une série d'incitations » : coopérations en haute technologie, achats de défense, accès aux marchés financiers. L'Inde est explicitement incluse dans cette offre stratégique.
Ce passage révèle une intention claire :
lier durablement l'Inde à l'écosystème technologique américain, afin d'éviter que Pékin ne devienne l'alternative dominante pour les pays émergents.

L'Inde devient ainsi :
un allié technologique,
un co-développeur potentiel d'innovations stratégiques,
un partenaire de sécurisation des chaînes d'approvisionnement,
un acteur essentiel dans la bataille pour la norme numérique globale.
Dans une compétition où la Chine cherche à imposer ses modèles technologiques, l'Inde apparaît comme l'un des rares géants capables de peser réellement.

Inde–États-Unis : une convergence géopolitique en Indo-Pacifique
Même si le rapport n'entre pas en détail sur l'armée indienne ou la doctrine indo-pacifique, il laisse transparaître l'idée que l'équilibre militaire dans cette région est impossible sans Delhi.
Lorsque Washington évoque la nécessité de maintenir « un équilibre militaire conventionnel favorable » en Asie pour dissuader tout conflit majeur — notamment autour de Taïwan — cela implique nécessairement un soutien des puissances régionales, dont l'Inde est la plus importante après le Japon.



Pourquoi l'Inde est-elle si cruciale ?
La rivalité frontalière sino-indienne fait d'elle un adversaire naturel de Pékin dans plusieurs régions d'Asie.
L'Inde contrôle une partie stratégique de l'océan Indien, par où transite une grande part du commerce chinois.
La marine indienne est l'une des rares capables de gêner un déploiement chinois dans l'ouest du Pacifique.
L'Inde cherche à moderniser ses forces et à diversifier ses fournisseurs d'armement, ce qui ouvre des opportunités pour Washington.

Même si le rapport ne le dit pas explicitement, la logique est limpide :
L'Inde est essentielle à la stratégie américaine de "containment" de la Chine, sans pour autant être un allié formel comme le Japon ou l'Australie.

Washington lui laisse un espace d'ambiguïté stratégique — ce que l'Inde apprécie — tout en la poussant vers une convergence progressive.
L'Inde dans la doctrine américaine des minéraux critiques : un partenariat africain
L'un des points les plus intéressants du rapport est rarement commenté :
les États-Unis veulent travailler avec leurs alliés pour sécuriser les minéraux critiques en Afrique, en incluant explicitement l'Inde.

Ce passage est fondamental.
L'Afrique est devenue un terrain d'affrontement économique entre la Chine et l'Occident. Pékin y détient déjà des positions quasi monopolistiques sur :
le cobalt,
le lithium,
le cuivre,
les terres rares,
les métaux stratégiques pour batteries et technologies vertes.
Washington propose ici une triple alliance : États-Unis – Europe – Inde.

Objectifs :
limiter l'emprise chinoise sur les mines africaines ;
sécuriser les chaînes d'approvisionnement occidentales ;
permettre aux industries américaines — et indiennes — de réduire leur dépendance au modèle chinois.

L'Inde, très active en Afrique depuis une décennie, est perçue comme un partenaire régional crédible, bénéficiant de relations historiques, de diaspora, et d'une image moins intrusive que celle des puissances occidentales.

L'Inde, maillon essentiel du futur système financier mondial
Le rapport met en avant l'idée que les États-Unis doivent aider les pays à faible revenu à développer leurs marchés financiers et à « lier plus étroitement leurs monnaies au dollar » pour maintenir le leadership du dollar.
Même si l'Inde n'est pas explicitement citée dans ce passage, son inclusion dans les coalitions économiques et technologiques suggère clairement qu'elle est envisagée comme un futur pilier d'une architecture financière où le dollar pourrait rester dominant face à la montée du yuan.
Delhi, qui cherche à internationaliser la roupie tout en limitant sa dépendance à la Chine, pourrait devenir un allié monétaire indirect de Washington.

Une relation asymétrique, mais mutuellement vitale_
L'analyse du rapport montre que les États-Unis voient l'Inde comme :
un contre-poids indispensable à la Chine ;
un acteur économique stratégique ;
un partenaire technologique de long terme ;
un allié potentiel dans la sécurisation des ressources ;
une puissance régionale stabilisatrice en Indo-Pacifique.

L'asymétrie reste forte :
Washington a besoin de l'Inde pour contenir Pékin ;
l'Inde a besoin de Washington pour accélérer sa montée en puissance.
Mais chacun veut préserver son autonomie stratégique.

L'Inde ne deviendra jamais un allié aligné comme le Japon.
Et Washington, dans ce rapport, semble l'accepter.

L'Inde, clé de voûte du monde post-Chine
La Stratégie de sécurité nationale américaine fait apparaître l'Inde comme une puissance pivot, essentielle à la recomposition de l'ordre mondial.

Elle est au croisement de toutes les lignes stratégiques américaines :
compétition économique,
bataille technologique,
sécurité de l'Indo-Pacifique,
contre-poids démographique et civilisationnel à la Chine,
coopération africaine sur les ressources critiques.

Si Washington veut rééquilibrer le monde face à l'ascension chinoise, l'Inde n'est pas seulement un partenaire nécessaire : elle est le partenaire sans lequel rien n'est possible.



Dossier spécial

LA RUSSIE SELON WASHINGTON : UN RIVAL À CONTENIR, MAIS AUSSI UN VOISIN À RÉINTÉGRER DANS UN ORDRE STABLE

Dans la Stratégie de sécurité nationale publiée par l'administration Trump en 2025, la Russie occupe une place singulière. Moins omniprésente que la Chine, moins stratégique que l'hémisphère occidental, mais plus dangereuse que n'importe quel autre acteur militaire, Moscou apparaît comme un adversaire historique, certes affaibli, mais toujours capable de bouleverser l'équilibre mondial.



Une Russie affaiblie mais dangereuse : l'héritage du post-soviétisme

La lecture américaine du Kremlin, dans ce document, est à la fois réaliste, inquiète et parfois surprenamment nuancée. Elle reflète une conviction simple : la Russie n'est pas le principal défi systémique du siècle — cet honneur revient à la Chine — mais elle reste la menace géopolitique la plus explosive, celle qui peut déclencher un conflit majeur en Europe ou perturber durablement les intérêts occidentaux.

Le rapport dresse un diagnostic sans complaisance : la Russie, après trente ans de transitions ratées, a vu son économie s'éroder, sa démographie s'effondrer et son appareil productif se contracter. Un État « affaibli », mais doté d'un arsenal nucléaire gigantesque, d'un secteur militaire encore performant, et surtout, d'une volonté politique souvent imprévisible.

Washington considère que la faiblesse structurelle de la Russie n'est pas une garantie de stabilité. Au contraire : un pouvoir fragilisé peut être plus agressif, plus tenté par la projection militaire ou l'escalade tactique, notamment dans son « étranger proche ».

Le rapport rappelle que Moscou continue de percevoir le monde selon une grille de lecture post-impériale :

obsession pour les zones tampons,

méfiance absolue envers l'expansion de l'OTAN,

volonté de maintenir son statut de grande puissance malgré une économie trop petite pour soutenir ses ambitions.

La Russie est donc dépeinte comme une puissance révisionniste, pas par idéologie, mais par instinct de survie.

L'Europe face à la Russie : une relation mal gérée selon Washington

Le document est sévère envers les Européens. Washington estime que l'Union européenne n'a jamais réussi à définir une stratégie cohérente vis-à-vis de Moscou. Tantôt naïve, tantôt excessive, l'approche européenne serait le résultat d'une faiblesse interne, d'un manque de confiance et d'une dépendance historique au parapluie américain.

Le rapport insiste :

l'Europe n'a pas su « s'affirmer » face à la Russie,

elle a laissé ses divisions internes affaiblir sa crédibilité,

elle n'a pas su moderniser ses armées,

elle a laissé sa dépendance énergétique devenir un levier politique pour Moscou.

Washington juge donc que l'Europe doit « se ressaisir », non pour affronter la Russie frontalement, mais pour cesser d'en être la variable d'ajustement.

La vision américaine se veut ici plus exigeante que belliqueuse : les États-Unis demandent une Europe mature, stratégiquement autonome, capable de résister à la pression russe sans dépendre systématiquement de Washington.

Mais un paradoxe demeure : l'Amérique veut une Europe plus forte… dans un cadre transatlantique qu'elle continue de piloter.

La Russie et le spectre d'un conflit majeur en Europe

Le rapport identifie la Russie comme l'unique acteur capable de déclencher une guerre de haute intensité sur le continent européen. Cette capacité repose sur trois atouts :

Un arsenal nucléaire massif, le plus important du monde.

Une armée encore redoutable, malgré les sanctions et les pertes.

Une géographie stratégique, qui lui donne une profondeur territoriale incomparable.

Washington ne cache pas son inquiétude. Le document reconnaît que l'OTAN doit être prête à contenir tout scénario d'escalade, y compris celui d'un conflit hybride prolongé. Mais il ne s'agit pas d'annoncer une confrontation inévitable.

Au contraire : la stratégie américaine vise surtout à éviter l'escalade, à travers une dissuasion robuste, combinée à un dialogue minimal mais constant.

Le texte affirme en effet qu'un conflit avec la Russie serait catastrophique non seulement pour l'Europe, mais pour l'ordre mondial tout entier.

Autrement dit, la Russie est jugée trop dangereuse pour être ignorée, mais trop faible pour être traitée comme une superpuissance.

La Russie, puissance perturbatrice plutôt que puissance dominante

Ce qui ressort du rapport, c'est que la Russie n'est plus considérée comme un acteur global capable de remodeler l'économie mondiale ou de rivaliser technologiquement avec les États-Unis. Ce rôle est désormais attribué à la Chine.

Moscou est plutôt vue comme une puissance perturbatrice, capable de :
déstabiliser son voisinage,
influencer l'opinion publique occidentale,
mener des opérations hybrides,
manipuler les flux énergétiques,
soutenir des régimes hostiles à l'Occident,
recourir au mercenariat (Wagner et autres structures).
Washington considère que la Russie utilise ses forces résiduelles — diplomatie, énergie, armée, renseignement — pour compenser ses faiblesses économiques.

L'objectif du Kremlin n'est pas de dominer le monde, mais d'empêcher les autres de le faire sans lui.
Cette posture, dans l'analyse américaine, fait de la Russie un acteur imprévisible, constamment en quête d'opportunités, prêt à exploiter les crises globales comme des leviers de puissance relative.

Une stratégie américaine à deux niveaux : contenir et stabiliser
La vision américaine de la Russie n'est pas uniquement punitive. Elle repose sur une double mécanique :

1. Contenir la Russie militairement
Washington exige que les Européens portent leurs budgets de défense à un niveau inédit — 5 % du PIB — afin de rendre l'OTAN dissuasive, crédible et autonome.
L'objectif est clair : empêcher la Russie de tester la frontière orientale de l'alliance.

2. Maintenir une stabilité minimale
Contrairement à la Chine, que Washington veut concurrencer dans tous les domaines, la Russie doit être prévisible. L'Amérique ne cherche pas à provoquer une chute du régime ni à encourager une déstabilisation interne majeure, car un chaos russe serait pire que Poutine lui-même.



Le rapport affirme donc que les États-Unis doivent :

maintenir une ligne de communication ouverte,
éviter les provocations inutiles,
encourager l'Europe à être ferme mais pas belliqueuse,
limiter la militarisation excessive des frontières,
se préparer à négocier des accords de long terme.

Cette approche témoigne d'un réalisme assumé : la Russie ne disparaîtra pas, ne deviendra pas une démocratie libérale, et ne cessera pas d'exister comme puissance militaire. Il faut donc composer avec elle.

La Russie face à la Chine : un partenaire fragile et opportuniste
Le rapport ne considère pas la Russie isolément. Moscou est analysée dans son rapport à Pékin. Washington voit dans l'axe sino-russe une alliance de circonstance, asymétrique, dans laquelle la Chine utilise la Russie comme :

un fournisseur d'énergie,
un partenaire militaire dérangeant pour l'Occident,
un espace stratégique utile mais non essentiel.

Les États-Unis estiment que la Chine ne voit pas la Russie comme un allié égal, mais comme un satellite stratégique.

Cette lecture a un objectif : renforcer l'idée que la Russie pourrait un jour être « récupérée » dans un dispositif de stabilité si elle cesse de s'aligner sur Pékin.
Un scénario improbable aujourd'hui, mais que Washington préfère garder ouvert.

Le futur de la relation américano-russe : entre confrontation et gestion du risque
Le rapport dessine un avenir fait de tensions durables, mais pas de guerre imminente.
La Russie restera un défi militaire, un casse-tête diplomatique, un acteur toxique dans l'espace informationnel. Mais elle n'est plus perçue comme une superpuissance structurelle.
Le Kremlin continuera de défendre ses zones d'influence traditionnelles.
L'OTAN continuera de renforcer son flanc Est.
Et Washington continuera d'exiger que l'Europe prenne enfin sa part de responsabilité.

La Russie est donc placée dans une catégorie propre :
trop forte pour être ignorée, trop faible pour être respectée comme une superpuissance, trop instable pour être laissée à elle-même.

La Russie, défi de l'imprévisible
Au fond, la vision américaine de la Russie est marquée par une idée dominante :
le danger ne vient pas de sa force, mais de sa faiblesse.

La Chine est une puissance ascendante.
La Russie est une puissance réactive.

Et dans ce rapport, Washington indique clairement que la gestion de Moscou reposera sur l'art du compromis, du rapport de force mesuré, et d'une vigilance permanente.

La Russie, dans l'esprit américain, n'est pas un ennemi civilisationnel.
Elle n'est pas non plus un partenaire.
Elle est une variable de risque : une force capable de briser l'ordre européen, mais aussi de participer à un équilibre futur si ses ambitions deviennent moins agressives.

C'est ce réalisme, froid et dépouillé, qui structure toute l'analyse.

La Russie n'est plus un empire.
Elle n'est plus une superpuissance.
Elle est un défi à gérer — et surtout, un risque à empêcher de devenir un désastre.



LODJ

WWW.PRESSPLUS.MA









LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

SCAN ME

PRESSPLUS EST LE KIOSQUE %100 DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA

MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS...

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÉME VOTRE PC

DANS LA TÊTE DE WASHINGTON : LA CHINE, ADVERSAIRE TOTAL DU XXIe SIÈCLE

Dossier spécial

La nouvelle Stratégie de sécurité nationale américaine, publiée par l'administration Trump en 2025, livre une lecture implacable de la Chine. Jamais un document officiel américain n'avait exposé avec autant de clarté une vision aussi structurée — et aussi offensive — envers Pékin. On y comprend que, pour Washington, la Chine n'est pas seulement un concurrent économique, une puissance émergente ou un rival géopolitique. Elle est le défi systémique majeur du XXIe siècle : une force qui, si elle n'est pas contenue, redessinera l'ordre mondial au détriment des États-Unis.

Le récit fondateur : l'erreur stratégique américaine des trente dernières années

Dans ce rapport, la Chine devient ainsi un prisme, un catalyseur et un ennemi stratégique autour duquel se recompose toute la politique américaine : diplomatie, industrie, commerce, alliances militaires, technologies, énergie, financement international. Rien n'échappe à l'ombre portée de Pékin.

Le texte commence par un mea culpa collectif. Washington admet avoir commis une erreur historique pendant trois décennies : croire que la Chine, en s'enrichissant et en s'intégrant dans l'économie mondiale, deviendrait naturellement une puissance compatible avec « l'ordre international fondé sur des règles ». Non seulement cela ne s'est pas produit, mais la Chine a utilisé cette ouverture pour devenir « riche et puissante » et renforcer un système profondément inégalitaire dans ses relations commerciales.

Le document insiste : si la Chine a prospéré, c'est parce que les élites américaines — républicaines et démocrates confondues — ont « facilité volontairement la stratégie chinoise » ou refusé de voir la réalité telle qu'elle était

En d'autres termes, la montée en puissance chinoise n'est pas une fatalité : elle est un produit de l'aveuglement américain. Cette franchise, presque brutale, sert de base à une nouvelle doctrine : ne plus jamais sous-estimer Pékin.

La Chine, architecte d'un empire industriel mondial

Le rapport décrit minutieusement comment la Chine a déplacé la compétition du terrain traditionnel — les relations bilatérales — vers un champ beaucoup plus difficile à contrôler : les pays à faible et moyen revenus, futurs moteurs de la croissance mondiale. C'est là que Pékin construit son influence, en exportant massivement, en développant des usines à bas coûts, et en contrôlant des chaînes d'approvisionnement clés.

Quelques chiffres issus du rapport suffisent à comprendre l'inquiétude de Washington :

Les exportations chinoises vers les pays pauvres ont doublé entre 2020 et 2024.

Elles sont aujourd'hui quatre fois supérieures à celles vers les États-Unis.

Pékin utilise ces pays comme relais pour contourner les droits de douane américains, notamment via le Mexique

La Chine ne joue plus le jeu du commerce international : elle fabrique un système parallèle. Un réseau mondial qui lui permet d'être indispensable, et donc incontournable. Ce modèle, selon Washington, constitue la vraie menace : un pouvoir qui n'a pas besoin de dominer militairement pour dominer économiquement.

L'économie comme champ de bataille principal

Pour les États-Unis, l'arène centrale du conflit avec la Chine n'est pas militaire : elle est économique. L'objectif américain est clair : rééquilibrer les relations commerciales, réduire les déficits, arrêter les pratiques jugées prédatrices, et restaurer l'indépendance industrielle nationale.

Le rapport identifie plusieurs angles d'attaque :

1. Mettre fin aux pratiques prédatrices

La Chine est accusée d'utiliser :

des subventions massives,

des stratégies industrielles dirigées par l'État,

des barrières non tarifaires,

du dumping,

le vol de propriété intellectuelle,

l'espionnage industriel.



Selon Washington, ces méthodes faussent la concurrence mondiale et justifient une contre-offensive américaine systématique

2. Sécuriser les matériaux et minéraux critiques
Les États-Unis reconnaissent leur dépendance dangereuse aux terres rares et composants contrôlés par la Chine. Pékin est désormais un fournisseur incontournable pour l'économie verte, les batteries, les semi-conducteurs, les aimants, et une multitude d'applications militaires.

Pour Washington, il s'agit donc de :
diversifier les sources,
rapatrier la production,
développer des alternatives avec les alliés,
et empêcher la Chine de verrouiller davantage le marché.

3. Réindustrialiser l'Amérique
Le rapport en fait un dogme : « L'avenir appartient aux fabricants ». Cette phrase n'est pas anodine. Elle résume la conviction américaine que la compétition avec la Chine ne sera gagnée que si les États-Unis reconstruisent un appareil productif national, capable de rivaliser en coûts et en innovation.
Les droits de douane ne sont plus une mesure protectionniste : ce sont des armes stratégiques, autant que les missiles hypersoniques.

Le défi technologique : maintenir l'avance avant le basculement
L'un des passages les plus importants du document concerne les technologies de pointe. Washington craint une bascule historique : si la Chine conquiert certains secteurs — intelligence artificielle, informatique quantique, drones autonomes, espace, micro-électronique — elle pourrait reconfigurer l'équilibre militaire mondial.

Pour éviter cela, la stratégie américaine est triple :
Investir massivement dans la R&D, notamment dans les domaines où les États-Unis disposent encore d'un avantage comparatif.
Restreindre l'accès de la Chine aux technologies sensibles, par des contrôles d'exportation renforcés et des alliances technologiques fermées.
Créer un écosystème technologique occidental (USA-Europe-Asie démocratique) capable de concurrencer l'efficacité du modèle chinois.

L'innovation devient ici un outil géopolitique.
Pour Washington, la Chine ne cherche pas seulement à rattraper les États-Unis : elle veut définir les standards du monde numérique de demain. Et cela, selon le rapport, est inacceptable.
La diplomatie économique américaine : contrer la Chine dans le "Sud global"
L'un des passages les plus révélateurs du virage stratégique américain vient de cette phrase du rapport : « Les États-Unis et leurs alliés n'ont pas encore élaboré de plan commun pour ce qu'on appelle le Sud global. »

Autrement dit : Pékin y avance à grande vitesse, et Washington doit se réveiller.

La stratégie américaine propose :
une mobilisation financière occidentale,
des réformes des banques multilatérales de développement,
des offres attractives en matière de technologie,
des investissements en infrastructures via les entreprises américaines,
un alignement étroit avec l'Europe, le Japon, la Corée, l'Australie et l'Inde.

La Chine prêterait « 1 300 milliards de dollars » à ses partenaires commerciaux. Les États-Unis veulent maintenant proposer une alternative crédible : plus transparente, plus fiable, plus libérale — mais tout aussi puissante.



La question militaire : dissuader sans provoquer
Contrairement aux clichés, le rapport ne parle pas de guerre avec la Chine comme d'une fatalité. Il reconnaît que la véritable manière de prévenir un conflit est de maintenir un équilibre militaire favorable dans la région indo-pacifique.

La priorité absolue est Taïwan. Ce n'est pas seulement un symbole démocratique : c'est l'un des centres mondiaux de la production de semi-conducteurs. Un basculement de Taïwan sous contrôle chinois bouleverserait l'économie mondiale, au-delà même des considérations militaires.

Les États-Unis s'engagent donc à :
renforcer leur présence navale,
convaincre le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et Taïwan d'augmenter drastiquement leurs budgets militaires,
multiplier les accès aux ports et bases dans la première chaîne d'îles,
maintenir la doctrine du statu quo dans le détroit.

La Chine, dans cette vision, n'est pas seulement un rival économique : elle est la variable militaire critique, celle qui pourrait redéfinir la géopolitique de l'océan Pacifique pour un siècle.



Une compétition totale, mais pas une guerre froide
Le document ne parle jamais explicitement de « nouvelle guerre froide ». Il préfère un terme plus ambigu, mais plus réaliste : compétition. Une compétition globale, multiforme, où chaque domaine est un champ de bataille :

commerce
innovation
migration
influence culturelle
énergie
finance
normes technologiques
diplomatie régionale
militarisation stratégique

Cette compétition n'est pas idéologique — ou pas seulement. Elle est structurelle, presque mécanique : deux puissances continentales qui, par leur taille et leurs ambitions, ne peuvent coexister sans tension.

Mais Washington ne cherche pas l'affrontement militaire direct. Il cherche l'avantage durable : empêcher la Chine de devenir puissance dominante, tout en préservant l'ordre international façonné par les États-Unis depuis 1945.

Conclusion : une Chine omniprésente, un défi existentiel
Ce rapport ne laisse aucun doute : pour l'Amérique, la Chine est le rival principal, l'adversaire total, le test historique qui déterminera si les États-Unis resteront la première puissance mondiale.

Ce texte marque un changement profond : il ne s'agit plus de gérer la montée de Pékin, mais de la contenir activement.
Industrie contre industrie.
Idéologie contre idéologie.
Technologie contre technologie.
Influence contre influence.
Océan contre océan.

La Chine est partout dans le document : dans les usines du Mexique, dans les mines d'Afrique, dans les ports du Pacifique, dans les fibres optiques du Sud global, dans les semi-conducteurs de Taïwan, dans les matériaux critiques, dans l'intelligence artificielle, dans la finance mondialisée.

Pour Washington, une seule conclusion s'impose : le XXIe siècle sera décidé par la manière dont l'Amérique répondra au défi chinois.

Et ce rapport en est le premier acte officiel.

By Lodj



By Lodj

L'ACTUALITÉ NE S'ARRÊTE JAMAIS.

Pour ne rien manquer, branchez-vous sur YouTube, Kick et Twitch.
L'information se vit en direct. Et vous y avez votre place.

www.lodj.ma

Dossier spécial

LA VISION DES ÉTATS-UNIS POUR L'EUROPE : RESTAURER UNE CIVILISATION EN PÉRIL

La nouvelle Stratégie de sécurité nationale américaine, publiée par l'administration Trump en 2025, offre une lecture sans précédent de ce que Washington attend du Vieux Continent. L'Europe n'y est pas perçue comme un simple allié stratégique ou une zone de stabilité. Elle apparaît plutôt comme un chantier civilisationnel, un espace fragilisé que l'Amérique estime devoir remettre sur les rails d'une identité perdue. Le document adopte un ton ferme, parfois paternaliste, toujours imprégné de l'idée que l'Europe s'est égarée et qu'elle n'est plus en mesure de porter seule le poids de son histoire. Il affirme sans détour que le continent est engagé sur une pente dangereuse, caractérisée par un déclin économique, démographique et culturel.

Un diagnostic sévère : l'Europe en perte de vitesse

Cette vision, qu'on peut juger radicale ou lucide selon les sensibilités, trace désormais les contours d'une relation transatlantique profondément remodelée : les États-Unis se pensent comme le tuteur stratégique d'une Europe fragilisée, qu'il faudrait réorienter, responsabiliser et parfois secouer.

Le document commence par dresser un constat brut : l'Europe continentale aurait perdu l'essentiel de sa vitalité au cours des trente dernières années. Elle représentait 25 % du PIB mondial en 1990 ; elle n'en pèse plus que 14 % aujourd'hui

L'affaissement n'est pas seulement économique : il touche également la démographie, la confiance culturelle, la cohésion sociale et la capacité de projection stratégique.

Le texte attaque frontalement les institutions européennes, accusées de « saper la créativité et l'esprit d'initiative » en imposant un cadre réglementaire tentaculaire et paralysant. Washington semble voir dans la bureaucratie bruxelloise non pas une puissance ordonnatrice — comme l'Europe aime se décrire — mais une force d'inhibition, un poids mort qui empêcherait les économies européennes d'innover, d'investir, de se défendre.

Sur le plan sociopolitique, l'analyse est encore plus dure. Le document évoque un « effacement civilisationnel » : une Europe qui aurait perdu le contrôle de son identité, qui se débattrait dans une crise migratoire mal gérée, où la liberté d'expression serait menacée par une censure politique, et où les systèmes démocratiques seraient instrumentalisés par des élites déconnectées. À ce titre, le passage soulignant la « répression de l'opposition politique » ou l'« effondrement des taux de natalité » montre que, pour Washington, la crise européenne est plus profonde qu'un simple problème administratif

La tonalité est alarmiste : si rien ne change, l'Europe pourrait devenir « méconnaissable » d'ici vingt ans. Pour les stratèges américains, une Europe affaiblie n'est pas seulement un problème interne au continent. C'est une menace pour la stabilité globale et pour la capacité des États-Unis à compter sur un partenaire historique solide.

Une Europe à remobiliser : l'Amérique en mentor bienveillant (et intéressé)

Face à ce diagnostic sévère, la vision américaine se structure autour d'un impératif : aider l'Europe à redevenir européenne. La formule peut sembler paradoxale, mais elle révèle la ligne idéologique centrale du document. Washington ne cherche pas à transformer le continent à son image. Au contraire, les États-Unis veulent ramener l'Europe à une version d'elle-même qu'ils jugent authentique, forte, souveraine, confiante.

Ce qui est frappant, c'est que la stratégie américaine pour l'Europe n'est pas strictement militaire ou économique. Elle est civilisationnelle. Elle vise à remettre l'Europe en harmonie avec ce que les États-Unis considèrent comme l'essence de l'Occident : une combinaison de souveraineté nationale, d'identité culturelle assumée et de dynamisme technologique.

Pour cela, le document avance trois axes majeurs :

1. Rétablir une Europe sûre d'elle-même

La vision américaine repose sur l'idée que l'Europe doit abandonner son « obsession pour la réglementation étouffante » et retrouver un esprit de liberté économique et culturelle. Washington prône une Europe qui célèbre son héritage, qui protège ses frontières, qui assume sa civilisation et qui cesse de se déprécier.



Dans cette perspective, les États-Unis se présentent comme un partenaire qui encourage — parfois fermement — le continent à sortir de sa torpeur. Ils se défendent de toute ingérence, mais adoptent une posture de gardien stratégique : la vitalité de l'Europe n'est pas seulement son affaire, elle concerne l'équilibre global.

2. Restaurer la puissance militaire européenne

Le reproche le plus répété concerne la défense : les Européens dépendent trop des États-Unis. Washington rappelle qu'elle ne peut plus « porter l'ordre mondial comme Atlas » et exige un effort massif des pays de l'OTAN. L'objectif est désormais clair : 5 % du PIB consacrés à la défense, un chiffre astronomique pour la plupart des capitales européennes

Il ne s'agit pas seulement de soulager Washington, mais de prévenir l'émergence d'un vide stratégique dont la Russie — ou d'autres puissances — pourraient profiter.

3. Réaffirmer la souveraineté nationale face aux organisations transnationales

Le texte insiste sur un point fondamental : pour les États-Unis, la souveraineté appartient aux nations, pas aux institutions supranationales. Washington s'oppose donc fermement à ce qu'il perçoit comme des ingérences de Bruxelles dans la liberté politique des États membres. Cette posture s'inscrit dans une rupture nette avec la philosophie européenne de l'intégration.

Ce que prône l'Amérique, c'est une Europe des nations. Une Europe où Paris, Berlin, Rome, Varsovie et Madrid reprennent le pouvoir politique, où les structures transnationales cessent d'imposer des normes qui effaceraient les identités nationales.

L'Europe comme maillon indispensable de l'équilibre mondial

Pour Washington, l'Europe n'est pas qu'un partenaire : elle est un pilier de l'architecture stratégique américaine. Le document souligne que sans une Europe forte, libre et confiante, l'Occident dans son ensemble serait affaibli. Cela dépasse la simple relation transatlantique. L'Europe est, dans la pensée américaine, un bastion civilisationnel, une barrière culturelle face aux régimes autoritaires, mais aussi une zone tampon entre l'Amérique et les turbulences géopolitiques asiatiques et africaines.

1. La Russie : un voisin qu'il faut comprendre, pas seulement contenir

Le texte critique implicitement la manière dont l'Europe gère sa relation avec Moscou. Il estime que le continent souffre d'un manque de confiance en lui-même, ce qui déforme ses rapports avec la Russie. Paradoxalement, le document n'adopte pas une posture belliciste. Il suggère que l'Europe doit trouver un équilibre réaliste, ni naïf ni hystérique, dans son approche de Moscou.

Washington semble vouloir une Europe capable de discuter avec la Russie sans céder, mais aussi sans s'abriter systématiquement derrière le parapluie américain.

2. Le risque d'effacement identitaire

L'Amérique s'inquiète d'une Europe en proie à des politiques migratoires mal calibrées, qui menaceraient sa cohésion. Cette inquiétude est formulée sans détour : la transformation démographique du continent est vue comme une menace stratégique. Ce positionnement assumé, très idéologique, fait partie du récit global du document : une civilisation qui ne protège pas ses frontières décline.

3. L'innovation et la souveraineté technologique

Enfin, l'Europe est invitée à se réarmer technologiquement. Washington insiste sur la nécessité d'éviter que le continent ne devienne dépendant de technologies chinoises ou d'autres puissances extérieures. Les États-Unis proposent — subtilement — une solution : renforcer l'alliance technologique transatlantique. En clair : acheter américain.

Un partenariat rééquilibré… mais asymétrique

Ce qui se dessine à travers cette vision, c'est un nouveau contrat transatlantique. Les États-Unis ne veulent plus être l'unique garant de la sécurité européenne, l'unique moteur de l'innovation occidentale, l'unique colonne vertébrale de l'OTAN. Washington demande donc aux Européens de devenir adultes, stratégiquement et politiquement.

Mais ce rééquilibrage reste asymétrique. L'Amérique fixe les objectifs, définit les priorités, et se réserve le rôle d'arbitre ultime de la famille occidentale. L'Europe est invitée à redevenir forte, mais selon un cadre conceptuel largement façonné à Washington.

En un sens, les États-Unis veulent une Europe plus puissante, mais pas trop autonome. Une Europe plus nationale, mais toujours alignée. Une Europe plus souveraine, mais dans un système dont l'Amérique reste l'architecte.

La grande question : l'Europe acceptera-t-elle ce rôle ?

Ce texte américain soulève une interrogation profonde : l'Europe veut-elle être sauvée selon le modèle américain ? Ou bien aspire-t-elle à tracer sa propre voie, quitte à diverger avec Washington ?

Au fond, la vision américaine part d'une intention déclarée : protéger la civilisation occidentale. Mais elle repose sur un postulat implicite : l'Europe n'est plus capable de se protéger seule.

C'est peut-être cela, plus que le reste, qui devrait interpeller les dirigeants européens : cette stratégie n'est pas seulement une feuille de route américaine, c'est un miroir. Un miroir tendu à un continent qui doute de lui-même.

La réponse — si l'Europe choisit d'en formuler une — pourrait bien redéfinir l'avenir du monde occidental tout entier.



L'AMÉRIQUE DE 2025 : QUAND LA SÉCURITÉ NATIONALE DEVIENT UN RÉCIT IMPÉRIAL

La nouvelle Stratégie de sécurité nationale américaine, publiée sous la plume de l'administration Trump et traduite dans le document que nous avons sous les yeux, mérite d'être lue non comme un simple texte diplomatique, mais comme un véritable manifeste politique. On y trouve une vision du monde largement unifiée autour d'une idée matricielle : l'Amérique ne doit pas seulement être protégée, elle doit être restaurée dans sa centralité, replacée au cœur des équilibres planétaires, quitte à redéfinir brutalement ces équilibres. Le ton, dès l'introduction, est sans ambiguïté. Trump raconte avoir « sauvé la nation et le monde entier » de l'abîme en huit mois, comme si l'histoire contemporaine n'était qu'un décor un peu flou autour de sa propre action



Le retour frontal de la doctrine Monroe

Ce registre hyperbolique, presque messianique, n'est pas un simple effet rhétorique. Il structure toute la logique du texte : le monde est dangereux, fragilisé, mal géré ; l'Amérique seule peut en rétablir l'axe, à condition de se recentrer sur un principe cardinal, répété comme un mantra : America First.

Le document renverse ainsi, point par point, trois décennies de doctrine libérale-internationale héritée de l'après-guerre froide. Fini le multilatéralisme élargi, les institutions internationales vues comme des partenaires, l'idée que la globalisation est un vecteur de stabilité. Place à un réalisme musclé où chacun doit « payer sa part », où l'alliance n'est jamais inconditionnelle, et où les États-Unis n'ont plus vocation à être une puissance « bienveillante », mais une puissance transactionnelle. Rien n'est gratuit. Rien n'est universel. Tout est marchandise, rapport de force ou investissement stratégique.

Un monde redessiné autour de la souveraineté américaine

Le texte identifie d'abord ce que les États-Unis doivent vouloir : une souveraineté absolue, un contrôle total des frontières, une économie réindustrialisée, une énergie abondante et nationalisée, une armée « la plus létale au monde » et une restauration culturelle fondée sur les « héros de la nation »

C'est une vision quasi jacobine du patriotisme : l'État fédéral n'est plus seulement garant de la sécurité, il devient le gardien moral d'une identité collective en péril.

Les auteurs accusent sans détour les élites américaines des trente dernières années d'avoir sapé la classe moyenne en misant sur le libre-échange, d'avoir laissé filer la production industrielle vers la Chine, et d'avoir accepté que les alliés européens « vivent sous perfusion stratégique américaine ». L'Europe est d'ailleurs l'un des grands personnages du texte : pas une menace, mais un continent « fatigué », affaibli, englué dans la bureaucratie et l'idéologie, incapable de protéger sa civilisation et son identité culturelle. Le document prévient que si la tendance se poursuit, l'Europe pourrait devenir « méconnaissable » en vingt ans

La diplomatie américaine se fixe donc une mission quasi pédagogique : aider l'Europe à redevenir européenne, c'est-à-dire plus souveraine, moins normative, plus militarisée, plus alignée sur le pragmatisme américain. C'est un paradoxe délicieux : pour défendre la souveraineté européenne… Washington veut intervenir davantage dans la définition de cette souveraineté.

Le retour frontal de la doctrine Monroe

Le passage sur l'hémisphère occidental est l'un des plus éclairants. Le texte assume purement et simplement un « corollaire Trump » à la doctrine Monroe : l'Amérique latine est une zone d'influence naturelle des États-Unis, et toute ingérence « extra-hémisphérique » – comprendre chinoise ou russe – doit être contrée, fût-ce par des mesures coercitives, voire militaires

Le vocabulaire employé renvoie aux années 1950 : « recruter », « s'étendre », « réajuster la présence militaire », « sécuriser la frontière », « vaincre les cartels », « utiliser la force létale si nécessaire ». On y sent l'inquiétude d'une Amérique paniquée par la porosité de sa frontière sud, hantée par la mobilité des flux migratoires, déterminée à transformer le Mexique et l'Amérique centrale en zones tampons stabilisées, mais sur un modèle qui sert d'abord les intérêts de Washington.

L'hémisphère occidental, dans la vision trumpienne, doit redevenir un espace d'ordre hiérarchique, énergétiquement connecté aux États-Unis, technologiquement dépendant des entreprises américaines, et politiquement aligné sur les priorités stratégiques de Washington. L'idée n'est pas neuve. Ce qui l'est, en revanche, c'est l'affirmation décomplexée de cette hiérarchie.

Au contraire : la stratégie américaine vise surtout à éviter l'escalade, à travers une dissuasion robuste, combinée à un dialogue minimal mais constant.

Le texte affirme en effet qu'un conflit avec la Russie serait catastrophique non seulement pour l'Europe, mais pour l'ordre mondial tout entier.

Autrement dit, la Russie est jugée trop dangereuse pour être ignorée, mais trop faible pour être traitée comme une superpuissance.

La Russie, puissance perturbatrice plutôt que puissance dominante

Ce qui ressort du rapport, c'est que la Russie n'est plus considérée comme un acteur global capable de remodeler l'économie mondiale ou de rivaliser technologiquement avec les États-Unis. Ce rôle est désormais attribué à la Chine.

La Chine : adversaire économique, rival systémique, compétition totale

La section consacrée à l'Asie est un traité de géoéconomie pure. La Chine y est décrite comme l'architecte patient d'une stratégie d'encerclement industriel fondée sur l'expansion dans les pays à bas revenus, la construction de chaînes d'approvisionnement parallèles, et l'usage de ses excédents commerciaux pour financer son influence mondiale

Les États-Unis, eux, veulent reprendre la main en rééquilibrant le commerce, en réindustrialisant leur territoire, en sécurisant les minéraux critiques, en renforçant les alliances (Quad, Inde, Japon, Australie) et en imposant une « discipline économique » à leurs partenaires. Le texte admet qu'un conflit militaire dans l'Indo-Pacifique – notamment autour de Taïwan – serait catastrophique, et que la meilleure stratégie reste la dissuasion par la supériorité technologique et industrielle.

Mais la doctrine qui se dessine est plus large : l'Amérique veut empêcher la Chine de devenir la puissance pivot du XXIe siècle, et cela passe autant par la finance, la technologie, l'énergie, le commerce, que par la défense. La compétition est totale.

Une stratégie impériale qui ne dit pas son nom

Ce qui frappe à la lecture, c'est la cohérence interne du texte. À aucun moment le document ne se cache derrière une rhétorique idéaliste. Il assume un monde de rapports de force, un monde où les États-Unis doivent redevenir non pas un arbitre, mais un dominant. Les institutions internationales sont dépeintes comme des obstacles ; le multilatéralisme comme une perte de souveraineté ; les engagements militaires comme des investissements calculés ; les alliances comme des contrats conditionnels.

Même la paix, pourtant célébrée comme une réussite majeure du président, est conçue comme un outil de repositionnement stratégique : négocier des paix rapides dans des conflits régionaux sert à réaligner les acteurs et à renforcer l'influence américaine, avec un coût politique minimal

C'est un réalisme assumé, parfois brutal, souvent efficace, mais qui soulève une question essentielle : quelle place reste-t-il pour les autres ?

Dans ce monde-système redessiné par Washington, l'Europe doit se ressaisir, l'Asie doit être contenue, l'Amérique latine doit être disciplinée, l'Afrique doit servir l'accès aux ressources critiques, et le Moyen-Orient doit rester sous contrôle énergétique. Tout cela n'est pas formulé comme une domination, mais comme un retour à l'ordre naturel des choses, où l'Amérique occupe une place centrale.

C'est précisément ce naturalisme stratégique qui interroge : le texte décrit un monde fluide, dangereux, fragmenté… mais où une seule puissance a vocation à stabiliser l'ensemble. Les États-Unis se perçoivent comme la colonne vertébrale de la civilisation occidentale, ce qui leur donne un rôle quasi civilisationnel. C'est ici que la stratégie se transforme en récit.

Une doctrine pour un monde inquiétant

La force du document est de mettre des mots sur les fragilités du système international : la désindustrialisation occidentale, la dépendance énergétique, les flux migratoires, le vieillissement européen, l'avancée technologique chinoise, l'effritement des alliances. Le texte ne caricature pas ces tendances : il les éclaire. Mais la faiblesse du document est d'attribuer à l'Amérique seule la capacité, et peut-être le devoir, de corriger ces dérives.

Le résultat est une stratégie qui se veut lucide, mais qui repose en réalité sur un postulat immense : l'Amérique ne peut pas échouer. Si elle échoue, c'est le monde qui s'effondre. Ce type de récit produit une politique étrangère expansive, parfois agressive, qui risque de multiplier les tensions au lieu de les résoudre.



RÉFORME DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE : UNE AVANCÉE POUR LES DROITS DE LA DÉFENSE



par **Adnane Benchakroun**

Le 9 décembre 2025 marque un tournant historique pour le système judiciaire marocain avec l'entrée en vigueur de la réforme du Code de procédure pénale. Ce texte, tant attendu, a pour ambition de renforcer les garanties offertes à la défense, de limiter la détention provisoire et de moderniser le système judiciaire face aux défis contemporains. Mais au-delà des promesses affichées, cette réforme soulève également des questions importantes sur la mise en œuvre effective de ses nouvelles règles et sur l'équilibre entre sécurité publique et droits individuels.

La réforme : Un tournant pour la justice pénale au Maroc et une avancée pour les droits de la défense

L'un des points les plus salués de cette réforme est sans doute le renforcement des droits des personnes mises en cause, particulièrement en ce qui concerne l'accès à un avocat dès la garde à vue. Fini le temps où les suspects étaient laissés sans assistance juridique pendant les premières heures d'interrogatoire. Désormais, toute personne en garde à vue peut, en théorie, consulter un avocat dès le début de son incarcération. Une avancée majeure qui devrait garantir une meilleure protection contre les abus, notamment les pressions psychologiques susceptibles de survenir durant les interrogatoires.

En outre, la réforme met en place un contrôle plus strict de la détention provisoire, cette mesure souvent utilisée à outrance dans le passé. Le texte limite son recours aux cas strictement nécessaires, en insistant sur l'importance de privilégier des alternatives à la détention. Le contrôle judiciaire, la liberté sous conditions, et l'assignation à résidence figurent désormais parmi les options qui peuvent être envisagées pour les accusés, une bonne nouvelle pour les familles des suspects qui se retrouvent souvent dans une situation de vulnérabilité.

Ces mesures sont également accompagnées d'un élargissement de l'accès à l'aide juridictionnelle, pour les personnes qui ne peuvent se permettre de payer un avocat. Ce geste vise à réduire les inégalités d'accès à la justice, un élément crucial dans un pays où l'analphabétisme et les disparités économiques peuvent créer des fossés béants entre les citoyens et leur droit à un procès équitable.

Le renforcement des droits des victimes : une démarche salutaire

La réforme ne se limite pas à la défense des droits des accusés, mais prend aussi en compte les victimes, qui bénéficient désormais d'une meilleure protection. Parmi les mesures phare, l'extension des droits des victimes de violences, notamment les femmes et les enfants, qui pourront désormais bénéficier d'un suivi personnalisé tout au long de la procédure. En outre, ces dernières se verront offrir une meilleure prise en charge psychologique et juridique, notamment par la mise en place de cellules d'écoute et de soutien.

Les garanties offertes aux victimes de crimes violents, notamment les violences domestiques, sont renforcées grâce à l'institution de dispositifs spéciaux d'accompagnement, incluant des mesures de protection pour les témoins et une meilleure information sur l'avancée de l'enquête. Un pas en avant dans un pays où, bien souvent, la justice est perçue comme une machine froide, insensible aux souffrances des victimes.

Cependant, cette réforme, bien qu'ambitieuse, n'est pas exempte de critiques. Certains observateurs estiment qu'elle pourrait freiner la lutte contre la corruption, notamment en limitant le rôle des associations dans la possibilité de se constituer partie civile dans les affaires de détournement de fonds publics. En effet, l'article 3 de la nouvelle loi subordonne cette possibilité à l'autorisation préalable du ministre de la Justice, ce qui, selon certains experts, risque de créer une barrière à la transparence et à la bonne gouvernance.

Les associations, particulièrement celles œuvrant pour la défense des droits humains et la transparence gouvernementale, jouent un rôle crucial dans la dénonciation des malversations. Limiter leur capacité à se constituer partie civile, au nom de la nécessité de « protéger les institutions publiques », peut apparaître comme une tentative de museler les voix critiques, en particulier dans les affaires de grande envergure où l'État est impliqué.

La question de l'indépendance des institutions judiciaires et la capacité des procureurs à agir sans ingérence politique reste également en suspens. Si la réforme vise à renforcer le pouvoir du parquet, certains experts estiment qu'elle pourrait ouvrir la voie à de nouvelles formes d'arbitraire et à une politisation accrue de la justice.

La récente réforme, en donnant davantage de pouvoir au procureur général, pourrait renforcer la structure centralisée du pouvoir judiciaire au détriment de l'indépendance des juges. Cela pose la question de l'équilibre entre l'efficacité des poursuites et la préservation des libertés fondamentales.

La réforme et ses défis : un texte à appliquer

Si la réforme semble prometteuse sur le papier, sa mise en œuvre sera l'un des défis les plus importants. Pour que les nouvelles garanties de la défense soient effectives, il est essentiel que les acteurs du système judiciaire — juges, procureurs, avocats, et policiers — soient correctement formés et aient accès à des moyens suffisants pour appliquer les règles prévues par la loi. Les retards dans l'application de certaines réformes peuvent avoir des conséquences graves, notamment pour ceux qui attendent un jugement dans un délai raisonnable.

Il est également impératif que le contrôle de la détention provisoire soit véritablement indépendant et rigoureux. Il faudra un suivi judiciaire constant pour éviter toute dérive, car sans un contrôle suffisant, cette mesure peut devenir un outil de pression et d'abus. Les alternatives à la détention, comme le contrôle judiciaire, devront être appliquées de manière équitable, sans discrimination, et avec une réelle volonté politique de réduire la surpopulation carcérale.

En outre, la réforme accorde une attention particulière à la modernisation des outils d'investigation, ce qui pourrait entraîner une plus grande efficacité dans le traitement des affaires pénales, mais aussi des dérives potentielles en termes de respect de la vie privée et des droits individuels. Le recours accru à la surveillance numérique, aux perquisitions informatiques et à la collecte de données en ligne nécessite des garde-fous législatifs clairs pour protéger les citoyens contre les abus.

Une réforme avec des progrès indéniables, mais des réserves à surveiller

La réforme du Code de procédure pénale au Maroc marque un pas important dans la modernisation du système judiciaire du pays. Elle renforce les garanties offertes à la défense, introduit des mécanismes plus efficaces pour la protection des victimes, et donne un cadre plus strict aux enquêtes pénales. Toutefois, elle soulève également des questions cruciales sur la capacité de l'État à garantir l'indépendance de la justice et la transparence des procédures. La clé du succès de cette réforme résidera dans sa mise en œuvre effective et dans l'engagement des autorités à s'assurer que les nouvelles règles profitent réellement à tous les citoyens, sans exception.

Le Maroc s'engage ainsi dans une réforme ambitieuse de son système judiciaire, mais il devra rester vigilant et ouvert aux ajustements nécessaires pour garantir une justice équitable et accessible pour tous. La justice marocaine est à la croisée des chemins : une chance de renforcer la confiance de la population dans les institutions ou un risque de renforcer des dynamiques de contrôle et d'arbitraire.



ALGÉRIE 2797... HUIT SECOUSSES ET UN TREMBLEMENT DE NERFS !!

Alors que la résolution 2797 impose un nouveau logiciel diplomatique au monde, Alger continue de tourner sous Windows 1980... Entre Europe qui applique la loi, Afrique qui dit non, Golfe qui dit oui à Rabat, Espagne qui verrouille, Kabylie qui s'impatiente, dinar qui s'effondre et alliés qui tombent comme des mouches... le régime militaire découvre que l'isolement, ça n'est pas seulement géographique... c'est aussi politique, diplomatique et parfois même psychologique...



Par **Mohammed Yassir Mouline**

Il y a des pays qui encaissent les résolutions de l'ONU avec dignité... et puis il y a l'Algérie, qui préfère les vivre comme une mauvaise note trimestrielle... en niant, en paniquant et en espérant que personne ne verra le bulletin... Depuis la résurrection diplomatique qu'est la résolution 2797, Alger erre comme un funambule pris dans un courant d'air, cherchant à convaincre le monde « et surtout elle-même » qu'elle n'est absolument pas concernée...

Sauf que le monde, lui, a bien lu la résolution... Et il a même commencé à agir en conséquence... C'est là que tout a basculé... Bienvenue dans la chronique des huit claques internationales qui ont réveillé Alger de son rêve saharien... Huit secousses et un tremblement de nerfs... Huit gifles et un régime sonné !!

1. L'Europe referme la fenêtre... et claque la porte

L'Algérie envoie comme d'habitude le Polisario faire la manche au Parlement européen, espérant bloquer l'accord commercial Maroc–UE au motif que les tomates de Dakhla menaceraient la paix mondiale... Sauf que le 26 novembre, l'Europe répond : « Merci pour votre courrier... Nous appliquons désormais la résolution 2797. Cordialement. »... Ainsi Alger découvre que le Sahara n'est plus un terrain de jeu diplomatique, mais un dossier interne marocain sous souveraineté marocaine. Le choc électrique a même fait grésiller quelques discours officiels...

2. Oran, Processus de paix... et Processus de malaise

Alger voulait transformer le "Processus d'Oran" en "Processus de Saharisation forcée"... Mais voilà que la Côte d'Ivoire et d'autres voisins lèvent la main : « Non merci, pas à l'ordre du jour. »... Sur son propre sol, dans sa propre salle, l'Algérie se retrouve recalée comme un élève surpris à tricher avec un antisèche... Revers diplomatique, humiliation régionale... Un grand moment !!

3. Le Golfe ferme la parenthèse : Maroc point final

Au sommet du CCG, tout le monde s'accorde... Unité du Maroc ? Oui... Souveraineté sur le Sahara ? Oui... Objections ? Non... Même le Qatar et Oman, que l'Algérie se plaît à croire dans son carnet d'adresses imaginaire, se contentent d'un sourire poli... Dans les couloirs d'Alger, on aurait presque entendu un : « Trahison ! Même pas un petit "mais"... ? »... !!

4. L'Espagne, la baffe énergétique et le gazoduc devenu marocain

Après trois ans de bouderie, Alger tente un petit : « Et si on rallumait le gazoduc ? On est amis, non ? »... Madrid répond : « Pas sans la permission du propriétaire... à savoir le Maroc. »... Et pour enfoncer le clou, l'Espagne signe de nouveaux accords avec Rabat le 4 décembre,

et réaffirme son soutien clair à l'intégrité territoriale du Royaume… À Alger, on cherche encore la sortie de secours !!

5. Kabylie : quand l'indépendance change de direction

L'Algérie passait son temps à vendre au monde son concept de "peuple opprimé" version Polisario… Jusqu'au jour où Ferhat Mehenni annonce qu'il proclamera l'indépendance de la Kabylie le 14 décembre… Panique au sommet : « Et si on lui proposait un poste ? Chef de l'État par exemple ? »… Mehenni refuse, l'Algérie étouffe, et le monde sourit… La géopolitique a parfois le sens de l'ironie !!

6. Le dinar, lui, vote avec ses pieds

3 décembre : 1 dollar = 300 dinars… Le genre de chiffre qui ferait pleurer même une calculatrice… Tebboune, lui, préfère accuser… les voitures importées et le coût du Hajj… Mais le vrai problème est ailleurs, le délai américain approche, et Washington attend toujours qu'Alger arrête de jouer au pompier pyromane dans la région…

7. Les alliés d'Alger prennent l'eau… à tour de rôle

En une seule semaine… Maduro reçoit un "dégage diplomatique" signé USA… Ramaphosa est désinvité du prochain G20, façon "désolé, on a dépassé la capacité"… Pour Alger, c'est comme voir tomber les chaises autour de soi dans un jeu de chaises musicales qui se termine mal… Washington parle désormais le langage du rapport de force… et Alger n'aime pas quand les projecteurs se tournent vers elle !!

8. Loukachenko à Alger : un selfie, un thé… et aucun soutien

Alger invite Loukachenko pour un sauvetage d'image… et alors… Un communiqué final plus vide qu'un champ gazier en fin de vie… Aucune mention du Sahara, aucune phrase qui sauve, rien… Le Bélarus suit Moscou, et Moscou a déjà laissé passer la résolution 2797… Fin du suspense… même les dictatures amies n'ont plus envie de s'embarquer dans cette galère diplomatique !!

Alger, seule dans la salle d'attente du passé

À force de courir derrière un narratif que plus personne n'achète, l'Algérie se retrouve isolée dans un décor géopolitique entièrement renouvelé… Le monde bouge, évolue, clarifie, assume… La question du Sahara est en train d'être réglée… Tout le monde le sait, tout le monde s'adapte… Tout le monde… sauf un régime qui continue de jouer la partition d'hier sur une scène qui diffuse déjà la musique de demain !!

Et pendant que le voisin s'enfonce dans ses illusions, le Maroc avance, construit, consolide… La souveraineté se renforce, l'autonomie s'impose, et la réalité géopolitique finit toujours par triompher… Parce qu'au bout du compte, malgré les tempêtes du moment, une vérité demeure… Le Sahara est dans son Maroc, et le Maroc dans son Sahara… Le Sahara est marocain et le restera jusqu'à ce que Dieu hérite de la terre et de tout ce qu'elle contient… qu'on le veuille ou non… Wa Salam Aleykoum wa Rahmatou Allah.



ET SI LE MAROC S'INSPIRAIT DU MODÈLE DANOIS POUR PROTÉGER L'IDENTITÉ NUMÉRIQUE DE SES CITOYENS ?

Discussion approfondie avec M. Mourad Asli DAF et DH du groupe Arrissala



Chaque citoyen détient juridiquement la propriété totale de son image, de sa voix et de toutes ses données corporelles

Dans le tumulte silencieux du numérique, une question s'impose désormais à toutes les nations : comment protéger l'être humain quand la technologie devient capable de le répliquer ?

Le Danemark vient de proposer une réponse audacieuse : reconnaître à chaque citoyen la propriété pleine et entière de son image, de sa voix et de ses données corporelles face aux usages de l'intelligence artificielle. Une révolution juridique qui, à bien y regarder, ouvre une piste inspirante pour le Maroc.

Le Maroc avance vite dans la digitalisation de son économie, de son administration et de ses services. Les usages de l'IA s'y multiplient, de la santé à l'industrie, en passant par les médias et l'éducation. Mais si la technologie progresse, le droit, lui, reste encore en retard sur la question la plus délicate : la protection de l'identité humaine à l'ère des deepfakes et des algorithmes imitateurs. Que se passerait-il, demain, si n'importe qui pouvait cloner la voix d'un responsable public, le visage d'un citoyen lambda ou la silhouette d'un artiste, sans autorisation ? Le scénario n'a rien de théorique ; il est déjà à l'œuvre ailleurs.

C'est précisément ici que l'initiative danoise devient intéressante. En qualifiant les traits biométriques — visage, voix, gestuelle — comme des biens protégés au même titre qu'une œuvre ou une marque, Copenhague introduit une idée puissante : la souveraineté individuelle ne disparaît pas dans le numérique, elle s'y renforce. Le Maroc, qui prépare une montée en puissance réglementaire autour du digital, pourrait trouver dans cette approche un levier stratégique.
Le pays dispose déjà d'un socle solide : la CNDP, le chantier de transformation numérique, l'essor des start-ups IA, les réflexions sur la cybersécurité et la souveraineté des données. Mais il manque encore un pilier essentiel :

Par **Adnane Benchakroun**

un cadre clair qui interdise l'utilisation de l'identité d'une personne sans son accord explicite. Un texte simple, lisible, qui protège autant le citoyen que la réputation des institutions, et qui donne aux entreprises un terrain de jeu sécurisé.

Une telle loi ne serait pas seulement défensive. Elle pousserait les acteurs marocains à innover dans une logique d'IA éthique, à créer des modèles basés sur le consentement, la transparence et la responsabilité. Elle encouragerait aussi les plateformes locales à devenir des références régionales en matière de protection de la personne numérique, au moment où l'Afrique cherche encore son cadre de régulation.

S'inspirer du Danemark ne serait pas un copier-coller, mais un acte de projection : imaginer un Maroc qui se dote d'un droit numérique à la hauteur des défis de 2030. Un pays où l'IA ne serait ni crainte ni subie, mais domestiquée au service de l'humain, celui dont la voix, le visage et le corps ne peuvent être ni confisqués ni clonés.

À l'heure où le monde expérimente les premières lois de "propriété biométrique", le Maroc a l'occasion de tracer sa voie : une voie qui protège, qui inspire et qui montre qu'entre innovation et dignité, il n'y a aucune contradiction. Il suffit de le décider.

Une révolution juridique : quand l'identité humaine devient un bien protégé

Ce que propose Copenhague dépasse largement la simple mise à jour d'un cadre légal. Le texte danois introduit une notion inédite : chaque citoyen détient juridiquement la propriété totale de son image, de sa voix et de toutes ses données corporelles. Autrement dit, le visage, la tonalité vocale, la gestuelle ou même les micro-expressions deviennent des éléments protégés, au même titre qu'une œuvre artistique ou qu'une marque déposée.

Dans la pratique, cela signifie qu'aucune entreprise, plateforme ou technologie d'intelligence artificielle ne pourra utiliser, entraîner ou reproduire ces caractéristiques sans un consentement explicite, traçable et préalable. Cette approche place l'individu au centre de la relation numérique, en lui redonnant le contrôle sur ce qui constitue son identité la plus intime.

Le texte vise directement les dérives liées aux deepfakes et à la génération automatisée de clones numériques, devenus extrêmement réalistes. En érigeant les attributs humains en biens juridiquement protégés, le Danemark ouvre un précédent majeur : l'identité n'est plus un simple flux de données capturables, mais un patrimoine personnel inviolable. Une avancée qui pourrait inspirer un nouveau standard mondial en matière de droits numériques.



RÉFORME ÉLECTORALE : LE PARLEMENT AVANCE, MAIS LE FLOU PERSISTE SUR LE SPONSORING POLITIQUE ET LES FAKE NEWS

par **La rédaction**

La réforme de la loi organique 27.11, qui encadre l'élection des membres de la Chambre des représentants, poursuit son chemin au Parlement. Portée comme un jalon essentiel de la préparation des législatives 2026, elle introduit plusieurs nouveautés importantes. Mais deux d'entre elles cristallisent les débats : l'interdiction des publications sponsorisées sur les plateformes étrangères et la création d'un nouveau mécanisme pénal contre les fausses informations électorales.
Derrière l'intention affichée de moraliser la vie démocratique, c'est une zone grise juridique qui continue d'inquiéter les acteurs politiques, les juristes et les observateurs du numérique.



Un premier verrou : l'interdiction des publications sponsorisées sur les plateformes étrangères
Adoptée en commission, la mesure prévoit qu'aucun candidat, parti politique ou tiers ne pourra diffuser de contenu sponsorisé via des plateformes opérant depuis l'étranger, autrement dit les géants du web : Facebook, Instagram, YouTube, TikTok, X/Twitter ou encore Snapchat.

L'objectif est clair : fermer la porte au financement extérieur, limiter les tentatives d'ingérence, et empêcher des mécanismes de micro-ciblage invisibles pour l'administration électorale.

Pourtant, un problème majeur subsiste : le texte ne dit pas quand cette interdiction s'applique.
Doit-on comprendre que le sponsoring politique est prohibé uniquement durant la campagne officielle ? Ou bien la règle s'applique-t-elle en permanence, y compris plusieurs mois avant le scrutin, au moment où les stratégies d'influence numérique s'installent réellement ?
Le législateur n'a pas tranché. Cette absence de calendrier ouvre la voie à deux interprétations radicalement opposées :
une lecture restrictive, où seules les périodes électorales sont concernées ;
une lecture large, où tout financement étranger d'audience numérique devient illégal, même en dehors des campagnes.

Dans les deux cas, le risque d'arbitraire n'est pas négligeable. Sans précisions, c'est l'administration qui décidera, au cas par cas, de qualifier ou non un contenu comme "publication sponsorisée prohibée".
Deuxième point chaud : l'article 51 bis sur les fake news électorales
Autre innovation majeure : l'introduction d'un nouvel article 51 bis, destiné à sanctionner la diffusion de fausses informations relatives aux élections.
Là encore, l'intention semble saine : protéger le débat public d'une contamination croissante par la manipulation digitale, les montages vidéos, les rumeurs virales et les campagnes de désinformation orchestrées.

Mais la commission parlementaire a dû amender l'article pour tenter de clarifier les cas visés.
Et malgré cette réécriture, le périmètre exact demeure flou.
Qu'appelle-t-on "fausse information" ?
Une rumeur non vérifiée ?
Une erreur journalistique ?
Un contenu satirique ?
Une interprétation politique ?
Ou la production délibérée de deepfakes et de fake news destinées à tromper l'électeur ?

Le texte révisé ne distingue pas clairement :
les erreurs involontaires ;
les opinions politiques ;
les contenus satiriques ;
les manipulations intentionnelles visant à altérer le processus électoral.

Autrement dit, si la volonté de lutter contre les dérives est réelle, le risque d'ouvrir la porte à une interprétation large — voire à une utilisation politique de l'article — reste présent tant que sa portée n'est pas explicitement définie. Là encore, la question du moment d'application n'est pas clarifiée : s'agit-il d'une interdiction permanente ou limitée aux périodes électorales ?

Un contexte de transformation numérique profonde

Pour comprendre ces débats, il faut revenir à la manière dont les partis politiques marocains ont investi les réseaux sociaux au cours des dernières années.

Depuis 2021, les campagnes électorales ont basculé dans une logique où la visibilité numérique, l'agressivité du ciblage et la maîtrise des algorithmes comptent parfois autant que le terrain traditionnel.

Les formations les mieux structurées ont bâti de véritables machines de communication digitale :

équipes internes de community managers,
achat de publicité ciblée,
relais d'influenceurs,
campagnes sponsoring massives,
contenus adaptés à TikTok, Instagram Reels et YouTube Shorts.

Cette professionnalisation rapide a créé une asymétrie de moyens, où certains partis dominent l'espace numérique par la force du budget, tandis que d'autres peinent à exister.

C'est dans ce contexte que l'interdiction du sponsoring politique sur les plateformes étrangères prend tout son sens. Mais pour être efficace, elle doit être accompagnée d'un cadre d'application clair, transparent et techniquement réalisable.

Une réforme ambitieuse, mais une mise en œuvre encore incertaine

Le législateur avance, mais sur ces deux points précis — sponsoring politique et fake news — la rédaction actuelle laisse plus de questions que de certitudes.

Le flou sur l'entrée en vigueur et l'absence de balisage temporel risquent de compliquer la tâche des candidats autant que celle des autorités de contrôle.

Dans un Maroc où les réseaux sociaux sont devenus la première arène politique des jeunes électeurs, cette réforme aurait pu être l'occasion de poser les bases d'une régulation numérique moderne : définition claire de la publicité politique, encadrement du micro-ciblage, traçabilité des contenus sponsorisés, transparence des financements, responsabilité des plateformes.

Pour l'instant, les intentions sont là, mais l'architecture juridique reste incomplète.

Un tournant numérique encore fragile

Les députés ont franchi une étape importante en adoptant ces nouvelles dispositions.

Mais pour une réforme aussi sensible, la précision est une obligation démocratique, pas un luxe rédactionnel.

Sans clarification du calendrier, sans définition juridique rigoureuse et sans mécanismes de contrôle adaptés aux réalités du numérique, les articles sur le sponsoring et les fake news pourraient produire l'effet inverse de celui recherché :

un champ d'application mouvant, des contentieux multiples et une incompréhension générale chez les acteurs politiques comme chez les citoyens.

La balle est désormais dans le camp de la Chambre des conseillers.

C'est là que devront être levés les derniers flous, au risque sinon de laisser se refermer une brèche réglementaire au moment où les campagnes électorales deviennent plus digitales, plus rapides… et plus vulnérables que jamais.



POURQUOI L'ISTIQLAL DOIT QUITTER LA MAJORITÉ, MAINTENANT !

Par **Aziz Boucetta**



« Un politicien pense à la prochaine élection ; l'homme d'Etat, à la prochaine génération.», professait le penseur américain James Freeman Clarke voici deux siècles déjà. C'est toujours le cas, aujourd'hui, et c'est particulièrement applicable à l'Istiqlal et spécialement à son actuel secrétaire général.

Et Nizar Baraka peut même faire les deux, et être aussi les deux, homme politique et homme d'Etat. Il faut juste qu'il... s'indigne !

Quand on lui pose la question de savoir pourquoi le parti de l'Istiqlal ne quitte pas cette coalition gouvernementale qui tombe en ruine, la réponse est invariable :

« Nous sommes un parti responsable et nous tenons nos engagements ! ».
C'est beau, mais quand une formation politique, membre d'une alliance, voit cette dernière verser dans la décrépitude, sa responsabilité n'est pas de s'accrocher au navire qui sombre, surtout quand elle n'est nullement comptable des différentes turpitudes, erreurs et errements de ses alliés.
Et ses alliés sont, en l'espèce, le PAM et le RNI ; le premier a un problème d'identité et de direction, et le second a un problème d'éthique et de communication.

L'Istiqlal, aujourd'hui, semble naviguer à vue, sans disposer ou en refusant de s'aider d'une longue vue.
Or, que montrerait cet outil ? Un Maroc qui s'apprête à accueillir sur son marché du travail et dans sa société une nouvelle génération, la Génération Z, avec ses codes et ses exigences, son impatience et sa rationalité propre.

Cette génération s'est exprimée, à sa manière digitale, en octobre ; puis les choses se sont calmées, et nos jeunes attendent désormais l'échéance électorale de l'été 2026. Sans véritablement se calmer... ils sont juste en pause.
Que pourra bien dire le corps istiqlalien à son électorat une fois l'heure de la campagne venue, quand il s'entendra reprocher ou même tancer d'être resté en solidarité avec un gouvernement responsable de tant de difficultés ?...

Un gouvernement Akhannouch qui a certes délivré des choses (on ne peut lui nier cela sous peine de nihilisme) mais dont les deux premiers partis et plusieurs de leurs dirigeants se sont livré à des pratiques très particulières et qui, franchement, sont rarement à la hauteur des attentes de ce pays qui pourrait être, vraiment, grand !

Ping Pong

Devant les membres du Conseil national de son parti, ce week-end, Nizar Baraka a affirmé que l'Istiqlal a toujours porté en lui « l'amélioration de la pratique politique et démocratique dans notre pays » ou qu'il a toujours œuvré dans le sens de « la réconciliation des citoyens avec la chose politique » ; mais cela crée des obligations, dont la première est de commencer par soi-même, en l'occurrence en nettoyant ses écuries d'Augias, puis à travailler à faire des émules sur la scène politique de ce pays.
dirigeants se sont livré à des pratiques très particulières et qui, franchement, sont rarement à la hauteur des attentes de ce pays qui pourrait être, vraiment, grand !

Devant les membres du Conseil national de son parti, ce week-end, Nizar Baraka a affirmé que l'Istiqlal a toujours porté en lui « l'amélioration de la pratique politique et démocratique dans notre pays » ou qu'il a toujours œuvré dans le sens de « la réconciliation des citoyens avec la chose politique » ; mais cela crée des obligations, dont la première est de commencer par soi-même, en l'occurrence en nettoyant ses écuries d'Augias, puis à travailler à faire des émules sur la scène politique de ce pays.

Comment se disculpera-t-il, l'Istiqlal, quand on lui demandera le sort de la fameuse mission d'information sur les viandes et quand on le sermonnera de n'avoir pas soutenu une commission d'enquête sur les médicaments ou de n'avoir pas donné suite aux soupçons de conflits d'intérêts sur des équipements (comme l'usine de dessalement de Casablanca) qui relèvent, pourtant, du ministère de l'Eau et de l'Equipement ?

Pour améliorer la pratique politique, comme le dit Nizar Baraka, il eût fallu lors de ce conseil national soumettre la question du maintien au gouvernement aux membres présents, à vote secret...
Il aurait été judicieux de négocier avec qui de droit pour sortir de ce gouvernement et lui offrir (pour rester « responsable ») le soutien critique de l'Istiqlal... Il aurait été prestigieux de donner suite aux revendications des jeunes GenZ en critiquant ouvertement le gouvernement, avec menace de sortie à la clé...

Au début des années 90, Mhamed Boucetta avait posé des conditions à son entrée à la primature, ce qui lui avait valu ladite primature mais l'avait projeté dans l'histoire du pays, et en 2013, Hamid Chabat avait su quitter l'attelage gouvernemental PJD en procédant d'une manière que M. Baraka pourrait dupliquer, à son avantage, à celui de son parti, et même à celui du pays tout entier.

Que l'Istiqlal ne s'y trompe pas, il est le seul à jouer le jeu de l'engagement et de la majorité.

Le PAM est à couteaux tirés en interne, n'ayant même pas été en mesure de maintenir son conseil national de fin novembre, et le RNI est clairement en campagne, sillonnant le pays à coups de longues caravanes, de larges chapiteaux, de puissants chauffeurs de salles et de ce qui ressemble fichtrement au culte de son président.



Il est encore temps pour le parti de l'Istiqlal de... faire de l'Istiqlal ! Le Maroc le vaut bien...

RÉPONSE À AZIZ BOUCETTA : QUAND LA CRITIQUE DEVIENT RACCOURCI

Ping Pong



Par **Adnane Benchakroun**

Cher ami, cher camarade,

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt comme d'habitude ton article "Pourquoi l'Istiqlal doit quitter la majorité, maintenant !"

Je te demande la permission d'y répondre amicalement et sans polémique aucune. C'est la règle du débat.

Cher ami, cher camarade,

Il y a parfois des analyses qui se parent d'un ton prophétique, presque messianique, et qui finissent par tourner en boucle sur leurs propres certitudes. A mon humble avis, ton analyse appartient à cette catégorie : brillant dans la forme, séduisant dans la rhétorique, mais terriblement fragile dans le fond. Une démonstration qui se veut implacable mais qui repose sur un postulat discutable : l'idée que l'Istiqlal aurait le devoir moral — et presque l'obligation historique — de quitter la majorité maintenant, comme si ce geste constituait l'unique voie de salut national.

Cette vision binaire — partir = courage, rester = compromission — mérite d'être remise à sa juste place : une opinion. Forte, assumée, mais une opinion. Pas une vérité politique.

Cher ami, cher camarade, tu commences par idéaliser le geste de rupture, comme s'il suffisait de claquer la porte pour devenir un homme d'État. Ce romantisme politique ignore une évidence : gouverner, c'est aussi endurer l'imperfection. L'Istiqlal n'est pas accroché à un « navire qui coule », mais à un pays qui traverse une zone de fortes turbulences, comme tous les États qui affrontent inflation mondiale, tensions sociales et recompositions géopolitiques et je ne parle même pas du projet d'autonomie pour nos provinces du sud..

Sortir aujourd'hui, ce serait offrir un trophée symbolique à l'opinion, mais ce serait aussi abandonner la table au moment où les arbitrages cruciaux se jouent. Je pense que tu réduit cette complexité à un réflexe pavlovien : indignez-vous, partez, et l'Histoire vous acclamera.

Cette logique flatteuse fait de la politique un théâtre, là où elle réclame parfois de la patience, du pragmatisme, et même une certaine dose d'ingratitude.

Ensuite, je crois que tu t'appuie sur une vision très sélective des faits.Tu charge le RNI et le PAM comme si l'Istiqlal vivait en résidence surveillée, victime d'alliés encombrants, presque sans agency politique. C'est une caricature. L'Istiqlal a, depuis trois ans, pesé selon son poids politique actuel, sur des textes, sur des réformes, sur des arbitrages. Il a freiné certaines dérives, il a contribué à corriger plusieurs trajectoires. Rester dans la majorité n'est pas une abdication : c'est un levier.

On peut reprocher mille choses au gouvernement — et elles sont légitimes — mais réduire toute la coalition à des « turpitudes », des « errements », des « soupçons » revient à transformer un diagnostic politique complexe en pamphlet moraliste. Le rôle d'un parti responsable n'est pas de réagir à chaque secousse par une défection, mais d'évaluer honnêtement où l'impact réel est possible. De l'intérieur, parfois plus que de l'extérieur.

Ping Pong

Cher ami, cher camarade, tu invoque ensuite la Génération Z, devenue depuis quelques mois l'argument-en-chef de tous les éditorialistes pressés. Oui, les jeunes ont exprimé une colère. Oui, ils attendent 2026. Mais leur rapport à la politique n'est pas univoque : ils sanctionnent l'inaction, mais aussi les gesticulations. Quitter la majorité en 2025 pour « envoyer un signal » est peut-être un geste fort, mais c'est aussi une pirouette facile : on se lave les mains avant l'examen, puis on dénonce les copies des autres.

Tu reproche à l'Istiqlal de ne pas avoir organisé un vote interne sur le maintien dans le gouvernement. Étonnante remarque : le parti vient de tenir son dernier conseil national et personne parmi ces membres n'a demandé de rajouter à l'ordre du jour une telle question et entre nous faut-il vraiment que tout acte politique soit un numéro de transparence télévisée ?

Les partis ont aussi des priorités, des stratégies, des séquences. Un vote, oui, mais au bon moment, quand les circonstances politiques l'exigent et surtout quand la question n'est pas instrumentalisée sous la pression éditoriale.

Enfin, la comparaison permanente avec Ssi Boucetta père ou Chabat ne tient pas. Les contextes ne sont pas comparables. Les coalitions non plus. La nature de l'État marocain, en 2025, encore moins. Se réclamer de l'histoire pour prescrire des gestes mécaniques aujourd'hui revient à manier la nostalgie comme un outil analytique. Ce n'en est pas un.

L'Istiqlal peut quitter la majorité. C'est possible. Il l'a déjà fait dans le passé et il a déjà refusé de participer dans certaines majorités. Mais le faire aujourd'hui, sur la base d'un récit anxiogène ou d'une colère médiatique, serait une décision émotionnelle, pas stratégique. Et un parti de gouvernement n'a pas à agir dans le registre de l'émotion.

En réalité, ton analyse cher ami et camarade dit surtout ceci : l'Istiqlal doit faire un geste spectaculaire. Peut-être. Mais la politique n'est pas un cirque où l'on joue pour les applaudissements. C'est un chantier où l'on travaille, parfois dans la poussière, sans projecteurs.

Le Maroc mérite mieux qu'un feuilleton d'abandons successifs. Il mérite un débat serein, une vision longue, une opposition quand elle est nécessaire et une participation quand elle est utile. Quitter pour rester fidèle à soi-même est noble. Rester pour continuer à influencer est légitime.

L'erreur des observateurs politiques, si tu permet, est de présenter l'un comme héroïque et l'autre comme honteux. La vérité est plus subtile : dans la complexité marocaine actuelle, le courage peut aussi consister à ne pas céder à la tentation du geste facile.

Et cela, l'Histoire sait très bien le reconnaître.



AU NOM DE L'ÉTHIQUE ET DE LA DÉONTOLOGIE DES APPELS À LA DISSOLUTION DU CNP !

Les médias marocains sont sens dessus dessous avec ce "scandale inédit" qui éclabousse le Conseil national de la Presse.. Le scandale de trop !

Au nom de l'éthique et de la déontologie !
Le scandale de trop !
Plus de deux cent journalistes ont dénoncé les pratiques de la Commission de déontologie du CNP suite aux révélations d'El Mehdaoui

Plus de 200 journalistes ont effectivement condamné les pratiques de la Commission de déontologie et ont réclamé, dans un communiqué, la dissolution de la commission provisoire du Conseil national de la presse, à la suite des révélations contenues dans la vidéo publiée par le journaliste Hamid El Mehdaoui. Ces fuites sonores ont été démenties par la commission provisoire qui a décidé de saisir la justice.

Une pétition suite aux aux révélations du Robin des bois EL Mehdaoui
Selon le communiqué, les journalistes signataires déclarent exprimer « leur profonde indignation des pratiques graves attribuées à la Commission de déontologie et des affaires disciplinaires, relevant du comité provisoire chargé de la gestion du secteur de la presse et de l'édition ».
Les pétitionnaires condamnent le fait que ladite commission ait continué d'agir « de manière indigne », à en croire les allégations relayés dans la vidéo publiée par Hamid El Mehdaoui, bien que son mandat soit arrivé à expiration et ce , au mépris de la loi et de la dignité de l'ensemble de la profession.

Les journalistes qualifient les faits révélés dans la vidéo en question d'extrêmement graves. Selon la même source, celle-ci montre d'abord que la "décision" de la commission a été reçue par téléphone depuis l'extérieur de la salle de délibération, en violation manifeste des règles institutionnelles et du règlement intérieur qui impose l'indépendance des délibérations.

Le CNP et le degré zéro de l'éthique et la déontologie.
Une telle pratique prive la décision disciplinaire de toute validité juridique. La vidéo, jugent les pétitionnaires, met également en évidence et insinue la probabilité d'une tentative d'influencer la justice,



Par **Hafid Fassi fihri**

à travers des propos évoquant l'intention de se rendre chez le Procureur général du Roi et auprès du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire pour discuter du dossier.

Un tel comportement est une transgression, selon le communiqué, du principe de séparation des pouvoirs, et porterait atteinte à l'indépendance de la justice et constituerait en même temps une ingérence inadmissible dans son fonctionnement, d'après les signataires.

Il est également indiqué que l'autorité disciplinaire aurait été utilisée de manière abusive, détournant ce mécanisme censé garantir le respect des règles professionnelles pour en faire un outil de pression, de représailles et de règlement de comptes à l'encontre des journalistes.
Le texte souligne aussi une atteinte grave portée au corps journalistique et à l'institution de l'autorégulation, en raison de pratiques jugées indignes de membres d'une commission supposée incarner la probité et l'impartialité, alors que leurs propres agissements devraient, selon les signataires, faire l'objet de reddition de comptes.

Les journalistes appellent à une refonte profonde du fonctionnement de la Commission de déontologie et des affaires disciplinaires, afin de garantir transparence, indépendance, probité et respect des droits.

Recul de l'indépendance de la profession et flagrant manque de transparence dans les élections du Conseil national de la presse !
Toujours d'après le communiqué, ces pratiques ne visent pas uniquement le journaliste Hamid El Mahdaoui, mais constituent une attaque plus large contre la liberté

de la presse et un préjudice grave porté à une instance censée protéger la déontologie professionnelle, et non contribuer à sa violation.
Les signataires annoncent ainsi plusieurs positions et demandes. Ils exigent l'ouverture d'une enquête urgente et transparente sur toutes les violations révélées par la vidéo diffusée, ainsi que la détermination des responsabilités légales et morales conformément à la loi.

Appel à la dissolution définitive du CNP !
Ils appellent également à la dissolution définitive du Conseil national de la presse, estimant que l'institution a perdu sa légitimité et les fondements de son indépendance. Le texte exprime par ailleurs une solidarité totale envers les journalistes ayant subi les " foudres " de cette commission, notamment Hamid El Mahdaoui, Loubna El Fallah et toutes les personnes ayant fait l'objet de pratiques perçues comme vindicatives sous couvert de discipline.
Les signataires affirment que la publication de l'enregistrement par Hamid El Mahdaoui relève pleinement de son travail journalistique et de son devoir professionnel de révéler une information d'intérêt public, et qu'elle ne saurait constituer un motif de poursuite ou de restriction.

Ils estiment que toute action judiciaire contre lui serait assimilable à une poursuite du harcèlement et au renforcement d'une politique de pression visant les voix indépendantes. Ils rappellent également que le comité provisoire a perdu toute base légale depuis début octobre et qu'il ne dispose plus d'aucune prérogative pour engager des procédures disciplinaires ou transmettre des dossiers à la justice, rendant toute démarche de ce type juridiquement infondée.
Le communiqué appelle en outre à une refonte profonde du fonctionnement de la Commission de déontologie et des affaires disciplinaires, afin de garantir transparence, indépendance, probité et respect des droits. Il demande aussi la protection de la dignité des journalistes et la fin de toutes les formes d'intimidation exercées au nom de la "discipline" ou de l'autorégulation.
Les signataires réclament par ailleurs une révision globale du projet de loi relatif au Conseil national de la presse, actuellement examiné à la Chambre des conseillers, afin qu'il soit conforme à la Constitution et aux principes démocratiques de représentation.

Ils soulignent la nécessité de fonder cette institution sur les critères de compétence, d'intégrité et de crédibilité, plutôt que sur des logiques financières ou des arrangements particuliers, tout en garantissant une protection renforcée de la liberté d'expression et de l'indépendance de l'autorégulation.

Enfin, ils exigent une refonte du système de soutien public au secteur de la presse, en revoyant ses règles et sa philosophie pour renforcer la liberté d'expression, consolider le pluralisme et servir l'intérêt général grâce à une presse indépendante et professionnelle.

Ils insistent sur la nécessité de conditionner ce soutien à des critères clairs de qualité, de conformité légale et d'engagement déontologique, et réclament la publication annuelle et transparente de la liste des bénéficiaires afin de protéger les fonds publics et d'éviter toute forme de rente ou d'attribution injustifiée.

Rappelons que la commission provisoire avait démenti, dans un communiqué, les révélations à l'origine de cette polémique et décidé de saisir la justice contre son auteur.



BIENTÔT, LES CLINIQUES MAROCAINES FERONT PAYER LES VISITES AUX MALADES

Billet



Simple chronique sarcastique

Dans un retournement de situation qui pourrait bien ébranler l'ensemble du système de santé marocain, une nouvelle tendance semble se profiler à l'horizon. Les cliniques privées, dont les tarifs déjà élevés n'échappent à personne, envisagent désormais d'ajouter une couche supplémentaire à leurs coûts de soins : faire payer les visites aux malades. Cette initiative, encore en gestation, pourrait avoir des conséquences importantes pour les patients et le modèle économique des établissements de santé.

L'idée, en elle-même, semble pour le moins surprenante. Dans un pays où l'accès aux soins demeure un combat quotidien pour de nombreuses familles, il apparaît paradoxal que l'on envisage de rendre encore plus coûteuse la simple possibilité pour les proches de rendre visite à un patient alité. Car, faut-il le rappeler, une visite ne se résume pas à une poignée de main : elle est souvent le moteur moral qui permet aux malades de supporter leur condition, de maintenir un lien avec le monde extérieur et de garder l'espoir.

Mais derrière cette proposition, certains experts de la santé avancent un raisonnement purement économique. Dans un secteur privé où les cliniques se livrent à une compétition féroce pour attirer les patients, l'idée serait de compenser les marges de manœuvre limitées en augmentant les tarifs annexes. Ce n'est pas tant la consultation médicale qui serait l'enjeu, mais les services annexes : la durée des visites, l'utilisation des chambres, la présence de l'infrastructure. Une telle réforme pourrait permettre aux cliniques d'engranger des revenus supplémentaires, et à l'État, s'il venait à soutenir cette initiative, de détourner la pression qui pèse sur le financement public de la santé.

Cependant, une telle évolution soulève plusieurs questions. Loin d'être une simple mesure administrative, elle toucherait directement à la qualité des soins et aux relations humaines qui constituent, en grande partie, la base de la guérison. On imagine déjà les scènes dans les couloirs des établissements de santé : des familles contraintes de choisir entre être présentes pour soutenir leurs proches ou se plier à des exigences financières souvent inaccessibles. En outre, que dire de ceux qui n'ont pas de moyens pour se rendre régulièrement à l'hôpital ? Seront-ils contraints de renoncer à voir un parent malade sous prétexte de tarif excessif ?

Par **Adnane Benchakroun**

Il est vrai que la question de la rentabilité des établissements privés mérite d'être posée, mais l'équilibre entre coûts et éthique est délicat. Faire payer les visites pourrait non seulement augmenter les inégalités sociales, mais également détériorer l'image des cliniques, perçues comme des institutions qui privilégient la rentabilité au bien-être du patient. Le secteur de la santé, qu'il soit privé ou public, repose sur un principe fondamental : le soin ne doit pas être une marchandise, et la souffrance humaine ne doit pas être un levier de profit.

La question qui se pose est donc celle de l'avenir de notre système de santé. Faut-il vraiment monétiser chaque aspect de la relation médicale, y compris l'humain ? Une approche plus juste consisterait peut-être à réfléchir à des solutions alternatives pour améliorer la rentabilité des établissements sans sacrifier la qualité du soin et l'accès équitable à la santé. Les citoyens marocains méritent bien plus qu'une logique de marché dans un domaine aussi vital.

En attendant, cette idée, aussi audacieuse soit-elle, semble plus être une erreur stratégique qu'une avancée pour le bien-être collectif. Le chemin reste encore long avant que le modèle de la santé privée au Maroc puisse réellement s'épanouir sans compromettre les valeurs fondamentales de solidarité et d'humanité. Il est grand temps que les responsables du secteur réfléchissent à des solutions durables, respectueuses des patients, mais aussi du principe de justice sociale.

كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodj

DEBATS


Adnan Debbarh


Aziz Boucetta


Aziz Daouda


Mustapha SEHIMI


Souad Mekkaoui


Naïm Kamal


Lahcen Haddad


Abdeslam Seddiki


Az-Eddine Bennani


Bargach Larbi


Aziza Benkirane


Saïd Temsamani


Rachid boufous


Mohammed Yassir Mouline


Brahim Ould Errachid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma

Billet

VOITURE HYBRIDES & ÉLECTRIQUE : AUJOURD'HUI, VOUS PAYEZ AUSSI LES BREVETS !

L'ère des véhicules hybrides et électriques est saluée comme un tournant majeur dans l'histoire de l'automobile. Pourtant, derrière les promesses écologiques, technologiques et de performance, se cache un coût souvent ignoré : celui des brevets. Autrement dit : aujourd'hui, les clients ne payent pas uniquement une voiture — ils financent aussi, en partie, le patrimoine technologique des constructeurs. Je vous explique comment cette réalité s'impose à l'achat, pourquoi elle existe, et ce que cela change pour le consommateur.



Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Hybride haut de gamme: le coût caché de la maturité technologique

Lorsque vous achetez un véhicule hybride ou électrique « mature », vous payez bien plus que le moteur, la batterie ou les finitions. Vous payez l'investissement en R&D, la stratégie de brevets, les licences technologiques. L'industrie automobile, et tout particulièrement dans le domaine électrique, est devenue l'un des secteurs les plus actifs en matière de dépôt de brevets : selon une étude, plus de 18 000 brevets ont été déposés dans l'espace VE en 2020.

Ces brevets couvrent des technologies clés : chimie des batteries, gestion thermique, moteurs électriques, logiciels embarqués, systèmes de recharge rapide.
Le résultat : pour un constructeur, octroyer une licence, payer ou monétiser un brevet influe sur la marge et, in fine, sur le prix proposé au client. C'est à ce titre que le client paie « la maturité ».

Plusieurs mécanismes structurent cette dynamique :

- D'abord, l'innovation coûte très cher. Le passage d'un prototype à une production de masse fiable demande des investissements massifs, et le brevet protège cet effort.
- Ensuite, la standardisation ou l'ouverture de certaines technologies entraîne des accords de licences (ex : moteurs hybrides, batteries, etc.). Un exemple emblématique : la société Paice LLC possède des brevets couvrant des architectures hybrides, et a poursuivi plusieurs grands constructeurs pour violation de brevets.
- Troisièmement, dès l'instant où une technologie devient « standard », son coût est intégré au modèle économique et se retrouve répercuté dans le prix final. Cela se voit notamment dans la mobilité connectée ou les vecteurs électrifiés. En bref, la voiture « clé en main moderne » inclut intrinsèquement des frais liés à la propriété intellectuelle.

Le coût invisible de la propriété intellectuelle :

Pour le consommateur, cela veut dire : oui, vous bénéficiez de systèmes sophistiqués, fiables, éprouvés. Mais attention : cette fiabilité et cette maturité sont payantes. Une voiture électrique «prête à l'usage», niveau 2+ d'assistance, recharge rapide, batterie solide, c'est le résultat de plusieurs années de tests, de brevets déposés, de licences négociées. Sans cet écosystème, on aurait encore des modèles plus simples, plus limités.

Prenons l'exemple des batteries : la chimie, la gestion thermique, la durabilité sont des champs protégés par de nombreux brevets.

Cela explique pourquoi un modèle électrique de catégorie moyenne coûte encore souvent plus cher qu'un équivalent thermique : non simplement à cause du coût de la batterie, mais aussi du coût «intangible» des brevets et licences associés.

Ce système a également des conséquences sur la concurrence. Les nouveaux entrants ou les marques plus petites doivent soit payer les licences, soit concevoir des architectures indépendantes — ce qui allonge les délais et gonfle les budgets. Cela peut limiter l'entrée de modèles abordables tant que les technologies ne sont pas «libérées».

Par ailleurs, pour l'acheteur, il devient plus que jamais important d'interroger «qu'est-ce que je paie ?» : est-ce uniquement le véhicule ou aussi un droit d'entrée technologique ? Le client averti sait que la maturité a un coût.

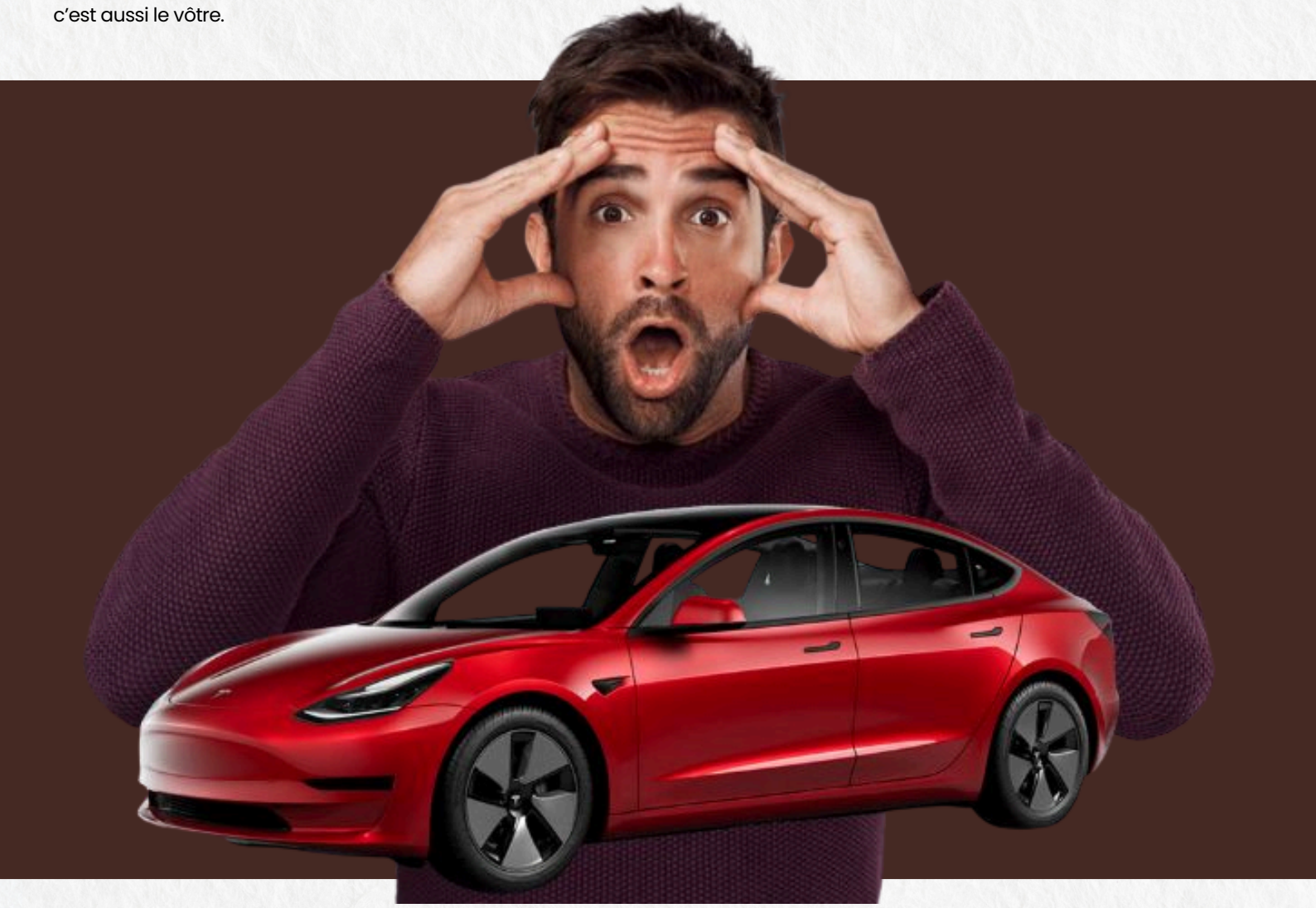
Enfin, cela justifie aussi que certains marchés de niche ou certaines régions ne bénéficient pas immédiatement des technologies les plus avancées : tant que le coût de licence et de brevet n'est pas amorti, la diffusion peut être tardive.

Il existe des pistes pour améliorer la transparence et potentiellement réduire le fardeau pour le consommateur :

- Encourager les technologies ouvertes ou les brevets partagés pour réduire les barrières financières.
- Clarifier dans les prix ce que recouvre le «pack technologique» d'un véhicule : batterie, logiciel, licences, etc.
- Favoriser les partenariats et les plateformes de licences collectives (similaires à ce qui se fait dans le domaine des télécommunications) pour mutualiser les coûts et baisser le prix final.
- Sensibiliser les clients à cette réalité pour qu'ils puissent comparer non seulement les caractéristiques mais aussi la «valeur technologique» d'un véhicule.

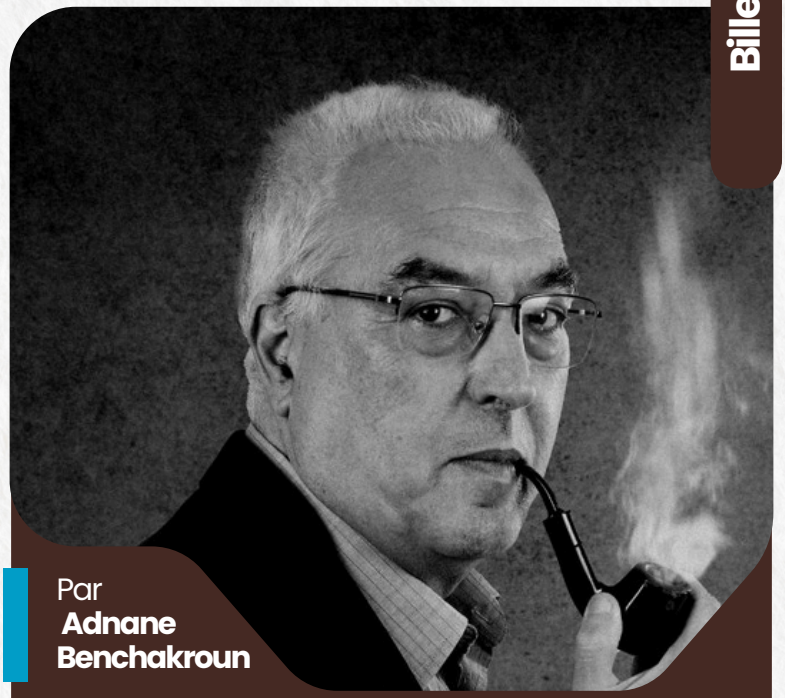
Au terme, l'acheteur d'aujourd'hui occupe une position double : il est à la fois bénéficiaire d'innovations majeures — réduction des émissions, meilleure performance, conduite plus sécurisée — et contributeur silencieux de la propriété intellectuelle du secteur. On ne peut plus regarder une voiture hybride ou électrique comme un simple véhicule : c'est un concentré de technologies, mais aussi un concentré de brevets, de licences, d'investissements.

Comprendre cette équation permet d'être un consommateur plus éclairé, de poser les bonnes questions et, pourquoi pas, de réclamer une part de transparence sur ce que l'on paye réellement. Car oui, la maturité a un prix — et ce prix, c'est aussi le vôtre.



ET SI LES LEADERS POLITIQUES MAROCAINS AVAIENT BESOIN AUSSI DE SPIN DOCTOR ?

Billet



Par
Adnane Benchakroun

Commençons par définir un spin doctor : spécialiste de la communication et du marketing politique (ou publique)

Un spin doctor est un expert en communication politique, spécialisé dans la gestion de l'image et la manipulation de l'opinion publique. Son rôle principal est de façonner les perceptions autour d'un leader politique, d'un parti ou d'une institution, en utilisant des stratégies de communication affinées et des techniques médiatiques.

Le profil d'un spin doctor combine plusieurs compétences : une connaissance approfondie des dynamiques politiques, une maîtrise des outils médiatiques (presse, télévision, réseaux sociaux), ainsi qu'une grande capacité à anticiper les réactions du public. Il doit également être un stratège, capable de répondre rapidement aux crises, de neutraliser les attaques, et de promouvoir les réussites du leader qu'il représente.
Par ailleurs, le spin doctor possède une grande aptitude à manipuler les émotions, à choisir les messages appropriés et à adapter les discours aux différentes audiences, tout en restant discret, parfois même en coulisses. Son efficacité repose sur sa capacité à créer des récits convaincants qui influencent l'opinion sans toujours laisser apparaître l'aspect artificiel ou calculé de ses interventions.

Un leader politique marocain : Un spin doctor pourquoi faire ?
Un spin doctor est un professionnel de la communication stratégique, qui travaille à façonner l'image publique d'un leader ou d'un gouvernement. Il ou elle intervient en particulier pour orchestrer les messages et anticiper les répercussions médiatiques, souvent en utilisant des techniques subtiles pour influencer l'opinion publique. Dans un environnement politique où l'image, la perception et la communication sont primordiales, le rôle de ces spécialistes devient crucial. Leur but est d'améliorer la perception d'un leader ou d'un parti, surtout en période de crise ou face à une opinion publique volage.

Enjeux des spin doctors au Maroc : Le Maroc, comme de nombreux autres pays, traverse une ère où la gestion de l'image et des perceptions prend une place de plus en plus centrale. Plusieurs raisons expliquent pourquoi les leaders politiques marocains pourraient avoir recours à des spin doctors :

Société de l'information et des réseaux sociaux : La montée des réseaux sociaux et de la communication numérique a amplifié la nécessité d'une gestion soignée de l'image publique. Chaque discours, chaque action, chaque événement peut être immédiatement amplifié, déformé ou interprété par des millions de citoyens. En ce sens, un spin doctor peut aider à anticiper ces réactions et à modeler l'image de manière proactive.

Crises politiques et sociales : Le Maroc n'est pas exempt de tensions sociales, de réformes contestées, ou encore de problèmes de gouvernance qui peuvent entraîner des critiques publiques. En périodes de crise, le rôle du spin doctor devient essentiel pour éviter les dérives de communication et apporter une réponse apaisante et stratégique.
Modernisation de la communication politique : Le Maroc est dans un processus de modernisation de son approche politique, notamment à travers l'initiative Maroc 4.0 et ses ambitions de transformation numérique. Dans ce contexte, la politique nécessite des stratégies de communication plus affinées pour répondre aux attentes des citoyens et aux standards internationaux de gouvernance et de transparence.

La nécessité du rôle des spin doctors au Maroc :
Une exigence d'image professionnelle :
Les figures politiques marocaines, qu'elles appartiennent au gouvernement ou à l'opposition, évoluent dans un monde où leur image ne peut plus être laissée au hasard. Des personnalités comme les ministres ou les leaders de partis politiques doivent, tout comme leurs homologues étrangers, être perçus de manière positive et humaine, au-delà des simples actions politiques. Les spin doctors peuvent jouer

ce rôle en les aidant à mieux se connecter avec l'opinion publique, à apaiser les tensions et à mettre en avant leurs réalisations tout en gérant les échecs.

Un facteur d'influence sur la diplomatie et les relations internationales :
Le Maroc occupe une position stratégique dans le monde arabe et en Afrique, notamment grâce à ses partenariats économiques et diplomatiques. La gestion de l'image de ses dirigeants est donc aussi importante dans le contexte international. En ce sens, un spin doctor peut aussi orchestrer l'image du pays sur la scène internationale, afin d'appuyer les négociations ou les alliances stratégiques.

Cependant, un spin doctor n'est pas une panacée. Si sa mission est de soigner l'image, il ne peut pas résoudre les problèmes de fond. La politique ne se réduit pas à des manipulations d'images : les leaders politiques doivent aussi prouver leur compétence, leur transparence et leur capacité à répondre aux besoins de la population. De plus, dans un pays où la société civile et les médias se font de plus en plus critiques, une gestion trop artificielle de l'image pourrait nuire à la crédibilité des dirigeants.
En somme, bien que le recours à des spin doctors semble pertinent pour améliorer la communication et l'image des leaders politiques marocains, il doit s'accompagner d'une véritable prise en charge des enjeux sociaux et politiques du pays. Sans cela, la manipulation de l'image risque de devenir contre-productive, entraînant un rejet ou une méfiance accrue des citoyens envers la classe politique.

Plusieurs politiciens marocains pourraient ne pas être enthousiastes à l'idée d'intégrer des spin doctors dans leur équipe de communication. Voici quelques arguments qui pourraient justifier cette résistance à l'idée de recourir à ces experts de l'image.

1. Culture politique traditionnelle et méfiance envers l'opinion publique manipulée

La politique marocaine, comme dans de nombreux autres pays, a des racines profondes dans une approche traditionnelle et autoritaire de la gestion du pouvoir. L'idée de confier une part importante de la communication politique à des experts externes peut être perçue comme une forme de manipulation qui trahit un certain manque de transparence et d'authenticité. Les dirigeants marocains, particulièrement dans les partis historiques et les mouvements politiques traditionnels, pourraient estimer qu'ils n'ont pas besoin de "façonner" l'opinion publique à travers des artifices.

Dans ce contexte, la communication directe, parfois brutale ou sans fioritures, pourrait être privilégiée par certains politiciens, qui considèrent que l'honnêteté et la franchise sont plus efficaces que toute tentative de manipulation d'image.

2. Crainte de perdre la crédibilité

La politique marocaine se déroule dans un cadre où la crédibilité et la proximité avec les citoyens sont des éléments cruciaux. En particulier dans une société marocaine où la défiance à l'égard de l'élite politique est présente, les spin doctors peuvent être vus comme des acteurs qui manipulent les perceptions plutôt que de résoudre les problèmes réels. Les politiciens pourraient craindre qu'un recours trop visible à des experts de l'image leur fasse perdre l'authenticité qu'ils cherchent à projeter auprès de leur électorat. En d'autres termes, la gestion de l'image pourrait être perçue comme une tentative de cacher les faiblesses et les erreurs au lieu d'assumer pleinement leur leadership.

3. Les coûts et l'indépendance politique

L'embauche de spin doctors nécessite des ressources financières et humaines conséquentes. Dans un contexte où les politiciens marocains doivent jongler avec des priorités budgétaires strictes, particulièrement dans un environnement économique tendu, investir dans des stratégies de communication sophistiquées pourrait sembler peu rentable, voire superflu. À cela s'ajoute la question de l'indépendance politique des spin doctors. Ces experts, souvent issus de cabinets privés, pourraient être perçus comme des influenceurs extérieurs, ce qui pourrait poser un problème de contrôle pour certains leaders politiques qui préfèrent s'entourer d'équipes internes plus fidèles et moins coûteuses.



4. Un scepticisme quant à l'efficacité sur le long terme

Certains politiciens marocains pourraient douter de l'efficacité à long terme des spin doctors. L'image construite par des experts de la communication peut être fragile et ne résister qu'à court terme, surtout si elle n'est pas accompagnée de réels changements dans les politiques publiques. Ils pourraient penser qu'une fois que la manipulation devient évidente, le retour de bâton sur l'image peut être encore plus dommageable qu'une simple gestion traditionnelle de la communication.

Dans un contexte où les citoyens sont de plus en plus informés (grâce à internet et aux réseaux sociaux), l'idée qu'un spin doctor puisse "transformer" l'image d'un leader politique sur le long terme peut sembler naïve et contre-productive.

5. Le poids des médias traditionnels et leur influence

Enfin, il est important de noter que les spin doctors sont souvent associés à une politique de communication très axée sur les médias modernes (réseaux sociaux, influenceurs, etc.), mais les politiciens marocains sont encore souvent influencés par les médias traditionnels, plus installés et perçus comme plus crédibles. Dans ce cadre, ils peuvent préférer une communication directe, sans l'intermédiaire d'un spécialiste de l'image. De plus, certains partis politiques disposent déjà de leurs propres équipes de communication, souvent composées de journalistes ou de conseillers spécialisés, qui peuvent préférer contrôler l'image sans recourir à des professionnels extérieurs.

En conclusion, bien que l'usage des spin doctors soit un outil puissant dans un monde où l'image publique joue un rôle majeur, leur recours pourrait être perçu comme une forme de déconnexion par les leaders politiques marocains. La crainte d'une perte de crédibilité, la préférence pour une approche directe et une gestion traditionnelle de la communication, ainsi que la question du coût et du contrôle politique, en font des obstacles à leur adoption. Dans un environnement où la culture politique est encore marquée par la méfiance et un certain conservatisme, les politiciens marocains pourraient donc hésiter à ouvrir les portes des spin doctors.



كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodj

DEBATS



Adnane Benchakroun



Mohamed Ait Bellahcen



Anwar CHERKAOUI



Dr Abbas El Wardi



Ali tounsi



Hafid Fassi fihri

حتى متى؟!!!



بقلم: **علي تونسي**

منذ خمس سنوات مرت على أزمة كوفيد و علاقتها الرمزية بأزمة الانتخابات. حيث كنت نشرت في صفحتي بالفيسبوك مقالا في موضوع أزمة الانتخابات يدعوني الآن إلى إعادة تحيينه و نشره لأهميته. و كأن الظروف هي هي لا شيء تغير من غير تخطينا لأزمة كوفيد بأقل الأضرار نسبيا. و مفاجأة خروج شباب جيل (زيد) إلى شوارع و ساحات مختلف المدن و القرى في مظاهرات احتجاجات و مطالبات بإصلاحات اجتماعية و سياسية. و مفاجأة تألق منتخبنا الكروي لأقل من عشرين سنة بالفوز بكأس العالم للشبان. و بعدها بقليل فوزنا الأممي الأسمى و الأهم و انتصارنا المحقق في قضيتنا الوطنية الأولى بتصويت مجلس الأمن بالإجماع لصالح مشؤوع الحكم الذاتي المغربي في الصحراء تحت السيادة المغربية. فكانت سنة 2025 سنة مغربية بامتياز، لكن ازمة الانتخابات يبدو أنها باقية هي هي إن لم يحتمل تفاقمها أكثر فأكثر..

أفلا يجوز لنا، في مطلع سنة 2026 التي تبدو أنها ستكون سنة اللقاح بتعديل القوانين و الخريطة الانتخابية بلا منازع، طرح السؤال المألوف و المؤرق و الممل: << هل ستتعافى انتخاباتنا المقبلة من الأنفلونزا المزمنة للديموقراطية؟!!! >>

فكلما استعرضنا أحوال المجتمع في جولة قصيرة لظروف الغالبية العظمى لعامة الشعب، في أفق مشروع التنمية و التغطية الاجتماعية المنتظر اكتمالها (أمل حاضر غائب بامتياز)، إلا وجدنا من هنا و هناك مآسي البؤس الاجتماعي في ربوع الوطن و مظاهر التفاوت البيئي و المجالي و أن المغرب يسير بسرعات متفاوتة و مختلفة غير متساوية و لا متوازية و لا متوازنة، تشير بما لا يدعو للشك بإن الكثير من المؤسسات هي فقط مجرد واجهات زجاجية تعرض بشكل رديئ الانتظارات الشعبية و تلمع الفراغ و تبيع الوهم و تفرخ فرص الريع باسم (تدبير / تبذير) الشؤون العمومية و التنمية (الخصوصية) لناهبي المال العام، ...

و ذلك ما سيزيد نسبة العزوف عن التصويت ارتفاعا، مما استدعى سابقا اعتماد عدد المصوتين في احتساب الفارق الانتخابي و سيستدعي أيضا و أكثر القفز باسم الإصلاح على هذا المتغير المثبط باعتماد ليس فقط عدد المصوتين بل اعتماد العدد الإجمالي للمقيدين في اللوائح الانتخابية في احتساب الفارق الانتخابي في التصويت.

و هو الأمر الذي سيزيد بلا شك من تفاقم الفصام بين الشعب و المؤسسات و منسوب عدم الثقة في المستقبل، ذلك أن جميع المؤشرات القوية في مجالات استراتيجية كالصحة و التعليم مصنفة خطأ بأنها قطاعات اجتماعية (وجب خوصصتها) تبدوا غير قابلة للتغيير و أنها لا تحضى باهتمام الاستثمار الاقتصادي و البشري كغيرها من مجالات النفعية المادية الصرفة و السريعة و التي لا تتيح فرص الترقي الاجتماعي للشرائح الاجتماعية الهشة و الفقيرة (قاعدة الهرم السكاني الواسعة) فقط، بل تعمل على جر الطبقة الوسطى إلى الأسفل أكثر فأكثر.

فماذا أعددنا إذن (حكومة و أحزابا و مجتمعا مدنيا) من مشاريع جدية و ملموسة و برامج تنمية مفصلة بالأرقام و مواعد الإنجاز و تجديد كلي للوائح النتخابية، إنعاشا للديموقراطية المحسوم في اختيارها دستوريا، عسى يتم استرجاع الثقة في المؤسسات و التعبئة الوطنية الشاملة من أجل الانتخابات المقبلة و ما بعدها...

أخطاء أينشتاين الجميلة



بقلم: لحسن حداد

خصصت مجلة «العلوم والمستقبل» الفرنسية عدداً خاصاً لما سمَّتها «أخطاء أينشتاين العبقرية»، (العدد 946 ديسمبر/كانون الأول 2025)، وتتلخّص أطروحتها في أنَّه لولا أخطاء أينشتاين لما شهدت حقول الفيزياء وعلوم الفضاء والطاقة النووية -بل وأسُس الثورة التكنولوجية والرقمية- التحولات الكبرى التي نعيش فصولها اليوم؛ وهي ثورة لم تقتصر على المعرفة النظرية فحسب، بل امتدّت إلى توظيف هذه الأفكار في ابتكارات قلبت تصوّر الإنسان للكون وغيّرت بنية الحياة البشرية.

عادةً ما يمجّد التاريخ العباقرة كأنهم معصومون من الخطأ. ولكن ماذا لو كانت أخطاء أينشتاين هي جوهر عبقريته؟ فالخطأ، خصوصاً في تاريخ العلوم، لا يكون في كثير من الأحيان نهاية المطاف، بل يكون مدخلاً إلى فضاء أرحب من الفهم والاكتشاف. لم تكن عبقرية أينشتاين في عدم الوقوع في الخطأ، بل في الشك، والمخاطرة الفكرية، والجرأة على الاعتراف بالخطأ. لم يكن يثق في المسلّمات، بل كان يرفض السلطة العلمية الجاهزة، ويفضّل السؤال الصعب على الجواب السهل. فمن لا يخطئ، غالباً، لم يغامر بما فيه الكفاية. وهذا لا ينطبق على علم الفيزياء وحده، بل يشمل الفلسفة والحياة والاقتصاد وإدارة الأعمال وسائر ميادين الإبداع الإنساني.

كما بيّنت المجلة، كانت سنة 1905 حبلى بالمعجزات التي كشفت عن جرأة استثنائية في التفكير. ففيها فسّر أينشتاين الظاهرة الكهروضوئية حين أثبت أن الضوء ليس موجةً فقط، بل يتكوّن من جسيماتٍ من الطاقة تستطيع أن تُحرّر إلكتروناتٍ من داخل المادة. وهذا يعني أن العالم في جوهره كميّ، ويجعل من أينشتاين أحد الآباء المؤسّسين لميكانيكا الكم، ولو لم يكن واعياً آنذاك بكل أبعاد ذلك الاكتشاف.

وفي السنة نفسها، قدّم تفسيراً للحركة البراونية -أي الحركة العشوائية للجسيمات الدقيقة- مبيناً أنها تنتج عن اصطدام جزيئات غير مرئية بها من جميع الاتجاهات، وهو ما شكّل أحد أقوى الأدلة على وجود الذرّات والجزيئات. كما وضع أسس النسبية الخاصة التي تقول إن الزمان والمكان يتغيّران حسب سرعة الحركة، وإنّ الضوء يظلّ الأسرع على الإطلاق. وأخيراً، صاغ معادلته الشهيرة: «الطاقة = الكتلة × (سرعة الضوء)²»، والتي تعني أن كميةً صغيرة جداً من المادة يمكن أن تحتوي على طاقة هائلة إذا تمّ تحويلها بالكامل إلى طاقة.

هذه ليست إنجازات رجل خائف من الخطأ بل عقل مستعد لكسر القوانين القديمة. أينشتاين لم يُصلح الفيزياء... بل هدمها ليبنيها من جديد. وحتى حين أخطأ أينشتاين، تَقدَّم العالَم. فقد كان يعتقد أن الكون ثابت، وحين أثبتت حساباته الرياضية أنه يتمدد ويتسارع، أضاف ثابتاً كونياً لمنع تمدده. غير أن هذا «الخطأ» تحوّل لاحقاً إلى أحد المفاهيم الأساسية في فهم الطاقة المظلمة.

كما رفض الطابع الاحتمالي (اللايقيني) لميكانيكا الكم، رغم أنه هو نفسه وضع أسس الفيزياء الكمية حين فسّر الظاهرة الكهروضوئية، مُبيّناً أن الضوء يتكوّن من جسيمات وليس مجرد تموّجات. وكان هذا الرفض في جوهره فلسفياً أكثر من كونه علمياً. إذ لم يكن يقبل بما كان يطرحه الفيزيائي الدنماركي نيلز بوهر من فوضى واحتمال، لأنه كان يؤمن بوجود نظام صارم يحكم الكون. هكذا بدا أن أينشتاين الفيلسوف يرفض ما كان أينشتاين الفيزيائي يثبته في تحليلاته الرياضية والعلمية.

ومن جانب آخر، تنبّأت معادلاته بوجود الثقوب السوداء، وهي مناطق في الفضاء تكون فيها الجاذبية قوية إلى درجة أنه حتى الضوء لا يستطيع الإفلات منها. لكنه شكّك في واقعيتها وعدَّها مجرد افتراضٍ نظري. غير أنه في عام 2019 تحقق إنجاز كبير في علم الفلك عندما نشر «تلسكوب أفق الحدث» أول صورة على الإطلاق لثقبٍ أسود يقع في مركز مجرة ميسيه 87 (م87)، على بُعد يقارب خمسةً وخمسين مليون سنة ضوئية عن الأرض.

كل هذا يعني أن أينشتاين لم يكن يخاف من الخطأ، بل كان متناقضاً ومتردداً ولكنه كان حراً فكرياً وكان يضع الإنسان والبعد الفلسفي لوجوده في الكون في قلب المعادلة. الخطأ ليس نقيضاً للعبقرية ولكنه جزء لا يتجزأ منها.

فشلُ أينشتاين فتح أبواباً جديدة. فقد كان حلمه توحيدَ القوى الأربع (الجاذبية، والكهرومغناطيسية، والقوتين النوويتين القوية والضعيفة) في معادلة واحدة، لكنه لم يتحقّق. غير أنّ هذا الحلم نفسه دفع عديداً من العلماء إلى مواصلة البحث عن تلك المعادلة التي قد تُلخِّص القوى التي تحرّك الكون.

لولا أخطاء أينشتاين لما تطوّرت ميكانيكا الكم، ولما تقدّم علم الكونيات، ولما فهمنا الكون كما نفهمه اليوم بقواه وثقوبه السوداء. والدرس بالنسبة إلينا هو أنّ قبول احتمال الخطأ يفتح أمامنا آفاقاً واسعة من المعرفة والعلم والابتكار؛ فالفضول أهمّ من اليقين الجامد، واحتضان الشكّ يقود إلى مزيد من الفهم، وهو أحد أسس التقدّم العلمي.

LODJ



لخبار فجيبك

By Lodj

تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصاتنا، ولاتفوتوا أي خبر

www.lodj.info

السياسي والمواطن والتنمية المجالية



بقلم: **لدكتور العباس الوردي**

يشهد العالم صحوة شعبية متسعة الرقعة ، بنية إنسية عنوانها التغيير الهادف الى بلوغ الرفاه وخاصة في شقيه الاقتصادي والاجتماعي ، ذلك أن الرفاه يعبر عن أقصى وأجود درجات التنمية .

التنمية هي إطار متعدد الأبعاد فمنها الاقتصادي والاجتماعي والثقافي والأمني ، بنى تختلف من حيث التركيبة غير أنها تستمد توجهاتها الكبرى من السياسات العمومية .

يشكل الفاعل السياسي مركز ثقل التحولات التي تسطرها الأنظمة الدستورية المقارنة ، وذلك عبر بوابة الديمقراطية التمثيلية التي من خلالها يتم التوصل عبر بوابة الانتخابات ودورتها السياسية الى طموحات المواطن ومن ثمة صياغتها في سياسات عمومية قادرة على الموازنة بين الممكن من جهة والنجاعة والفعالية المتعلقة بالأداء السياسي والمؤسسي .

حبكة معقدة تعاني من اشكالاتها كل دول العالم ولكن بدرجات متفاوتة الوقع وذلك في اتساق تام مع مصبار الديمقراطية التمثيلية عبر بوابة الاستجابة لاحتياجات المواطن بما يتسق واختياراته الديمقراطية .

إن الحديث عن ثالوث مركب عنوانه السياسي والمواطن والتنمية المجالية ، ليؤشر على معادلة سياسية صرفة تتمثل بالاساس في تموقع المواطن بين هذين الصرحين ، هل هو في مركز الثقل أم لا ، ذلك أن مسألة وضع أي سياسة عامة أو عمومية لا يمكن أن تزيغ عن الاخذ بعين الاعتبار لسلة عريضة من الكلمات المفاتيح والتي نذكر من بينها على سبيل المثال لا الحصر :

- اليات التواصل السياسي ،
- مقومات البرنامج الانتخابي ،
- المشاركة السياسية ،
- البرنامج الحكومي،
- العدالة المجالية .

مقومات لا يمكن من وجهة نظر الكاتب لاي طيف سياسي حزبي ان ينجح في مهامه الانتخابية ومن ثمة التدبيرية لقضايا الشأن العام من دون توفره هو نفسه على اجوبة كافية لماهيتها ومن ثمة تأهيله لفاعل سياسي قادر على مواصلة بناء الصرح الديمقراطي ، ذلك أن هذه البنية المركبة لا يمكننا التعاطي معها ومن ثمة بلوغ نتائج ايجابية فيما يتعلق بوقعها على الفرد والمجتمع من دون تغيير جذري لنمطية التفكير الحزبي والسياسي ، نعم ، لقد حان الوقت لاعتماد اليات تواصل سياسي جديدة ومتجددة عنوانها لغة العصر والتي لا يمكن اعتبارها البتة بأنها تهدد الايدولوجيا السياسية او تتجاوز الزخم التاريخي الذي راكمته سلة عريضة منها وخاصة التي لها قاعدة جماهيرية عريضة ، بل على العكس من ذلك فالديمقراطية تبنى على التمثيل السياسي والتصويت والموازنة بين الحق والواجب بين جميع الشركاء سواء احزاب سياسية أو مواطن اي ناخب ، ذلك ان لغة الحوار السياسي لتعبر عن منظام استراتيجي لبلوغ مجموعة من الاصلاحات الجذرية الكفيلة بالمصالحة السياسية بين الاحزاب السياسية والمواطن ، ومن ثمة فالمسؤولية هي مسؤولية مشتركة بين جميع الفاعلين المجاليين بمن فيهم المواطن الذي يجب أن يرتقي بوعيه بمواطنته الحقة والتي لا يمكن ان تتحقق الا من خلال الانخراط في الحياة السياسية عبر بوابة الاحزاب السياسية.

تعبر التجربة السياسية الحزبية المغربية ذات النمط التعددي الحزبي عن احد النماذج المتفردة التي تنحو منحى الاصلاح عبر بوابة الفعل السياسي وذلك منذ حصول المغرب على استقلاله ، غير ان التجربة الحزبية المغربية تعاني كنظيراتها من النماذج الحزبية الدولية المقارنة من سلة عريضة من الاشكالات والتي نجملها وعلاقة بعنوان المقال بتدبدب منسوب التواصل السياسي ، الكل يتحدث عن العزوف السياسي وخاصة لدى الشباب ، الكل يقف على بعض الفوارق المجالية وخاصة في القرى ، الكل يجمع على أن مغرب السرعتين لا يمكن ان يسعف في تحقيق نتائج مجالية وتنموية متقدمة ، ومن ثمة وانطلاقا من التعديلات التي طالت البنية التشريعية للعملية الانتخابية والاحزاب السياسية المرتبطة بجعل المواطن في صلب الاهتمامات الحزبية عبر بوابة رفع منسوب التواصل السياسي واقران القول بالفعل ، ذلك ان تشريعيات 2026 وترابيات 2027 ، لتعبر عن محطتين انتخابيتين استثنائيتين بمكان تبدأ من التواصل السياسي الرصين وتنتهي عند البقاء للأصلح ، ذلك ان الوعي المواطن قد تنامى فيما يتعلق بضرورة رفع سقف المطالب وجودتها وهو أمر لا يمكن بلوغه الا عبر بوابة التغيير للغة الخطاب والتواصل السياسيين اللذين يعتمدان على نظافة اليد من جهة وعلى البرامج الحزبية التي يجب أن ترتكز على بنية براغماتية عنوانها التنمية الممكنة .

التحديات في التطبيق

يبقى التطبيق الفعلي للإصلاح أحد أكبر التحديات. لضمان فعالية الضمانات الجديدة، يجب أن يخضع جميع فاعلي النظام القضائي—القضاة، النيابة العامة، المحامون، ورجال الشرطة—لتدريب مناسب، وأن تتوفر لديهم الوسائل الكافية لتطبيق القانون. التأخير في تنفيذ بعض الإجراءات قد يكون له تأثيرات خطيرة على من ينتظرون أحكامًا في وقت معقول.

كما يجب أن تكون مراقبة الاعتقال الاحتياطي مستقلة وصارمة. ولتفادي أي تجاوز، يجب متابعة هذه الإجراءات قضائيًا باستمرار. ويجب أن تطبق البدائل للاعتقال الاحتياطي بشكل عادل، دون تمييز، وبإرادة سياسية حقيقية لتقليل الاكتظاظ في السجون.

إضافة إلى ذلك، يولي الإصلاح اهتمامًا بتحديث أدوات التحقيق، ما قد يزيد فعالية معالجة القضايا الجنائية، لكنه قد يؤدي أيضًا إلى مخاطر تتعلق بالخصوصية وحقوق الأفراد، خصوصًا مع زيادة الاعتماد على المراقبة الرقمية والتفتيش الإلكتروني وجمع البيانات عبر الإنترنت، ما يستلزم وجود ضوابط تشريعية واضحة لحماية المواطنين من الانتهاكات.

يمثل إصلاح قانون المسطرة الجنائية خطوة هامة نحو تحديث العدالة المغربية، من خلال تعزيز ضمانات الدفاع، وتوفير حماية أفضل للضحايا، وتحديد قواعد صارمة للإجراءات الجنائية. ومع ذلك، تظل التساؤلات حول قدرة الدولة على ضمان استقلالية القضاء وشفافية الإجراءات قائمة. نجاح هذا الإصلاح سيعتمد على التطبيق الفعلي والالتزام بضمان استفادة جميع المواطنين من الحقوق الجديدة دون استثناء.
يقف المغرب عند مفترق طرق: إما فرصة لتعزيز ثقة المواطنين في مؤسساتهم، أو مخاطر تعزيز السيطرة والتعسف



إصلاح قانون المسطرة الجنائية: تقدم واضح في حقوق الدفاع



بقلم: **عدنان بنشقرون**

يمثل التاسع من ديسمبر 2025 نقطة تحول تاريخية في النظام القضائي المغربي مع دخول إصلاح قانون المسطرة الجنائية حيز التنفيذ. هذا النص المنتظر يهدف إلى تعزيز الضمانات المقدمة للدفاع، والحد من الاعتقال الاحتياطي، وتحديث المنظومة القضائية لمواكبة التحديات المعاصرة. لكن، بعيدًا عن الوعود الرسمية، يثير هذا الإصلاح أيضًا أسئلة مهمة حول التطبيق الفعلي للقواعد الجديدة، و خلق التوازن بين الأمن العام وحقوق الأفراد.

الإصلاح: خطوة نوعية للعدالة الجنائية المغربية وتقدم في حقوق الدفاع

من أبرز النقاط التي لقيت ترحيبًا في هذا الإصلاح هو تعزيز حقوق الأشخاص المشتبه فيهم، خصوصًا فيما يتعلق بالحق في الاستعانة بمحامٍ منذ بداية الحراسة النظرية. فقد ولّت الأيام التي تُترك فيها المشتبه فيهم دون مساعدة قانونية خلال الساعات الأولى من الاستجواب. من الآن فصاعدًا، يمكن لكل شخص تحت الحراسة النظرية، من الناحية النظرية، استشارة محامٍ منذ لحظة اعتقاله، وهو تقدم كبير يُعزز الحماية من أي ضغوط نفسية محتملة أثناء الاستجوابات.

كما وضع الإصلاح مراقبة أكثر صرامة للاعتقال الاحتياطي، وهو إجراء استُخدم بشكل مفرط في الماضي. ويقتصر الآن على الحالات الضرورية فقط، مع التركيز على أهمية تفضيل البدائل مثل المراقبة القضائية، والإفراج المشروط، والإقامة الجبرية. هذه الإجراءات تمثل أخبارًا طيبة لأسر المشتبه فيهم الذين غالبًا ما يجدون أنفسهم في وضع هش.

كما توسع نطاق الوصول إلى المساعدة القضائية للأشخاص غير القادرين على دفع أتعاب المحامين، في خطوة تهدف إلى الحد من الفوارق في الوصول إلى العدالة، وهو عنصر أساسي في بلد حيث يمكن أن تؤدي الأمية والفوارق الاقتصادية إلى فجوات كبيرة بين المواطنين وحقهم في محاكمة عادلة.

تعزيز حقوق الضحايا: خطوة إيجابية

لم يقتصر الإصلاح على حماية حقوق المتهمين، بل أخذ أيضًا بعين الاعتبار الضحايا، الذين يتمتعون الآن بحماية أفضل. من بين الإجراءات البارزة، توسيع حقوق ضحايا العنف، خصوصًا النساء والأطفال، الذين يمكنهم الآن الاستفادة من متابعة شخصية طوال مسار الإجراءات. بالإضافة إلى ذلك، سيحصلون على دعم نفسي وقانوني أفضل، من خلال إنشاء وحدات استماع ودعم متخصصة.

وتعزز الضمانات الممنوحة لضحايا الجرائم العنيفة، بما في ذلك العنف الأسري، من خلال إنشاء آليات دعم خاصة، تشمل حماية الشهود وتحسين اطلاع الضحايا على تقدم التحقيقات. وهذه خطوة مهمة في بلد غالبًا ما يُنظر فيه إلى العدالة على أنها آلية باردة وغير حساسة لمعاناة الضحايا.

انتقادات ومخاوف

رغم الطموح، لم يسلم الإصلاح من الانتقادات. يرى بعض المراقبين أنه قد يعيق مكافحة الفساد، خاصة فيما يتعلق بتقليص دور الجمعيات في إمكانية الترافع كطرف مدني في قضايا الاختلاس. إذ يشترط الفصل الثالث من القانون الجديد الحصول على إذن مسبق من وزير العدل، ما قد يخلق عائقًا أمام الشفافية والحكامة الرشيدة.

تلعب الجمعيات، خصوصًا تلك النشطة في الدفاع عن حقوق الإنسان والشفافية، دورًا حاسمًا في كشف التجاوزات المالية. ومن شأن تقييد قدرتها على الترافع باسم الضحايا، بحجة «حماية المؤسسات العامة»، أن يُنظر إليه كإجراء قد يحد من الأصوات النقدية، خصوصًا في القضايا الكبرى التي يكون فيها الدولة طرفًا.

كما يبقى موضوع استقلالية القضاء وقدرة النيابة على التصرف دون تدخل سياسي محل تساؤل. فرغم أن الإصلاح يهدف إلى تعزيز سلطة الوكيل العام للملك، يرى بعض الخبراء أنه قد يفتح المجال لأنماط جديدة من التعسف وزيادة تسييس القضاء.

نتمني أن نستقبل باحثين وزوّارًا من المغرب، ولا سيّما من سلا، في آيسلندا في 16 و17 و18 يوليوز سنة 2027، بمناسبة الذكرى الأربعمئة لتلك الأحداث. وستُنظَّم بهذه المناسبة ندوة دولية كبرى في كلٍّ من ريكيافيك وجزر ويستمان. وبالتوازي مع ذلك نعمل على إنجاز فيلم وثائقي، كما أنني بصدد وضع اللمسات الأخيرة حاليًا على كتاب جديد باللغة الآيسلندية عن هذه الغارات، الذي يُتوقّع صدوره العام المقبل أو على أبعد تقدير سنة 2027.

وأعتقد أن أعمالنا، التي أنجزناها مع آدم نيكولز، أسهمت في توعية الجمهور هنا في المغرب وفي أماكن أخرى باتساع النطاق الجغرافي لحملات القراصنة؛ إذ لم تصل رحلاتهم إلى آيسلندا فحسب، بل إلى إيرلندا أيضًا. فقد هاجم مراد ريس قرية بالتيمور، حيث أسر مئةً وعشرة أشخاص. فقد كان شخصية بارزة في عصره، وأميرالًا قويًا، ذاع صيته في سلا، وكان من أشهر القراصنة في القرن السابع عشر.





بقلم: **المؤلف كارل سماري هرينسون**

غارات القراصنة السلاويين على أيسلندا..

فصول منسية من الغارات على شمال أوروبا – منظور آيسلندي

أتواجد معكم اليوم، بحكم الرابط التاريخي الذي يجمع إيسلندا بالمغرب، وبوجهٍ الخصوص بمدينة سلا، وهو رابط يعود إلى سنة 1627. ففي تلك السنة هاجم قراصنة، أو ما يمكن تسميتهم بالقراصنة البحريين (الكورْسَار) إيسلندا، ولا سيّما بلدة غريندافيك في الجنوب الغربي من البلاد. وأسروا تقريبا ثلاثين إلى أربعين شخصًا، ونقلوهم إلى سلا وباعوهم في سوق العبيد.

ولدينا وثائق تؤكّد هذه الأحداث، وقد أصبحت هذه القصة اليوم معروفة على نطاق واسع. طُلب مني قبل ست أو سبع سنوات أن أؤلّف كتابًا عن هذا الموضوع الذي كنت أدرسه منذ زمن طويل. مما أدى إلى نشر كتاب بعنوان: الأسرى الشماليين. قصة غارة القراصنة البربريين على جريندافيك في عام 1627 " Northern Captives. The Story of the Barbary Corsair Raid on Grindavík in 1627 "، وهو لحد الآن الكتاب الوحيد المخصّص بالكامل لغارة قراصنة سلا على آيسلندا. وبعد ذلك ألّفتُ، بالاشتراك مع زميلي آدم نيكولز، كتابًا آخر تناول الهجوم على جزر ويستمان وعلى شرقي آيسلندا.

نشرنا مجملا أربعة كتب مكرّسة لغارات القراصنة القادمين من شمال إفريقيا والمغرب على آيسلندا، وقد تُرجمت هذه المؤلفات إلى عدّة لغات. وعند مطلع هذا العام صدرت نسخة فرنسية في الدار البيضاء بعنوان الغارة الشمالية " La Razzia septentrionale" . ويُعدّ هذا الكتاب الأشمل والأثمن من نوعه في ما يخص كل الأعمال التي نشرت خارج آيسلندا عن تلك الغارات في شمال البلاد، سواء من حيث غنى مصادره أم من حيث اتساع مقاربته. فهو لا يقتصر على الهجمات البحرية، بل يتناول أيضًا العمليات البرية، التي نملك بشأنها في آيسلندا وثائق وفيرة.



ولم يتّضح لحد الآن الدور الذي لعبته مدينة سلا إلا بعد صدور هذه الكتب التي أعددناها مع آدم نيكولز. فقد كان الرأي السائد قبل ذلك ينسب هذه الغارات حصريًا إلى الجزائر، أو إلى "الأتراك" عمومًا، وهو الاسم الذي كان يُطلق آنذاك على مسلمي شمال إفريقيا. غير أن الغارة التي استهدفت غريندافيك قادها مراد ريس، واسمه الحقيقي الهولندي يان يانسون فان هارلم. ومن المهم التمييز بوضوح بين الغارة الجزائرية والغارة السلاوية: فهذه الأخيرة كانت محدودة النطاق إلى حدّ كبير، إذ لم يكن مراد ريس يملك سوى سفينة واحدة ولم يأسر إلا عددًا قليلًا نسبيًا من الأشخاص.

إن تواجدي اليوم في المغرب مرتبط مباشرة بصدور الترجمة الفرنسية لكتابنا في وقت سابق من هذا العام. ففي مطلع أبريل شاركت في مؤتمر بجامعة الدار البيضاء نظمته الجمعية المحلية للمؤرخين. بعدها مباشرة تلقيت من طرف السيد علي بوعلو دعوة للحضور معكم هنا لتقديم عرض عن تاريخ غارة سلا. وأعلم أن هذه المرحلة باتت تستأثر اليوم باهتمام متزايد في المغرب، ولا سيّما في مدينة سلا، وكذلك في مدن أخرى، خصوصًا بفضل أعمال الأستاذة ليلى مدّاني، أستاذة بجامعة الحسن الثاني، التي تُعنى عن كثب بتاريخ المجال الأطلسي في القرن السابع عشر. وهي التي أوصت دار النشر بترجمة الكتاب إلى الفرنسية، معتبرة أنه سيمثل إضافة قيّمة للباحثين وللجمهور المغربي.
ولهذا جئتُ اليوم للحديث عن الغارة السلاوية على غريندافيك، وكذلك عن الغارة الجزائرية على جزر ويستمان وشرقي آيسلندا. فقد درجنا في آيسلندا طوال فترة طويلة على الحديث عن غارة واحدة فقط، في حين أن الأمر في الواقع يتعلّق بعمليتين منفصلتين.

By Lodj

ويب راديو

R212

مغاربة العالم



WWW.LODJ.MA

98 غارات القراصنة السلاويين على أيسلندا.. فصول منسية من الغارات على شمال أوروبا – منظور آيسلندي

95 إصلاح قانون المسطرة الجنائية: تقدم واضح في حقوق الدفاع

93 السياسي والمواطن والتنمية المجالية

91 أخطاء أينشتاين الجميلة

90 حتى متى؟!!!

Imprimerie Arrissala

فريق النشر :
سارة البوفي - أمل الهواري - عائشة بوسكين

تصميم ومونتاج :
عماد بن بورحيم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma

العدد: 18

13
15
25

كتاب الرأي

By Lodj

لوديجي بالعربية

بلاطفورم الشباب



غارات القراصنة السلاويين على أيسلندا..

إصلاح قانون المسطرة الجنائية: تقدم واضح في حقوق الدفاع

السياسي والمواطن والتنمية المجالية

أخطاء أينشتاين الجميلة

نسخة غير تجارية

WWW.LODJ.MA

WWW.PRESSPLUS.MA